

Étude des crédits 2016-2017

Demandes de renseignements **particuliers** de
l'opposition officielle adressées au ministre de
l'Emploi et de la Solidarité sociale



ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

Demande de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
1	Indiquer la somme dépensée en 2015-2016 (et les prévisions pour 2016-2017) par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
2	État de situation détaillé au sujet des programmes suivants : a. Initiative ciblée pour les travailleurs âgés (ICTA); b. Mesure favorisant la retraite anticipée des travailleurs plus âgés; c. Mesure de formation de la main-d'œuvre (volet individu).
3	Concernant le « Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement dans les régions ressources », préciser : a. les dépenses totales pour 2014-2015 et 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017, ventilées par région; b. le budget disponible pour l'année en cours; c. le nombre de personnes admissibles à ce jour, par région et par secteur d'activité; d. le budget consacré par région ressource; e. le taux de réintégration en emploi des personnes admissibles; f. la moyenne des sommes versées aux personnes admissibles au programme, par région et par secteur d'activité.
4	Concernant le « Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement, hors des régions ressources, des secteurs du textile et du vêtement », préciser : a. les dépenses totales pour 2014-2015 et 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017, ventilées par région; b. le budget disponible pour l'année en cours; c. le nombre de personnes admissibles à ce jour, par région.
5	Concernant le programme « Action » pour 2015-2016 et les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
6	Concernant le programme « Aide aux personnes handicapées » pour 2015-2016 et pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

Demande de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
7	<p>Concernant le programme « Découvrir un métier, une profession » pour 2015-2016 et pour les trois dernières années :</p> <ol style="list-style-type: none">le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;le bilan et les résultats;le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
8	<p>Concernant le programme « Formation de la main-d'œuvre » pour 2015-2016 et pour les trois dernières années :</p> <ol style="list-style-type: none">le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;la liste des programmes d'études et de formation;le bilan et les résultats;le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
9	<p>Concernant le programme « Jeunes en action » pour 2015-2016 et pour les trois dernières années :</p> <ol style="list-style-type: none">le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;le bilan et les résultats;le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
10	<p>Concernant le programme « Jeunes volontaires » pour 2015-2016 et pour les trois dernières années :</p> <ol style="list-style-type: none">le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;le bilan et les résultats;le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
11	<p>Concernant le programme « Ma place au soleil » pour 2015-2016 et pour les trois dernières années :</p> <ol style="list-style-type: none">le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;le bilan et les résultats;le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
12	<p>Concernant le programme « Placement étudiant » pour 2015-2016 et pour les trois dernières années :</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

Demande de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
	<ul style="list-style-type: none">a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;c. le bilan et les résultats;d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
13	<p>Concernant le programme « Préparation à l'emploi » pour 2015-2016 et pour les trois dernières années :</p> <ul style="list-style-type: none">a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;c. le bilan et les résultats;d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
14	<p>Concernant le programme « Alternative Jeunesse » pour 2015-2016 et pour les trois dernières années :</p> <ul style="list-style-type: none">a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;c. le bilan et les résultats;d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
15	<p>Concernant le programme « Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi (PRIIME) » pour 2015-2016 et pour les trois dernières années :</p> <ul style="list-style-type: none">a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;c. le bilan et les résultats;d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
16	<p>Concernant le programme « Soutien pour travailleurs âgés » pour 2015-2016 et pour les trois dernières années :</p> <ul style="list-style-type: none">a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;c. le bilan et les résultats;d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
17	<p>Concernant le programme « Soutien pour les travailleurs licenciés collectivement » pour 2015-2016 et pour les trois dernières années :</p> <ul style="list-style-type: none">a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

Demande de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
	avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
18	Concernant le programme « Québec pluriel » pour 2015-2016 et pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
19	Concernant le programme « Réussir » pour 2015-2016 et pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
20	Concernant le programme « Services d'aide à l'emploi » pour 2015-2016 et pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région); f. identifier tous les services offerts.
21	Concernant le programme « Soutien financier pour mineures enceintes » pour 2015-2016 et pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

Demande de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
22	<p>Concernant le programme « Soutien au travail autonome » pour 2015-2016 et pour les trois dernières années :</p> <ol style="list-style-type: none">le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;le bilan et les résultats;le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région);type de projets financés, montants financés par projet, par région.
23	<p>Concernant le programme « Supplément à la prime au travail » pour 2015-2016 et pour les trois dernières années :</p> <ol style="list-style-type: none">le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;le bilan et les résultats;le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
24	<p>Concernant le programme « Programme national de réconciliation avec les orphelins et orphelines de Duplessis ayant fréquenté certaines institutions » pour 2015-2016 et pour les trois dernières années :</p> <ol style="list-style-type: none">le nombre de personnes ayant reçu une aide individuelle, par région;identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
25	<p>Concernant le programme « Accompagnement des entreprises pour la relance de l'emploi » pour 2015-2016 et pour les trois dernières années :</p> <ol style="list-style-type: none">le bilan et les résultats;le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu de chacun;identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
26	<p>Concernant le programme « Aide à l'embauche de personnes handicapés » pour 2015-2016 et pour les trois dernières années :</p> <ol style="list-style-type: none">le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;le bilan et les résultats;le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
27	<p>Concernant le programme « Aide à la création d'emploi » pour 2015-2016 et pour les trois dernières années :</p> <ol style="list-style-type: none">le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;le bilan et les résultats;le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

Demande de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
	e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
28	Concernant le programme « Agrément des formateurs » pour 2015-2016 et pour les trois dernières années : a. le nom de personnes et nombre de personnes ayant été agréées, par région ; b. le type de formations offertes; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
29	Concernant le programme « Découvrir une relève » pour 2015-2016 et pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
30	Concernant le programme « Gestion des ressources humaines » pour 2015-2016 et pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
31	Concernant le programme « Licenciements collectifs » pour 2015-2016 et pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
32	Concernant le programme « Mesure de formation de la main-d'œuvre » pour 2015-2016 et pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
33	Concernant le « Programme de soutien aux initiatives scolaires et communautaires – Volet Action communautaire et action bénévole » pour 2015-2016 et pour les trois dernières années : a. la liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

Demande de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
	adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, pour les années 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Fournir les prévisions pour 2016-2017; b. politique et critères d'attribution des subventions; c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
34	Concernant le « Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires – Volet Initiatives sociales » pour 2015-2016 et pour les trois dernières années : a. la liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, pour les années 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Fournir les prévisions pour 2016-2017; b. politique et critères d'attribution des subventions; c. la liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
35	Concernant le « Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales et en action bénévole », pour chacun des trois volets pour 2015-2016 et pour les trois dernières années : a. la liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, pour les années 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Fournir les prévisions pour 2016-2017; b. politique et critères d'attribution des subventions; c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
36	Concernant le « Programme de soutien financier des corporations de développement communautaire (CDC) » pour 2015-2016 et les trois dernières années : a. la liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, pour les années 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Fournir les prévisions pour 2016-2017; b. politique et critères d'attribution des subventions; c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
37	Concernant le « Soutien régionalisé aux entreprises pour le développement de la main-d'œuvre » pour 2015-2016 et pour les trois dernières années : a. la liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, pour les années 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Fournir les prévisions pour 2016-2017; b. politique et critères d'attribution des subventions; c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
38	Concernant les « Subventions aux entreprises adaptées » pour 2015-2016 et pour les trois dernières années : a. la liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

Demande de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
	adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, pour les années 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Fournir les prévisions pour 2016-2017;
	b. politique et critères d'attribution des subventions;
	c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
	d. nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
	e. nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme
39	Emploi-Québec : a. Cibles et résultats des interventions d'Emploi-Québec sur le terrain en 2015-2016 et pour les quatre années précédentes; fournir les prévisions pour 2016-2017. Chiffres nationaux ventilés par région administrative;
	b. Détails des employés occasionnels et réguliers pour les années 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016; fournir les prévisions pour 2016-2017;
	c. Part du Fonds du développement du marché du travail (FDMT) financée par les fonds provenant du Québec et par les fonds provenant du fédéral pour l'année 2016-2017 et les quatre années précédentes;
	d. État des listes d'attente pour participer aux mesures d'Emploi-Québec, par mois, depuis avril 2010.
40	Stratégie d'intervention à l'intention des travailleurs de 45 et plus : a. Budget consenti à la mise en œuvre de la stratégie pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016; fournir les prévisions pour 2016-2017;
	b. Ventilation de ces budgets par axe d'intervention;
	c. Nombre d'entreprises participantes;
	d. Nombre de participants, par tranche d'âge et par région;
	e. Durée moyenne de la participation;
	f. Nombre de participants qui réussissent à retrouver un emploi durable;
	g. Taux de réussite.
41	Fournir copie de tout document, note, rapport, mémo, état de situation, concernant le revenu minimum garanti. Fournir un échéancier de réflexion, la liste et le détail des coûts y étant associés.
42	Liste des ateliers, formations, conférences ou journées d'activité auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
43	Le nombre et le pourcentage de requérants à l'assurance-emploi qui sont référés à Emploi-Québec en 24 heures.
44	Le nombre et le pourcentage de requérants de l'assurance-emploi qui ne sont pas référés à Emploi-Québec.
45	Nombre d'heures de cours achetées par Emploi-Québec dans les établissements d'enseignement collégial pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016, prévisions pour 2016-2017, ventilées par année. Nombre de personnes ayant suivi ces cours.
46	Nombre d'heures de cours achetées par Emploi-Québec dans les commissions scolaires pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

Demande de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
	2015 et 2015-2016, prévisions pour 2016-2017, ventilées par année et par commission scolaire. Nombre de personnes ayant suivi ces cours.
47	Effectif de chacun des centres locaux d'emploi, par région, par famille d'emploi et par classe d'emploi, pour les années 2015-2016 et les quatre années précédentes. Fournir les prévisions pour 2016-2017.
48	Pour l'année 2015-2016 et les quatre années précédentes, montant dépensé visant l'intégration des immigrants et pris en compte par l'Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains. Prévisions pour 2016-2017.
49	Liste des consultations menées par le ministère et les organismes auprès des communautés autochtones en 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017. Préciser : <ol style="list-style-type: none">l'objet des consultations;le moyen utiliséles dates des rencontresles communautés et les personnes consultéesles résultats des consultations;les montants afférents.
50	Bilan de la stratégie Tous pour l'emploi en 2015-2016. Coûts de chacune des mesures pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.
51	Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existants en 2015-2016 qui n'ont pas été reconduits en 2016-2017, en incluant les programmes qui ont été abolis.
52	Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2016-2017.
53	Bilan des investissements 2015-2016, par orientation et initiative, de <i>La solidarité : une richesse pour le Québec</i> . Prévision pour 2016-2017.

Carrefours jeunesse emploi

- 54 Pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016, indiquer les informations suivantes :
- Nombre de jeunes entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans habitant le territoire de chaque centre local d'emploi;
 - Nombre de jeunes entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans habitant le territoire de chaque MRC;
 - Nombre de jeunes recevant une prestation d'aide sociale et qui sont âgés entre 18 et 24 – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi;
 - Nombre de jeunes recevant une prestation d'aide sociale avec une allocation pour contraintes temporaires et qui sont âgés entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi;
 - Nombre de jeunes recevant une allocation de solidarité sociale et qui sont âgés entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi;
 - Nombre de jeunes recevant des prestations de l'assurance-emploi et qui sont âgés entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi.
- 55 À la suite des changements apportés aux ententes avec les carrefours jeunesse-emploi :
- Liste des services achetés par les centres locaux d'emploi

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

Demande de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
	auprès des carrefours jeunesse-emploi et le prix accordé à chaque service. <ul style="list-style-type: none">• Niveau de référence vers le carrefour jeunesse-emploi auquel le centre local d'emploi s'engagera pour assurer la performance à laquelle le ministre s'attend.• Nombre de jeunes exclus des mesures offertes par les carrefours jeunesse-emploi.
56	Ventiler les sommes versées par carrefour jeunesse-emploi et par région pour 2014-2015, 2015-2016 et prévision pour 2016-2017.
57	Copie des études d'impact réalisées pour mesurer les effets de la réforme des carrefours jeunesse-emploi, notamment en ce qui concerne le nombre de jeunes qui seront exclus.

Sécurité du revenu

- 58 Effectif selon la fonction et évolution mensuelle du nombre de dossiers, par agent, pour chacun des centres locaux d'emploi pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016; fournir les prévisions pour 2016-2017.
- 59 Le nombre et le pourcentage de personnes qui sont touchées par les modifications réglementaires à la sécurité du revenu pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016.
- 60 Nombre de prestataires de la sécurité du revenu, mensuellement, de 2012 à 2016 (aide de dernier recours et de solidarité sociale) et les prévisions du nombre de prestataires pour 2016-2017.
- 61 Coût de l'indexation des prestations de l'assurance-emploi pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.
- 62 État de situation du Programme de l'assurance-emploi pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016; fournir les prévisions pour 2016-2017, concernant :
- a. Répartition des prestataires avec contrainte sévères à l'emploi, selon les diagnostics de nature invalidante pour incapacité supérieure ou égale à 12 mois;
 - b. Évolution mensuelle du nombre de demandes d'inscription à l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi, en ventilant selon l'étape de traitement du dossier et en spécifiant le délai moyen pour chacune de ces étapes;
 - c. Répartition des ménages selon le mode de logement (propriétaire, locataire, chambreur, logement subventionné : HLM, coopérative d'habitation), en indiquant la catégorie de ménage;
 - d. Nombre d'enfants (moins de 18 ans) vivant au sein d'un ménage prestataire du programme d'assurance-emploi, selon qu'ils fréquentent l'école primaire, l'école secondaire, le cégep, l'université ou qu'ils ne fréquentent pas l'école;
 - e. Nombre d'adultes de 18 ans et plus qui reçoivent une contribution parentale ou devraient en recevoir une;
 - f. Économies que ces contributions parentales représentent pour le régime de sécurité du revenu;
 - g. Nombre de familles monoparentales avec des enfants de moins de 12 ans qui reçoivent une pension alimentaire;
 - h. Économies que ces pensions alimentaires représentent pour le régime de sécurité du revenu;
 - i. Nombre de dossiers en subrogation qui attendent d'être traités par le ministre et évaluation des coûts des paiements rétroactifs qui devront être versés aux prestataires ou aux parents des prestataires, en raison de la contribution parentale;
 - j. Nombre d'enfants handicapés vivant au sein d'un ménage

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

Demande de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
	bénéficiaire de la sécurité du revenu;
	k. Évolution mensuelle de la répartition des adultes non disponibles à l'emploi, selon les critères suivants :
	i. État de santé;
	ii. État de grossesse;
	iii. Garde d'enfants d'âge préscolaire ou garde d'enfants handicapés;
	iv. Critère de 55 ans;
	v. Partage du logement avec une personne qui requiert des soins constants;
	vi. Attente de traitement d'une demande d'admission au programme de soutien financier.
	l. Nombre de ménages déclarant des revenus, selon les catégories de barème et le revenu moyen déclaré;
	m. Nombre de ménage déclarant des biens, selon le genre de biens et la valeur moyenne des biens déclarés;
	n. Nombre de ménages qui ont reçu des prestations en trop, en indiquant le montant moyen du trop-perçu et la raison de celui-ci, y compris l'erreur administrative et l'aide conditionnelle;
	o. Nombre de révisions et d'appels, selon le motif et la décision;
	p. Nombre de personnes qui ont demandé de l'aide en raison d'un dénuement total, en spécifiant le motif de la demande, le montant moyen de l'aide accordée et le motif de la décision;
	q. Nombre de personnes qui ont bénéficié d'une aide complémentaire à l'assurance-emploi;
	r. Ventilation détaillée des impacts, pour le Québec, des bonifications annoncées à l'assurance-emploi sur le Régime de sécurité du revenu;
	s. Liste et coûts des besoins spéciaux, y compris l'assurance médicaments, pour 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016; fournir les prévisions pour 2016-2017;
	t. Nombre de prestataires référés aux mesures actives d'Emploi-Québec ainsi que le délai de référence;
	u. Nombre de prestataires admissibles à une rente d'invalidité de la Régie des rentes du Québec et l'économie générée en 2011-2012, en 2012-2013, en 2013-2014, en 2014-2015 et 2016-2017; fournir les prévisions pour 2016-2017;
	v. Nombre de prestataires admissibles à une rente de préretraite et l'économie générée en 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016; fournir les prévisions pour 2016-2017;
	w. Bilan du budget et des dépenses pour le programme d'allocation-logement et nombre de ménages qui en ont bénéficié pour les années 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016fournir les prévisions pour 2016-2017.
63	Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi pour 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016; fournir les prévisions pour 2016-2017.
64	Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, mais dont la demande a été refusée pour 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016.
65	Délai d'attente pour l'évaluation au bureau médical pour se faire reconnaître contrainte sévère à l'emploi.
66	Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, dont la demande a été refusée, mais qui ont ensuite gagné en appel pour 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016.
67	Concernant le programme Prime au travail, préciser la définition des

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

Demande de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
	concepts « revenu d'emploi » et « lien d'emploi ». Fournir la ventilation détaillée des montants accordés par région, pour 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016, en plus des prévisions pour 2016-2017, et ce, pour les groupes suivants :
	a. Personne vivant seule; b. Couple; c. Famille monoparentale; d. Famille biparentale.
68	Pour 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 : <ul style="list-style-type: none">• combien de prestataires ont quitté le Québec plus de 15 jours dans un mois de calendrier?• combien de prestataires louent un appartement incluant deux chambres et combien incluant trois chambres?• combien de prestataires ont déclaré des revenus de travail et quelles sommes ont été récupérées par le MESS à la suite de la déclaration de ces revenus de travail?• combien de prestataires sans contrainte à l'emploi ont déclaré posséder une maison qui avait une valeur nette de 140 000 \$?• combien de prestataires avec contraintes sévères à l'emploi ont déclaré posséder une maison qui avait une valeur nette de 203 000\$?• combien de prestataires sans logement ont fréquenté un centre de désintoxication?• combien de prestataires avec logement ont fréquenté un centre de désintoxication?• combien de jeunes ont bénéficié du programme Alternative jeunesse?• combien de jeunes de moins de 25 ans ont fait une demande d'aide sociale?
69	Copie de toutes les études d'impact réalisées pour chacune des mesures annoncées le 28 janvier 2015 dans le cadre de la Réforme de l'aide-sociale.
70	Dans le cadre de la Réforme de l'aide-sociale, pour chacune des mesures annoncées le 28 janvier 2015, quelle est l'économie réalisée pour 2015-2016 et prévision pour 2016-2017 par le ministère, et ce, par mesure?

Régime québécois d'assurance parentale

71	Copie des études, notes, rapports, portraits et analyses concernant la situation financière du Fonds d'assurance parentale ainsi que des divers scénarios visant à combler son déficit (s'il y a lieu).
72	Nombre de personnes admissibles au régime d'assurance parentale du Québec pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016; fournir les prévisions pour 2016-2017.
73	Nombre de prestataires servis, d'événements et de prestations totales versées, selon les régions administratives du Québec pour 2014-2015 et 2015-2016, en fonction des données disponibles.
74	Nombre de femmes, au total et ventilé par région, ayant bénéficié du congé parental pour 2015-2016 et pour les trois années précédentes.
75	Nombre d'hommes, au total et ventilé par région, ayant bénéficié du congé parental pour 2015-2016 et pour les trois années précédentes.
76	Nombre de demandes de révision effectuées en 2014-2015 et en 2015-2016. De ce nombre, combien ont été confirmées et renversées?

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

Demande de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
77	Sommes versées en trop pour les années 2014-2015 et 2015-2016.
78	Copie des documents, notes, rapports concernant la diminution des prestations et de la durée du congé parental.
Secrétariat à l'action communautaire autonome	
79	Pour chacun des programmes, préciser : <ol style="list-style-type: none">la liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun, pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, pour 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016; fournir les prévisions pour 2016-2017;politique et critères d'attribution des subventions;liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
80	Actions entreprises et crédits alloués pour donner suite au dépôt de la politique sur l'action communautaire autonome pour 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016; fournir les prévisions pour 2016-2017.
81	Copie des rapports, études, travaux en lien avec la diminution des subventions versées aux organismes.
Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	
82	Fournir les notes, études et analyses concernant le renouvellement du plan d'action relié à la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.
83	Dans le cadre de la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2002-2013, fournir : <ol style="list-style-type: none">la description complète des sommes investies par le MESS chaque année, de 2002 à 2015;les sommes totales investies dans le cadre de la Stratégie;la description complète des objectifs de ce plan d'action;le bilan, les évaluations et les rapports;échanciers pour le dépôt du nouveau plan.
84	Fournir les notes, études et analyses en lien avec l'article 20 pour tous les programmes ou initiatives législatives.
85	État de situation détaillé par axe et sous-axe du Plan d'action de lutte contre la pauvreté pour 2015-2016.
86	Liste des avis de licenciement collectif reçus au ministère depuis le 1 ^{er} décembre 2009 jusqu'à ce jour. Ventilation par région. Fournir les renseignements suivants : <ol style="list-style-type: none">le nom et l'adresse de l'entreprise;la date de l'avis ou de la fermeture;le type ou le secteur d'activité de l'entreprise;le nombre total d'employés de l'entreprise;le nombre de salariés temporaires et permanents visés par le licenciement;les motifs du licenciement.
87	Concernant le projet IPOP pour l'intégration en emploi de personnes formées à l'étranger référées par un ordre professionnel : liste des actions entreprises en 2014-2015 et en 2015-2016 et le nombre de personnes qui ont obtenu, en 2014-2015 et en 2015-2016, un emploi

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

Demande de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
	au Québec dans leur profession, dans le cadre de ce projet.
88	État d'avancement de la mise sur pied du programme de parrainage en entreprise visant à jumeler un employé maîtrisant le français avec un employé en apprentissage. Crédits alloués à ce programme pour les années 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016, ventilés par mois. Nombre d'entreprises ayant bénéficié du programme. Nombre d'employés ayant bénéficié du programme.
89	Copie des documents, notes, études concernant la révision de la loi du 1 %.
90	À la suite du rehaussement du seuil d'assujettissement à la loi du 1% fournir les pertes pour 2015-2016, ventiler par secteur et par programme. Fournir la liste des formations qui ont été annulées en raison du manque à gagner au Fonds.
91	Pour 2015-2016 et pour les cinq années précédentes : montants versés au Fonds de développement de la main-d'œuvre incluant les surplus reportés d'une année à l'autre.
92	Pour 2015-2016 et pour les cinq années précédentes : montants versés dans le Fonds par les employeurs; fournir les prévisions pour 2016-2017, au total et par région.
93	Dans le cadre du nouveau programme « Objectif emploi », fournir les sommes engagées en 2015-2016 et les sommes prévues en 2016-2017.
94	Concernant le projet de loi 70, fournir : <ol style="list-style-type: none">Toutes les études d'impact, analyses ou projections des retombées économiques et/ou sociales réalisées dans le cadre du dépôt du projet de loi 70 en lien avec tous les aspects du projet de loi (abolition d'Emploi-Québec, modifications à la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre, création du Programme objectif emploi);Fournir l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) produite, comme le gouvernement s'est engagé à le faire à travers le Plan d'action en matière d'analyse différenciée selon les sexes;Fournir l'étude d'impact sur les personnes vivant en région;Fournir l'étude effectuée dans le cadre de la clause d'impact provenant de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale.
95	Concernant la stratégie nationale d'intégration et de maintien en emploi des personnes handicapées (phase 2), fournir : <ol style="list-style-type: none">Le montant réservé pour les contrats d'intégration au travail (CIT) en 2016-2017;le nombre de personnes handicapées (ventilé par région) ayant bénéficié de cette mesure et qui ont obtenu un emploi d'été en 2015;le nombre de nouvelles personnes au total qui bénéficieront de cette mesure (ventilé par régions) en 2016-2017;intentions quant à la reconduction de la phase 2 de la Stratégie;échancier du ministre pour le lancement de la phase 2 de la Stratégie.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

Demande de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
159	<p>Liste des avis de licenciement collectif reçus au ministère depuis le 1^{er} décembre jusqu'à ce jour. Fournir une ventilation par région et les renseignements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">a) nom et adresses de l'entreprise;b) date de l'avis ou de la fermeture;c) type ou secteur d'activité de l'entreprise;d) nombre total d'employés de l'entreprise;e) nombre de salariés temporaires et permanents visés par le licenciement;f) motifs du licenciement.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-01

Titre :

Indiquer la somme dépensée en 2015-2016 (et les prévisions pour 2016-2017) par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Exposé et statistiques :

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (excluant le volet Travail)

Les dépenses en exploitation (informatique et technologies de l'information), pour la période du 1^{er} avril 2015 au 29 février 2016, s'élèvent à 56 257,9 k\$ et se répartissent ainsi :

Dépenses en exploitation	Interne	Externe	CSPQ	Total
Entente de base de maintien et d'exploitation des TI avec le CSPQ	-	-	32 801,7 k\$	32 801,7 k\$
Ressources internes et externes (continuité et encadrement)	19 287,3k\$	3 251,8 k\$	917,1 k\$	23 456,2 k\$
Total des dépenses en exploitation	19 287,3 k\$	3 251,8 k\$	33 718,8 k\$	56 257,9 k\$

Fonds des technologies de l'information

Les dépenses en investissement pour la période du 1^{er} avril 2015 au 29 février 2016, s'élèvent à 12 395,7 k\$ et se répartissent ainsi :

	Interne	Externe	CSPQ	Total
Dépenses en investissement	6 053,9 k\$	5 468,7 k\$	873,1 k\$	12 395,7 k\$

Fonds des biens et des services

Les dépenses en exploitation (informatique et technologies de l'information), pour la période du 1^{er} avril 2015 au 29 février 2016, s'élèvent à 30,0 k\$ et se répartissent ainsi :

	Interne	Externe	CSPQ	Total
Dépenses en exploitation	10,7 k\$	19,3 k\$	-	30,0 k\$

Fonds d'aide à l'action communautaire autonome

Les dépenses en exploitation (informatique et technologies de l'information), pour la période du 1^{er} avril 2015 au 29 février 2016, s'élèvent à 158,1 k\$ et se répartissent ainsi :

	Interne	Externe	CSPQ	Total
Dépenses en exploitation	84,6 k\$	73,5 k\$	-	158,1 k\$

SOURCE : Direction des budgets centraux d'administration, des projets et des investissements,
DGSG

VALIDATION : 30 mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP - 2a

Titre

État de situation détaillé au sujet des programmes suivants :

a) Initiative ciblée pour les travailleurs âgés (ICTA)

Exposé et statistiques

Du 1^{er} avril 2015 au 19 février 2016, Emploi-Québec a dénombré 1 025 participants actifs inscrits à la mesure Initiative ciblée pour les travailleurs âgés (ICTA).

Le budget d'intervention du Fonds de développement du marché du travail (FDMT) ne fait pas l'objet d'une programmation par mesure. Toutefois, les réalisations sont consignées pour chacune des mesures d'Emploi-Québec, c'est-à-dire que l'enveloppe de départ est par région et non par mesure. Les engagements comptabilisés dans le cadre de la mesure ICTA, pour la période du 1^{er} avril 2015 au 19 février 2016, sont de 6 549,7 k\$.

SOURCE : Direction de la statistique, information de gestion et suivi de la performance
DATE : 30 mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-2b

Titre :

État de situation détaillé au sujet des programmes suivants :

b) Mesure favorisant la retraite anticipée des travailleurs plus âgés.

Exposé et statistiques

Le volet *Aménagement et réduction du temps de travail (ARTT)* de la mesure *Concertation pour l'emploi*, qui s'adresse aux entreprises, prévoit une modalité « retraite anticipée » qui peut être utilisée en combinaison avec d'autres modalités de réduction du temps de travail (retraite progressive, congé sans solde, temps partiel, etc.). L'ARTT contribue à maintenir au travail des personnes menacées de licenciement et à favoriser l'embauche de chercheurs d'emploi, notamment par une nouvelle répartition du temps de travail.

Devant l'ampleur de la crise vécue par l'industrie forestière, le volet ARTT a été rendu disponible dans le cadre du *Plan de soutien pour le secteur forestier* d'octobre 2006, et ce comme un des quatre leviers d'intervention.

La mesure permet le maintien en emploi de travailleurs moins expérimentés en remplacement de travailleurs qui choisissent de prendre une retraite anticipée.

Le soutien actuellement disponible cible le secteur forestier et l'incitatif financier est de 4000 \$/année.

Pour l'année 2015-2016, au 29 février 2016, 522 700 \$ ont été investis dans le volet ARTT du secteur forestier.

SOURCE : Direction de la planification et du développement des stratégies
COLLABORATION : Direction de la statistique, de l'information de gestion et du suivi de la performance
VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée
DATE : 2016-04-04

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP - 2C

Titre

État de situation détaillé au sujet des programmes suivants :
c) Mesure de formation de la main-d'œuvre (volet individu).

Exposé et statistiques

Du 1^{er} avril 2015 au 19 février 2016, Emploi-Québec a dénombré 38 341 participants actifs (24 653 nouveaux participants) inscrits aux diverses formations (francisation, formation générale, préalable à la formation professionnelle ou technique, alphabétisation, formation professionnelle secondaire, métiers semi ou peu spécialisés, formation autres langues que le français).

Le budget d'intervention du Fonds de développement du marché du travail (FDMT) ne fait pas l'objet d'une programmation par mesure. Les engagements comptabilisés dans le cadre de la mesure de formation de la main-d'œuvre pour la période du 1^{er} avril 2015 au 19 février 2016 sont de 260,7 M\$ pour le volet individu.

SOURCE : Direction de la statistique, information de gestion et suivi de la performance

Date : 30 mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-3

Titre :

Concernant « le Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement dans les régions ressources », préciser :

- a. les dépenses totales pour 2014-2015 et 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017, ventilées par région;
- b. le budget disponible pour l'année en cours;
- c. le nombre de personnes admissibles à ce jour, par région et par secteur d'activité;
- d. le budget consacré par région ressource;
- e. le taux de réintégration en emploi des personnes admissibles;
- f. la moyenne des sommes versées aux personnes admissibles au programme, par région et par secteur d'activité.

Exposé et statistiques :

Le Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement dans les régions ressources a été remplacé par le Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement en 2009.

- a) Dépenses totales en 2015-2016 : NIL
- b) Budget pour l'année en cours (2015-2016) : NIL
- c) Nombre de personnes admissibles en 2015-2016 par région : NIL
Et par secteur d'activité : N/A
- d) Budget consacré par région : NIL
- e) Taux de réintégration en emploi des personnes admissibles : NIL
- f) Moyenne des sommes versées aux personnes admissibles au Programme par région et par secteur d'activité : NIL

SOURCE : Direction de la planification et du développement des stratégies
COLLABORATION : Direction du budget d'Emploi-Québec
VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE : 23 mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-4

Titre :

Concernant le « Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement, hors des régions-ressources, des secteurs du textile et du vêtement », préciser :

- a. les dépenses totales pour 2014-2015 et 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017, ventilées par région;
- b. le budget disponible pour l'année en cours;
- c. le nombre de personnes admissibles à ce jour, par région.

Exposé et statistiques :

Le Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement hors des régions ressources des secteurs du textile et du vêtement a été remplacé par le Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement en 2009.

- a) Dépenses totales pour 2015-2016 : NIL
- b) Budget disponible pour l'année en cours (2015-2016) : NIL
- c) Nombre de personnes admissibles en 2015-2016 par région : NIL

SOURCE : Direction de la planification et du développement des stratégies
COLLABORATION : Direction du budget d'Emploi-Québec
VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE : 23 mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-5

Titre :

Concernant le programme « Action » pour 2015-2016 et pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

Le Programme d'aide et d'accompagnement social (PAAS) s'adresse aux prestataires de l'aide financière de dernier recours éloignés du marché du travail. Le programme comporte deux volets : Action et Réussir.

Volet action :

Le volet Action est une intervention de pré-employabilité axée sur la progression socioprofessionnelle et le développement du potentiel des personnes par des activités variées et un encadrement personnalisé.

a) Nombre de personnes ayant participé à PAAS-Action :

2015-2016*	4 470
------------	-------

* Données au 19 février 2016.

Source : Direction de la statistique, de l'information de gestion et du suivi de la performance.

b) Nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après y avoir participé : Données non disponibles.

c) Bilan et résultats : Se référer au nombre de participants mentionnés précédemment ainsi qu'aux sommes allouées.

d) Nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière : Données non disponibles.

e) Sommes allouées au PAAS - ACTION: 9 463,0 k\$

En date du 29 février 2016.

SOURCE :

Direction des mesures et des services aux individus

COLLABORATION :

Direction de la statistique, de l'information de gestion et du suivi de la performance

Direction du budget d'Emploi-Québec

VALIDATION:

Bureau de la sous-ministres associée d'Emploi-Québec

DATE :

8 avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-6

Titre :

Concernant le programme « Aide aux personnes handicapées » pour 2015-2016 et pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu pour chacun ;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

Le programme « Aide aux personnes handicapées » n'existe pas.

SOURCE : Direction des mesures et services aux individus
VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE : 21 mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-7

Titre :

Concernant le programme « Découvrir un métier, une profession » pour 2015-2016 et pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

Les stages Découvrir permettent à des jeunes de vivre une expérience de stage significative en milieu de travail. Pour certains, le stage Découvrir permettra de vérifier différents aspects d'un emploi ou d'un secteur d'activité économique, de valider un choix professionnel ou d'évaluer son potentiel alors que, pour d'autres, il peut être l'occasion de se faire valoir auprès de l'entreprise en vue d'obtenir un emploi.

- Nombre de participants actifs 2015-2016 (au 19 février 2016) : 115.
- Nombre de participants ayant intégré le marché du travail : donnée non disponible.
- Données budgétaires : Aucun montant n'est versé aux entreprises et aux participants pour ces stages de courte durée. Le coût du service ne peut être isolé en soi, celui-ci étant inclus dans le coût des ententes de services en approche globale de la mesure Service d'aide à l'emploi (SAE).

SOURCE :

Direction des mesures et services aux individus

COLLABORATION :

Direction de la statistique, de l'information de gestion et du suivi de la performance

VALIDATION :

Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec

DATE :

24 mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-8

Titre :

Concernant le programme «Mesure de formation de la main-d'œuvre» pour 2015-2016 et pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. la liste des programmes d'études et de formation;
- d. le bilan et les résultats;
- e. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- f. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

La Mesure de formation de la main-d'œuvre (MFOR) s'adresse aux individus et aux entreprises. Elle vise à favoriser le développement des compétences recherchées sur le marché du travail et elle permet d'utiliser une combinaison d'approches de formation en vue de l'insertion et du maintien en emploi.

Volet individus : Ce volet vise à aider les personnes à intégrer le marché du travail et à s'y maintenir par le biais de l'acquisition de compétences en lien avec le marché du travail.

Volet entreprises : Ce volet soutient le développement des compétences des personnes en emploi permettant ainsi de les maintenir en emploi et de contrer le chômage.

Nombre de personnes jointes par le programme

Volets	Participants actifs 2015-2016 *
Individus	38 341
Entreprises	7 797

* Données en date du 19 février 2016

Emploi-Québec exerce une gestion par fonds et non par programme. Par conséquent, il n'y a pas de sommes allouées à ce programme en début d'année.

SOURCE : Direction des mesures et services aux individus

COLLABORATION : Direction des mesures et services aux entreprises et du placement
Direction de la statistique, information de gestion et suivi de la performance

Direction du budget d'Emploi-Québec

VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec

DATE : 22 mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-9

Titre :

Concernant le programme « Jeunes en action » pour 2015-2016 et pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques

La mesure « Jeunes en action » vise à répondre aux besoins des jeunes de 18 à 24 ans qui éprouvent des difficultés importantes qui les empêchent de réaliser une intégration à court ou à moyen terme sur le marché du travail. L'intervention adaptée amène les jeunes à développer leur autonomie sur le plan personnel, social et professionnel. Un accompagnement soutenu est nécessaire dans l'atteinte et le maintien des résultats visés.

Nombre de participants actifs : 3 785 (au 19 février 2016).

Emploi-Québec exerce une gestion par fonds et non par programme. Par conséquent, il n'y a pas de sommes allouées à ce programme en début d'année.

SOURCE : Direction adjointe des mesures et services aux individus
COLLABORATION : Direction de la statistique, information de gestion et suivi de la performance
Direction du budget d'Emploi-Québec
VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE : 22 mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-10

Titre :

Concernant le programme « Jeunes volontaires » pour 2015-2016 et pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilés par région).

Exposé et statistiques :

Présentation et objectifs de la mesure

- Jeunes volontaires vise à soutenir l'entrée sur le marché du travail de jeunes de 16 à 29 ans. Par le biais d'activités utiles à leur développement professionnel, la mesure permet de définir leur propre projet afin d'acquérir, de vérifier ou de développer des compétences contribuant à leur insertion sociale et professionnelle.
- À la suite de leur participation à la mesure, certains retournent aux études ou intègrent un emploi. D'autres innovent, soit en créant leur propre entreprise, soit en devenant travailleur autonome. La réalisation des projets permet aux participants d'explorer un projet d'affaires, de valider leurs compétences entrepreneuriales, leur motivation et leur détermination par le biais d'activités de démarrage d'entreprise.
- Tous les projets Jeunes volontaires sont en lien avec un mentor qui agit à titre bénévole. Ce dernier guide les jeunes dans l'organisation de leur projet en les assistant tout au long des étapes de sa réalisation.

Nombre de participants – 2015-2016 (au 19 février 2016)

Période	Participants actifs
2015-2016 (au 19 février 2016)	571

Sommes allouées

Emploi-Québec exerce une gestion par fonds et non par programme. Par conséquent, il n'y a pas de sommes allouées à ce programme en début d'année.

SOURCE :

Direction mesures et des services aux individus

COLLABORATION :

Direction de la statistique, de l'information de gestion et du suivi de la performance
Direction du budget

VALIDATION :

Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec

DATE :

22 mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-11

Titre :

Concernant le programme « Ma place au soleil » pour 2015-2016 et pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

- L'Approche Ma place au soleil s'adresse aux jeunes parents de moins de 25 ans qui n'ont pas complété leurs études secondaires. Elle vise à leur permettre d'acquérir une formation académique qualifiante vers des emplois en demande (terminer le secondaire général et poursuivre une formation secondaire professionnelle ou technique).
- Un service d'accompagnement des participants, des activités de groupe ainsi que des services d'orientation sont également proposés en complément à la formation afin de favoriser la persévérance et la réussite;
- La participation à Ma place au soleil se fait sur une base volontaire en parallèle à la participation à la Mesure de formation de la main-d'œuvre – volet individus. Elle se réalise dans le cadre des programmes, des mesures et des services d'Emploi-Québec financés par le Fonds de développement du marché du travail (FDMT).
- Nombre de participants actifs :

2015-2016 (en date du 19 février 2016)	574 participants actifs
---	-------------------------

Les données sur le nombre de personnes ayant participé à ce programme par région ne sont pas disponibles.

Emploi-Québec exerce une gestion par fonds et non par programme. Par conséquent, il n'y a pas de sommes allouées à ce programme en début d'année.

SOURCE : Direction des mesures et services aux individus
COLLABORATION : Direction de la statistique, information de gestion et suivi de la performance
VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE : 23 mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-12

Titre :

Concernant le programme « Placement étudiant » pour 2015-2016 et pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

Le programme « Placement étudiant » n'existe pas.

SOURCE : Direction des mesures et services aux entreprises et du placement
VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE : 24 mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016 – 2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-13

Titre :

Concernant le programme « Préparation à l'emploi » pour 2015 – 2016 et pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La mesure Projet de préparation à l'emploi (PPE) vise à permettre à des personnes défavorisées sur le plan de l'emploi d'acquérir ou de développer des compétences personnelles et des compétences liées à l'insertion au marché du travail au moyen de la réalisation d'activités intégrées de préparation et d'insertion en emploi. Elle comprend les volets suivants :

- Général
- Entreprises d'insertion
- Jeunes en action
- Jeunes volontaires

Pour l'ensemble de la mesure, les données sont les suivantes :

1- Nombre de participants actifs :

2015 – 2016*	13 214
--------------	--------

* Données du 1^{er} avril 2015 au 19 février 2016.

Emploi-Québec exerce une gestion par fonds et non par programme. Par conséquent, il n'y a pas de sommes allouées à ce programme en début d'année.

SOURCE : Direction des mesures et services aux individus

COLLABORATION : Direction de la statistique, information de gestion et suivi de la performance

Direction du budget d'Emploi-Québec

VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec

DATE : 22 mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-14 :

Titre :

Concernant le programme « Alternative jeunesse » pour 2015-2016 et pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

Le Programme alternative jeunesse vise à soutenir les jeunes de moins de 25 ans admissibles à un programme d'aide financière de dernier recours afin d'assurer leur subsistance et les encourager à réaliser des activités leur permettant d'acquérir ou de recouvrer leur autonomie personnelle, sociale et professionnelle.

Budget et participants

Le tableau qui suit présente les données pour l'année 2015-2016.

Année financière	2015-2016
Participants actifs	1 402 Du 1 ^{er} avril 2015 au 19 février 2016

Emploi-Québec exerce une gestion par fonds et non par programme. Par conséquent, il n'y a pas de sommes allouées à ce programme en début d'année.

SOURCE :

Direction mesures et des services aux individus

COLLABORATION :

Direction de la statistique, de l'information de gestion et du suivi de la performance

Direction du budget

VALIDATION :

Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec

DATE :

22 mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-15

Titre :

Concernant le « Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi (PRIIME) » pour 2015-2016 et pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

Le Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi (PRIIME) vise l'intégration dans un premier emploi nord-américain, dans leur domaine de compétence, de nouveaux arrivants et de personnes issues d'une minorité visible. Pour ce faire, une subvention est versée à l'employeur pour couvrir une partie du salaire et, à certaines conditions, des dépenses pour l'accompagnement ou la formation de la personne embauchée.

- Nombre de personnes jointes par le programme :
2015-2016 (au 19 février 2016) : 1 065 participants actifs.

Emploi-Québec exerce une gestion par fonds et non par programme. Par conséquent, il n'y a pas de sommes allouées à ce programme en début d'année.

SOURCE : Direction mesures et des services aux individus
COLLABORATION : Direction de la statistique, de l'information de gestion et du suivi de la performance
Direction du budget d'Emploi-Québec
VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE : 22 mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-16

Titre :

Concernant le programme « Soutien pour travailleurs âgés » pour 2015-2016 et pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

Créé en 2009 dans le cadre du Pacte pour l'emploi plus, le Programme de soutien pour les travailleurs âgés (PSTA) remplaçait le Programme de soutien financier pour les travailleurs âgés licenciés de l'industrie forestière.

Il a été créé afin d'accorder, de façon temporaire, une aide financière individuelle aux personnes âgées de 55 ans ou plus, mais de moins de 60 ans, de tous les secteurs d'activité, licenciées ou mises à pied pour des raisons économiques ou technologiques, jusqu'à ce qu'ils soient admissibles au Régime des rentes du Québec (60 ans).

Le programme a cessé de s'appliquer le 31 mars 2013 dans le secteur de l'extraction de l'amiante, et le 31 décembre 2012 dans tous les autres secteurs d'activité. À noter, toutefois, que les personnes licenciées avant la fin du programme peuvent encore en bénéficier si les conditions d'admissibilité du programme sont respectées.

- a) Nombre de personnes ayant participé à ce programme par région : en 2015-2016, 174 travailleurs ont été aidés (au 31 janvier 2016).
- b) Nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme : sans objet.
- c) Bilan et résultats : en 2015-2016, 174 travailleurs ont été aidés dans le cadre du programme (au 31 janvier 2016).
- d) Nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun : sans objet.
- e) Identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) : le budget pour 2015-2016 est de 1,5 M\$ et il n'y avait pas de ventilation par région.

SOURCE :

Direction de la planification et du développement des stratégies

COLLABORATION :

Direction de la statistique, de l'information de gestion et du suivi de la performance

Direction du budget d'Emploi-Québec

Direction du budget

VALIDATION :

Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec

DATE :

23 mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-17

Titre :

Concernant le programme «Soutien pour les travailleurs licenciés collectivement» pour 2015-2016 et pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

- Créé en 2009 dans le cadre du Pacte pour l'emploi plus, le Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement qui s'appliquait à toutes les régions et à tous les secteurs d'activité économique, remplaçait :
 - le Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement dans les régions ressources;
 - le Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement, hors des régions ressources, des secteurs du textile et du vêtement.
 - Ce programme permettait, en raison du contexte économique, d'accorder, de façon temporaire, une aide financière aux travailleurs licenciés collectivement et à leur famille, de toutes les régions et de tous les secteurs d'activité, afin d'éviter qu'ils n'aient à puiser dans leurs épargnes, à liquider une partie de leurs biens ou à faire appel aux programmes d'aide financière de dernier recours.
 - À noter, toutefois, que seuls les travailleurs dont le licenciement collectif est survenu avant le 1^{er} juillet 2014 dans les régions ressources et avant le 1^{er} avril 2013 dans les autres régions peuvent désormais bénéficier du Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement.
- a) Nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région en 2015-2016 : 4 ménages aidés en 2015-2016 (au 31 janvier 2016).
 - b) Nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme : sans objet.
 - c) Bilan et les résultats : 4 ménages aidés pour 2015-2016 (au 31 janvier 2016).
 - d) Nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun : sans objet.
 - e) Le budget pour 2015-2016 est de 0,2 M\$. La ventilation par région n'est pas disponible

SOURCE :

Direction de la planification et du développement des stratégies

COLLABORATION :

Direction du budget d'Emploi-Québec

Direction de la statistique, de l'information de gestion et du suivi de la performance

Direction du budget

VALIDATION:

Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec

DATE :

23 mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-18

Titre :

Concernant le programme « Québec pluriel » pour 2015-2016 et pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

Québec Pluriel, inscrit dans le cadre de la Stratégie d'action jeunesse 2006-2009 puis reconduite en 2009-2014, est un service spécialisé de la mesure Services d'aide à l'emploi (SAE), qui vise l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de 16 à 35 ans issus des communautés culturelles ou des minorités visibles. En plus de répondre aux besoins en termes d'employabilité et d'appropriation du contexte culturel du marché du travail québécois, il permet à ses participants de bénéficier de l'accompagnement d'un mentor durant une période minimale de 12 semaines. Malgré l'arrivée à échéance de la dernière Stratégie d'action jeunesse, le Ministère a poursuivi ses actions en lien avec l'intervention Québec Pluriel, laquelle a été intégrée à l'offre de service régulière d'Emploi-Québec. technologie prend de plus en plus de place.

Pour 2015-2016 (au 19 février 2016) : le nombre de participants actifs était de 200.

Emploi-Québec exerçant une gestion par fonds, aucune somme n'est allouée à Québec Pluriel en début d'année.

SOURCE : Direction adjointe des mesures et services aux individus
COLLABORATION : Direction de la statistique, de l'information de gestion et du suivi de la performance
Direction de la planification et du développement des stratégies
VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE : 1 avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-19

Titre :

Concernant le programme « Réussir » pour 2015-2016 et pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

Le Programme d'aide et d'accompagnement social (PAAS) s'adresse aux prestataires de l'aide financière de dernier recours éloignés du marché du travail. Le programme comporte deux volets : Action et Réussir.

Volet Réussir :

Le volet Réussir est un soutien à un projet de formation professionnelle au secondaire ou postsecondaire en complément au programme d'aide financière aux études pour les prestataires ayant des contraintes sévères à l'emploi.

a) Participants au programme PAAS Réussir :

2015-2016*	513
------------	-----

* Données au 19 février 2016.

Source : Direction de la statistique, de l'information de gestion et du suivi de la performance.

b) Nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après y avoir participé : Données non disponibles.

c) Bilan et résultats : Se référer au nombre de participants mentionnés précédemment ainsi qu'aux sommes allouées.

d) Nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière : Données non disponibles.

e) Sommes allouées au PAAS - Réussir: 508,5 k\$

En date du 29 février 2016.

SOURCE :

Direction des mesures et des services aux individus

COLLABORATION :

Direction de la statistique, de l'information de gestion et du suivi de la performance

VALIDATION :

Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec

DATE :

8 avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-20

Titre :

Concernant le programme « Services d'aide à l'emploi » pour 2015-2016 et pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région);
- f. identifier tous les services offerts.

Exposé et statistiques :

La mesure Services d'aide à l'emploi (SAE) s'inscrit dans l'axe « Préparation pour l'emploi » de la Politique active du marché du travail (PAMT) et est financée par le Fonds de développement du marché du travail (FDMT).

Cette mesure permet la réalisation d'une diversité d'activités généralement de courte durée telles l'orientation, l'aide à la recherche d'emploi, l'aide psychosociale, etc. L'obtention d'un emploi ou le choix d'une carrière est la finalité poursuivie par cette mesure.

Les services et interventions sont offerts principalement en approche individuelle et permettent :

- de soutenir toutes les personnes qui sont en recherche d'emploi indépendamment de leur statut;
- d'aider les personnes plus éloignées du marché du travail à préciser leurs besoins en matière d'emploi et de formation, et d'identifier les activités les plus appropriées permettant d'y répondre.

Certains services complémentaires à ceux offerts par les centres locaux d'emploi (CLE) peuvent être dispensés par des intervenants externes dans le cadre de la mesure SAE.

Pour 2015-2016 (au 19 février 2016) : le nombre de participants actifs était de 164 028.

Exerçant une gestion par fonds, Emploi-Québec n'alloue pas de somme précise pour la mesure SAE.

Types d'activités

Plusieurs activités peuvent être offertes dans le cadre de la mesure SAE par les intervenants externes, selon les besoins des personnes et les objectifs recherchés, dont :

- des sessions d'information sur le marché du travail;
- des services d'orientation professionnelle;
- des Clubs de recherche d'emploi;
- des stratégies de recherche d'emploi;
- de l'évaluation psychosociale;
- la détermination des besoins;
- des stages d'observation ou d'exploration dans les entreprises.

SOURCE : Direction des mesures et des services aux individus
COLLABORATION : Direction de la statistique, information de gestion et suivi de la performance
VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE : 24 mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-21

Titre :

Concernant le programme de « Soutien financier aux mineures enceintes » pour 2015-2016 et pour les trois dernières années:

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région ;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques

État de situation

Le programme Soutien financier aux mineures enceintes offre une aide active fondée sur le risque pour la santé et l'intégrité physique de la mère et de l'enfant à naître. Ainsi, les mineures visées par ce programme peuvent bénéficier, en plus d'une aide financière du Ministère, de services de soutien et d'encadrement intensif, qui sont offerts par les centres locaux de services communautaires et qui peuvent se prolonger au-delà de la durée du programme.

L'aide financière est versée à la mineure qui participe au volet « Soutien aux jeunes parents » des Services intégrés en périnatalité et pour la petite enfance du ministère de la Santé et des Services sociaux à partir de la vingtième semaine de sa grossesse jusqu'à la naissance de son enfant. Par la suite, la nouvelle mère peut présenter une demande conformément aux programmes d'aide financière de dernier recours.

Nombre de personnes jointes par le programme pour 2015-2016:

101 au 31 janvier 2016.

Bilan et résultats pour 2015-2016 :

Au 31 janvier 2016, le programme a permis de venir en aide à 101 futures mères de moins de 18 ans dont la précarité économique constituait une menace pour elle et l'enfant à venir.

Sommes allouées en 2015-2016

600 k\$.

SOURCE :

Direction des mesures et des services aux individus

COLLABORATION :

Direction de la statistique, de l'information de gestion et du suivi de la performance

Direction de la planification et du développement des stratégies

Direction du budget

VALIDATION:

Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec

DATE :

23 mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-22

Titre :

Concernant le programme « Soutien au travail autonome » pour 2015-2016 et pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région);
- f. type de projets financés, montants financés par projet, par région.

Exposé et statistiques

La mesure vise à soutenir les individus admissibles, qui sont aptes à mettre en oeuvre un projet viable d'entreprise afin de favoriser la création d'emplois par la création d'entreprises en leur offrant la possibilité de consolider leur activité d'entreprise ou de travailleur autonome et à retrouver leur autonomie financière.

Nombre de participants (au 19 février 2016)

Année	Nombre de participants
2015-2016	3 024

Sommes allouées

Emploi-Québec exerce une gestion par fonds et non par programme. Par conséquent, il n'y a pas de sommes allouées à ce programme en début d'année.

SOURCE : Direction des mesures et services aux entreprises et du placement
COLLABORATION : Direction de la statistique, information de gestion et suivi de la performance
Direction du budget
VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE : 24 mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP - 23

Titre :

Concernant le programme « Supplément à la prime au travail » pour 2015-2016 et pour les trois dernières années :

- a) Le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b) Le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c) Le bilan et les résultats;
- d) Le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e) Identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

Le ministère des Finances répondra à cette question.

SOURCE : Direction des politiques de sécurité du revenu
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 2016-04-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-24

Titre :

Concernant le : « Programme national de réconciliation avec les orphelins et orphelines de Duplessis ayant fréquenté certaines institutions » pour 2015-2016 et pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant reçu une aide individuelle, par région;
- b. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Le tableau ci-dessous présente les données pour l'année 2015-2016 au 29 février 2016.

RÉGION	2015-2016	
	Demandes	Montant versé
Abitibi	0	- \$
Bas-Saint-Laurent	2	30 000 \$
Capitale-Nationale	42	630 000 \$
Centre-du-Québec	2	30 000 \$
Chaudière-Appalaches	1	15 000 \$
Côte Nord	0	- \$
Estrie	2	30 000 \$
Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	0	- \$
Lanaudière	5	75 000 \$
Laurentides	2	30 000 \$
Laval	3	45 000 \$
Mauricie	42	630 000 \$
Montérégie	12	180 000 \$
Montréal	8	120 000 \$
Nord du Québec	0	- \$
Outaouais	2	30 000 \$
Saguenay - Lac-Saint-Jean	3	45 000 \$
Région administrative non-précisée	4	60 000 \$
Total	130	1 950 000 \$

SOURCE : Direction des plaintes et des relations avec la clientèle, secteur PNROOD

VALIDATION : Patrick Grenier, sous-ministre adjoint au développement des services aux citoyens et gouvernance

DATE : 2016-03-30

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-25

Titre :

Concernant le programme « Accompagnement des entreprises pour la relance de l'emploi » pour 2015-2016 et pour les trois dernières années :

- a. le bilan et les résultats
- b. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun
- c. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région)

Exposé et statistiques :

Ce programme a pris fin le 31 mars 2014.

SOURCE : DSDMO

VALIDATION: Éric Gervais, Direction générale du développement de la main-d'œuvre

DATE : 2016-03-30

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-26

Titre :

Concernant le programme « Aide à l'embauche des personnes handicapées » pour 2015-2016 et pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu pour chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

Le programme « Aide à l'embauche des personnes handicapées » est inexistant.

SOURCE :

Direction des mesures et services aux individus

VALIDATION:

Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec

DATE :

22 mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-27

Titre :

Concernant le programme « Aide à la création d'emploi » pour 2015-2016 et pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

Voir les fiches RP8 (Mesure de la formation de la main-d'œuvre – volet entreprises) et RP22 (Soutien au travail autonome) car la mesure « Aide à la création d'emplois » n'existe pas.

SOURCE : Direction des mesures et services aux entreprises et du placement
VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE : 24 mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-28

Titre :

Concernant le programme « Agrément des formateurs » pour 2015-2016 et pour les trois dernières années :

- a. le nom de personnes et nombre de personnes ayant été agréées, par région ;
- b. le type de formations offertes;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

L'agrément des formateurs n'est pas un programme de soutien financier. Il s'agit d'un dispositif issu de l'application de la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre. En outre, les frais exigibles pour le traitement des demandes sont versés au Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre qui se situe à l'extérieur du périmètre comptable du gouvernement.

SOURCE : Commission des partenaires du marché du travail

VALIDATION: Éric Gervais, Direction générale du développement de la main-d'œuvre

DATE : 2016-03-30

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-29

Titre :

Concernant le programme « Découvrir une relève » pour 2015-2016 et pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

Voici la réponse faite à la fiche RP7 (Découvrir un métier):

Les stages Découvrir permettent à des jeunes de vivre une expérience de stage significative en milieu de travail. Pour certains, le stage Découvrir permettra de vérifier différents aspects d'un emploi ou d'un secteur d'activité économique, de valider un choix professionnel ou d'évaluer son potentiel alors que, pour d'autres, il peut être l'occasion de se faire valoir auprès de l'entreprise en vue d'obtenir un emploi.

- Nombre de participants 2015-2016 (au 19 février 2016) : 115.
- Nombre de participants ayant intégré le marché du travail : donnée non disponible.
- Données budgétaires : Aucun montant n'est versé aux entreprises et aux participants pour ces stages de courte durée. Le coût du service ne peut être isolé en soi, celui-ci étant inclus dans le coût des ententes de services en approche globale de la mesure Service d'aide à l'emploi (SAE).

SOURCE : Direction adjointe des mesures et services aux individus
COLLABORATION : Direction de la statistique, de l'information de gestion et du suivi de la performance
VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE : 31 mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-30

Titre :

Concernant le programme « Gestion des ressources humaines » pour 2015-2016 et pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région ;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme ;
- c. le bilan et les résultats ;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun ;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques

Le programme « Gestion des ressources humaines » n'existe pas au MTESS.

SOURCE : Direction des mesures et services aux entreprises et du placement
COLLABORATION : Direction de la statistique, information de gestion et suivi de la performance
Direction du budget
VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE : 24 mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-31

Titre :

Concernant le programme « Licenciements collectifs » pour 2015-2016 et pour les trois dernières années:

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

Emploi-Québec intervient en collaboration avec l'employeur lorsqu'un licenciement collectif survient dans le cadre des mesures :

- Comité d'aide au reclassement (+ de 50 employés);
- Comité d'aide au reclassement à entrée continue.

Le comité a la responsabilité d'évaluer les besoins des personnes licenciées, d'élaborer et de réaliser le plan d'action visant le reclassement et la réinsertion des travailleurs sur le marché du travail.

Le Comité d'aide au reclassement vise les licenciements de plus de 50 travailleurs et le Comité d'aide au reclassement à entrée continue s'applique aux licenciements de moins de 50 employés.

Comité d'aide au reclassement (régulier)		
ANNÉE	NOUVELLES ENTREPRISES	ENTREPRISES ACTIVES
2015-2016*	19	41

Comité d'aide au reclassement (entrée continue)		
ANNÉE	NOUVELLES ENTREPRISES	ENTREPRISES ACTIVES
2015-2016*	10	21

* Données au 19 février 2016

Emploi-Québec exerce une gestion par fonds et non par programme. Par conséquent, il n'y a pas de sommes allouées à ce programme en début d'année.

SOURCE :

Direction des mesures et services aux entreprises et du placement

COLLABORATION :

Direction de la statistique, information de gestion et suivi de la performance
Direction du budget

VALIDATION :

Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec

DATE :

24 mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-32

Titre :

Concernant le programme «Mesure de formation de la main-d'œuvre» pour 2015-2016 et pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

Voir la fiche RP-8, laquelle répond à cette question.

SOURCE : Direction mesures et des services aux individus
COLLABORATION : Direction de la statistique, de l'information de gestion et du suivi de la performance
VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE : 2016-04-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-33

Titre :

Concernant le « Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires – Volet Action communautaire et action bénévole » pour 2015-2016 et pour les trois dernières années :

- a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, pour les années 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Fournir les prévisions pour 2016-2017;
- b. politique et critères d'attribution des subventions;
- c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

Exposé et statistiques :

Cette question est répondue à la question RP-79.

SOURCE : Direction générale de la solidarité et de l'action communautaire

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 15 mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-34

Titre :

Concernant le « Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires – Volet Initiatives sociales » pour 2015-2016 et pour les trois dernières années :

- a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, pour les années 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Fournir les prévisions pour 2016-2017;
- b. politique et critères d'attribution des subventions;
- c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

Exposé et statistiques :

Cette question est répondue à la question RP-79.

SOURCE : Direction générale de la solidarité et de l'action communautaire

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 15 mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-35

Titre :

Concernant le « Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales et en action bénévole », pour chacun des trois volets pour 2015-2016 et pour les trois dernières années :

- a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, pour les années 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Fournir les prévisions pour 2016-2017;
- b. politique et critères d'attribution des subventions;
- c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

Exposé et statistiques :

Cette question est répondue à la question RP-79.

SOURCE : Direction générale de la solidarité et de l'action communautaire

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 15 mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-36

Titre :

Concernant le « Programme de soutien financier des corporations de développement communautaire (CDC) » pour 2015-2016 et pour les trois dernières années :

- a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, pour les années 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Fournir les prévisions pour 2016-2017;
- b. politique et critères d'attribution des subventions;
- c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

Exposé et statistiques :

Cette question est répondue à la question RP-79.

SOURCE : Direction générale de la solidarité et de l'action communautaire
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 15 mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-37

Titre :

Concernant le « Soutien régionalisé aux entreprises pour le développement de la main-d'œuvre pour 2015-2016 et pour les trois dernières années :

- a. Liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, pour les années 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Fournir les prévisions pour 2016-2017;
- b. Politique et critères d'attribution des subventions;
- c. Liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

Exposé et statistiques :

Depuis 2015-2016, le programme « Soutien régionalisé aux entreprises pour le développement de la main-d'œuvre » a été remplacé par le « Soutien régionalisé à l'adéquation formation-emploi ».

Cette mesure est financée par le Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre qui exerce des opérations fiduciaires et, par conséquent, est exclu du périmètre comptable du gouvernement.

SOURCE : Direction générale du développement de la main-d'œuvre

COLLABORATION : S.O.

VALIDATION: Éric Gervais, Direction générale du développement de la main-d'œuvre

DATE : 2016-04-05

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-38

Titre :

Concernant les « Subventions aux entreprises adaptées » pour 2015-2016 et pour les trois dernières années :

- a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Fournir les prévisions pour 2016-2017;
- b. politique et critères d'attribution des subventions;
- c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
- d. Nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- e. Nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme.

Exposé et statistiques :

Le Programme de subventions aux entreprises adaptées (PSEA) vise à créer des emplois adaptés aux besoins de personnes handicapées qui, bien que productives, ne peuvent être compétitives en milieu de travail standard. Il doit également favoriser le développement de l'employabilité de ces personnes afin d'amener, celles qui le peuvent et le veulent, vers un emploi standard.

L'embauche de personnes handicapées ne pouvant pas travailler en milieu de travail standard oblige les entreprises adaptées à des dépenses supplémentaires qu'elles ne peuvent récupérer par la vente de leurs produits et services. La contribution d'Emploi-Québec leur permet d'assurer les emplois de ces personnes et d'apporter les mesures d'adaptation requises.

Pour le PSEA, il y a 4 548 participants actifs du 1^{er} avril 2015 au 19 février 2016.

Au 19 février 2016, les déboursés reliés au PSEA pour l'année financière 2015-2016 sont de 75,5 M\$.

SOURCE : Direction régionale d'Emploi-Québec du Centre-du-Québec
COLLABORATION : Direction de la statistique, information de gestion et suivi de la performance
Direction du budget d'Emploi-Québec
Direction des mesures et services aux individus
Direction de la planification et du développement des stratégies
VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE : 2016-03-30

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-39

Titre :

Emploi-Québec :

- Cibles et résultats des interventions d'Emploi-Québec sur le terrain en 2015-2016 et pour les quatre années précédentes; fournir les prévisions pour 2016-2017. Chiffres nationaux et ventilés par région administrative;
- Détails des employés occasionnels et réguliers pour les années 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016; fournir les prévisions pour 2016-2017;
- Part du Fonds du développement du marché du travail (FDMT) financée par les fonds provenant du Québec et par les fonds provenant du fédéral pour l'année 2016-2017 et les quatre années précédentes;
- État des listes d'attente pour participer aux mesures d'Emploi-Québec, par mois, depuis avril 2010.

Exposé et statistiques :

a) Cibles et résultats en 2015-2016 (et/ou dernière année disponible) et prévisions pour 2016-2017

Globalement, les taux d'atteinte des cibles de résultats en 2015-2016 touchant les nouveaux participants et les retours en emploi sont satisfaisants voir annexe. Il en va de même du côté des services aux entreprises. La forte majorité des cibles seront entièrement atteintes ou à des niveaux supérieurs à 95 %.

Tel que prévu à la Convention de performance et d'imputabilité d'Emploi-Québec, les résultats finaux pour 2015-2016 seront présentés plus en détails dans le Rapport annuel de gestion.

b) Détails des employés occasionnels et réguliers pour les années 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.

Effectifs en lien d'emploi (au 2 mars 2016)	<u>2015-2016</u>
réguliers	3 046
occasionnels	855
Total	3 901

c) Part du Fonds du développement du marché du travail (FDMT) financée par les fonds provenant du Québec et par les fonds provenant du fédéral pour l'année 2016-2017 et pour les quatre années précédentes.

Pour l'année 2015-2016, le Plan annuel de gestion des dépenses totalise 1 039,3 M\$, dont 289,0 M\$ en Fonds du Québec et 750,3 M\$ imputables aux fonds provenant du fédéral.

PLAN ANNUEL DE GESTION DES DÉPENSES 2015-2016 (en millions de dollars)		
Fonds du Québec	Fonds provenant du fédéral	Total
289,0	750,3	1 039,3

d) Listes d'attente

Emploi-Québec n'administre pas de liste d'attente de participants dans le cadre des mesures actives. Ses services sont offerts sur la base des priorités régionales et des disponibilités budgétaires.

SOURCE : Direction générale de la planification et du marché du travail
COLLABORATION : Direction générale adjointe des ressources humaines
Direction du budget et des services administratifs
VALIDATION : Direction du budget
Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE : 15 mars 2016

Annexe 1. Cibles et résultats 2015-2016, ensemble du Québec

Orientations du plan d'action	Indicateurs	2015-2016	
		Cibles	Résultats préliminaires
Prévenir les effets de la conjoncture économique sur le marché du travail et soutenir la croissance de l'emploi par l'ajustement de l'offre de services	• Nombre de nouveaux participants aux interventions des Services publics d'emploi, participants de l'assurance-emploi – <i>Entente Canada-Québec</i>	136 500	176 139
	• Nombre de personnes en emploi après avoir bénéficié d'une intervention des Services publics d'emploi, participants de l'assurance-emploi – <i>Entente Canada-Québec</i>	50 900	66 266
	• Prestations non versées à l'assurance-emploi à la suite d'une intervention des Services publics d'emploi visant un retour en emploi – <i>Entente Canada-Québec</i>	200,0 M\$	349,8 M\$
Favoriser la participation au marché du travail et l'emploi du plus grand nombre de personnes	• Nombre de postes vacants signalés au Service national de placement	550 000	631 647
	• Nombre de nouveaux participants aux interventions des Services publics d'emploi	282 500	309 545
	• Nombre de personnes en emploi après avoir bénéficié d'une intervention des Services publics d'emploi	142 600	149 524
	• Taux d'emploi des personnes ayant bénéficié d'une intervention des Services publics d'emploi	50,5 %	49,6 %
	• Proportion des participants aux mesures de longue durée répondant aux critères de repérage des personnes à risque élevé de chômage de longue durée	75 %	82 %
	• Nombre de nouveaux participants aux activités de formation de base	27 000	23 396
	• Nombre de nouveaux participants aux interventions des Services publics d'emploi, clientèle des programmes d'assistance-sociale	102 500	90 294
	• Nombre de participants clientèle des programmes d'assistance-sociale en emploi après avoir bénéficié d'une intervention des Services publics d'emploi	44 000	33 003
	• Taux d'emploi des participants clientèle des programmes d'assistance-sociale ayant bénéficié d'une intervention des Services publics d'emploi	42,0 %	35,3 %
	• Nombre de nouveaux participants aux interventions des services publics d'emploi, personnes immigrantes	50 000	48 759
	• Taux d'emploi des personnes immigrantes ayant bénéficié d'une intervention des services publics d'emploi	45,0 %	43,5 %
• Prestations non versées à l'aide financière de dernier recours à la suite d'une intervention des Services publics d'emploi visant un retour en emploi	135,2 M\$	117,2 M\$	
Contribuer à l'amélioration de la productivité et de la capacité d'adaptation des entreprises aux changements	• Nombre d'entreprises nouvellement aidées par les interventions des Services publics d'emploi	10 500	12 088
	• Nombre de nouveaux participants aux stratégies du Cadre de développement des compétences de la main-d'œuvre	6 458	6 500
Offrir les services de solidarité sociale dans une perspective d'insertion en emploi et soutenir la mobilisation des milieux en faveur de la solidarité sociale, tout en accordant un soutien du revenu aux personnes qui bénéficient des divers programmes d'aide financière	• Nombre de sorties de l'aide financière de dernier recours	82 000	71 024

Source : Les données 2015-2016 sont des résultats préliminaires basés sur des projections au 31 mars 2016. Les résultats finaux seront publiés dans le rapport de gestion 2015-2016.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-40

Titre :

Stratégie d'intervention à l'intention des travailleurs de 45 ans et plus :

- a. Budget consenti à la mise en œuvre de la stratégie pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016; fournir les prévisions pour 2016-2017;
- b. Ventilation de ces budgets par axe d'intervention;
- c. Nombre d'entreprises participantes;
- d. Nombre de participants par tranche d'âge et par région;
- e. Durée moyenne de la participation;
- f. Nombre de participants qui réussissent à retrouver un emploi durable;
- g. Taux de réussite.

Exposé et statistiques :

- a. Budget consenti à la mise en œuvre de la Stratégie pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016; fournir les prévisions pour 2016-2017**

Les activités de la Stratégie d'intervention à l'intention des travailleuses et des travailleurs de 45 ans et plus sont réalisées à l'intérieur du budget global d'intervention réservé aux mesures et services d'Emploi-Québec. Aucun budget spécifique n'est attribué pour la Stratégie.

- b. Ventilation de ces budgets par axe d'intervention**

Aucun budget global pour la Stratégie n'étant attribué, la ventilation des statistiques par axe d'intervention ne s'applique pas.

- c. Nombre d'entreprises participantes**

Aucune cible de résultat n'est établie pour cette clientèle. Cette stratégie vise plutôt à faciliter l'insertion et le maintien en emploi de la main-d'œuvre âgée de 45 ans et plus et à mettre en place des interventions en entreprise telles que la gestion prévisionnelle de la main-d'œuvre et l'adaptation des pratiques de gestion des ressources humaines (GRH).

d. Nombre de participants par tranche d'âge et par région

Ventilation des nouveaux participants âgés de 45 ans et plus
selon la région et le groupe d'âge
du 1^{er} avril 2015 au 19 février 2016

	De 45 à 49 ans	De 50 à 54 ans	55 ans et plus	Adultes distincts ¹
Bas-Saint-Laurent	753	1 101	2 081	3 907
Saguenay - Lac-St-Jean	954	1 337	2 058	4 313
Capitale-Nationale	1 946	2 272	3 842	8 022
Mauricie	1 031	1 338	2 427	4 765
Estrie	822	925	1 379	3 111
Île-de-Montréal	6 456	5 667	7 579	19 574
Outaouais	1 196	1 292	1 668	4 130
Abitibi-Témiscamingue	520	748	1 310	2 565
Côte-Nord	567	650	903	2 107
Nord-du-Québec	55	99	138	291
Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	579	847	1 515	2 925
Chaudière-Appalaches	1 274	1 618	2 599	5 448
Laval	1 246	1 346	1 939	4 506
Lanaudière	1 241	1 416	2 020	4 640
Laurentides	1 833	2 218	3 409	7 407
Montérégie	3 828	4 173	5 545	13 453
Centre-du-Québec	799	932	1 706	3 409
Adultes distincts¹	24 993	27 878	42 031	94 261

1. La somme des adultes par région ou par groupe d'âge peut être supérieure au nombre total d'adultes distincts, car une même personne peut avoir effectué plus d'une participation dans plus d'une région et dans deux groupes d'âge durant la période.

e. Durée moyenne de la participation

Ce type de donnée n'est pas disponible.

f. Nombre de participants qui réussissent à retrouver un emploi durable

En 2013-2014, le taux d'emploi des personnes ayant bénéficié d'une intervention d'Emploi-Québec atteignait 50,5 % pour les 45-54 ans et 45,7 % pour les 55 ans et plus. Pour 2014-2015, le taux d'emploi des personnes ayant bénéficié d'une intervention d'Emploi-Québec atteignait 51,1 % pour les 45-54 ans et 48,7 % pour les 55 ans et plus. Afin de favoriser le recrutement de la clientèle de 55 ans et plus, les employeurs qui déposent des offres d'emploi dans Placement en ligne peuvent signaler leur intérêt à recevoir des candidatures de ces personnes. À titre indicatif pour 2015-2016 (données au 19 février 2016), le taux d'emploi des personnes ayant bénéficié d'une intervention d'Emploi-Québec atteignait 51,4 % pour les 45-54 ans et 49,2 % pour les 55 ans et plus.

g. Taux de réussite

De façon générale, la persévérance, mesurée par le pourcentage de participations aux mesures et services d'emploi terminés et complétés, augmente avec l'âge. Ainsi, en 2015-2016, 90,1 % des participations des personnes de 45 à 54 ans et 93,7 % de celles de 55 ans et plus ont été complétées. Ce chiffre est de 86,6 % pour les clientèles tout âge confondu³. Ce constat vaut également pour la plupart des mesures, notamment la mesure de formation – volet individus, à l'exception de Soutien au travail autonome et Subvention salariale pour lesquelles le pourcentage de participations complétées est inférieur à la moyenne chez les personnes de 45 à 54 ans et celles de 55 ans et plus⁴.

SOURCE : Direction de la planification et du développement des stratégies
COLLABORATION : Direction de la statistique, de l'information de gestion et du suivi de la performance
VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE : 2016-03-30

³ Ce constat vaut également si on n'inclut pas dans les calculs la mesure Service d'aide à l'emploi (SAE), dont les activités sont en moyenne de courte durée; dans ce cas de figure, les taux de participation complétée sont respectivement de 74,4 %, 79,2 % et de 69,4 %.

⁴ Rappelons que le nombre de personnes de ces groupes d'âge qui participent à la mesure Soutien au travail autonome est relativement limité.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-41

Titre :

Fournir copie de tout document, note, rapport, mémo, état de situation, concernant le revenu minimum garanti. Fournir un échéancier de réflexion, la liste et le détail des coûts y étant associés.

Exposé et statistiques :

Lors de la cérémonie de prestation de serment des membres du Conseil des ministres du 28 janvier 2016, le premier ministre du Québec a énoncé ses attentes en matière de soutien du revenu.

« Le ministre François Blais se penchera sur l'amélioration de nos outils de soutien du revenu dans la direction de l'instauration d'un revenu minimum garanti, domaine dans lequel il possède une grande expertise. »

L'allocution peut être consultée sur le site du premier ministre à l'adresse suivante : <http://premier-ministre.gouv.qc.ca/actualites/allocutions/details.asp?idAllocutions=906>

Annonce dans le cadre du budget 2016-2017 :

« Les changements économiques, sociaux et démographiques influencent le marché du travail. En réponse à ces changements et en ayant toujours comme objectif de favoriser l'accès au marché de l'emploi au plus grand nombre de citoyens, le gouvernement du Québec souhaite entreprendre l'évaluation des mécanismes liés aux principes d'un revenu minimum garanti dont la société québécoise pourrait s'inspirer pour le 21^e siècle.

Afin de définir ce nouveau modèle, le gouvernement du Québec examinera les façons d'en arriver à une simplification, une plus grande transparence et un allègement administratif dans les différents transferts destinés aux personnes et aux familles au Québec. C'est dans cette optique que le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale et le ministre des Finances annonceront la création d'un comité d'experts pour réaliser cette première évaluation. Cette démarche vise à explorer de nouvelles approches visant à lutter encore plus efficacement contre la pauvreté, favoriser l'inclusion sociale et tendre vers l'instauration d'un revenu minimum garanti. »

Le budget du Québec 2016-2017 peut être consulté sur le site du ministère des Finances à l'adresse suivante :

<http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/budget/2016-2017/fr/documents/PlanEconomique.pdf>

SOURCE : SPASAC

COLLABORATION :

DATE : 14 avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-42

Titre :

Liste des ateliers, formations, conférences ou journées d'activité auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer :

- a) le lieu;
- b) le coût;
- c) le nombre de participants;
- d) le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Vous référer à la question 7 des renseignements généraux.

SOURCE : DGRH – 2016-03-31

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-43

Titre :

Le nombre et le pourcentage de requérants à l'assurance-emploi qui sont référés à Emploi-Québec en 24 heures.

Exposé et statistiques :

La réponse a été préparée en fonction des requérants de l'assistance-emploi.

Emploi-Québec a pour mission de contribuer à développer l'emploi et la main-d'oeuvre ainsi qu'à lutter contre le chômage, l'exclusion et la pauvreté dans une perspective de développement économique et social. De plus, depuis avril 2006, les services publics d'emploi et les services de solidarité sociale sont gérés de façon unifiée. Par conséquent, la référence n'est plus requise.

SOURCE : Direction des mesures et services aux individus
COLLABORATION : Direction de la statistique, de l'information de gestion et du suivi de la performance
VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE : 2016-03-30

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-44

Titre :

Le nombre et le pourcentage de requérants à l'assurance-emploi qui ne sont pas référés à Emploi-Québec.

Exposé et statistiques :

La réponse a été préparée en fonction des requérants de l'assistance-emploi.

Emploi-Québec a pour mission de contribuer à développer l'emploi et la main-d'oeuvre ainsi qu'à lutter contre le chômage, l'exclusion et la pauvreté dans une perspective de développement économique et social. De plus, depuis avril 2006, les services publics d'emploi et les services de solidarité sociale sont gérés de façon unifiée. Par conséquent, la référence n'est plus requise.

SOURCE : Direction des mesures et services aux individus
COLLABORATION : Direction de la statistique, de l'information de gestion et du suivi de la performance
VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE : 18 mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-45

Titre :

Nombre d'heures de cours achetées par Emploi-Québec dans les établissements d'enseignement collégial pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016, prévisions pour 2016-2017, ventilées par année. Nombre de personnes ayant suivi ces cours.

Exposé et statistiques :

Le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur répondra à cette question.

SOURCE : Bureau de la sous-ministre associée
DATE : 2016-03-30

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-46

Titre :

Nombre d'heures de cours achetées par Emploi-Québec dans les commissions scolaires pour les années 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 et 2015-2016, prévisions pour 2016-2017, ventilées par année et par commission scolaire. Nombre de personnes ayant suivi ces cours.

Exposé et statistiques :

Le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur répondra à cette question.

SOURCE : Bureau de la sous-ministre associée

DATE : 2016-03-30

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-47

Titre :

Effectifs de chacun des centres locaux d'emploi, par région, par famille d'emploi et par classe d'emploi, pour les années 2015-2016 et les 4 années précédentes. Fournir les prévisions pour 2016-2017.

Voir le tableau en annexe.

SOURCE : DGRH – 2016-03-17

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP47-CLE-Annexe 01

Titre :

Effectifs de chacun des centres locaux d'emploi, par région, par famille d'emploi et par classe d'emploi, pour les années 2015-2016 et les 4 années précédentes. Fournir les prévisions pour 2016-2017.

Répartition de l'effectif en place (régulier et occasionnel), dans les centres locaux d'emploi d'Emploi-Québec 2015-2016 (données au 2 mars 2016)

NOM DE LA RÉGION	NOM DU CLE	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL	
01. BAS-SAINT-LAURENT	CLE - AMQUI	Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7	
		Soutien	200	Agent de bureau	2	
			221	Agent de secrétariat	1	
	Total CLE - AMQUI					11
	CLE - LA POCATIÈRE	Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6	
		Soutien	200	Agent de bureau	2	
			249	Préposé aux renseignements	1	
	Total CLE - LA POCATIÈRE					10
	CLE - MATANE	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7	
		Soutien	200	Agent de bureau	2	
	249		Préposé aux renseignements	1		
	Total CLE - MATANE					12
	CLE - MONT-JOLI	Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	4	
		Soutien	200	Agent de bureau	2	
	Total CLE - MONT-JOLI					7
	CLE - RIMOUSKI-NEIGETTE	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10	
		Soutien	200	Agent de bureau	1	
	249		Préposé aux renseignements	2		
	Total CLE - RIMOUSKI-NEIGETTE					16
	CLE - RIVIÈRE-DU-LOUP	Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5	
Soutien		200	Agent de bureau	2		
		249	Préposé aux renseignements	2		
Total CLE - RIVIÈRE-DU-LOUP					11	
CLE - TÉMISCOUATA	Cadre	630	Cadre supérieur	1		
	Professionnel	111	Attaché d'administration	1		
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7		
	Soutien	200	Agent de bureau	2		
221		Agent de secrétariat	1			
Total CLE - TÉMISCOUATA					12	
CLE - TROIS-PISTOLES	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3		
	Soutien	200	Agent de bureau	1		
Total CLE - TROIS-PISTOLES					4	
Total 01. BAS-SAINT-LAURENT					83	
02. SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	CLE - CHICOUTIMI	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	25	
			264	Technicien en administration	1	
	Soutien	200	Agent de bureau	4		
		249	Préposé aux renseignements	2		
		Total CLE - CHICOUTIMI				
	CLE - JONQUIÈRE	Cadre	630	Cadre supérieur	2	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	21	
			264	Technicien en administration	1	
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	5	
		Soutien	200	Agent de bureau	3	
	249		Préposé aux renseignements	2		
	Total CLE - JONQUIÈRE					36
	CLE - LA BAIE	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11	
			272	Technicien en informatique	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	5	
Total CLE - LA BAIE					20	

NOM DE LA RÉGION	NOM DU CLE	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL	
	CLE - LAC-SAINT-JEAN-EST	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	15	
		Soutien	200	Agent de bureau	4	
	249		Préposé aux renseignements	2		
	Total CLE - LAC-SAINT-JEAN-EST					25
	CLE - MARIA-CHAPDELEINE	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	8	
		Soutien	200	Agent de bureau	3	
	Total CLE - MARIA-CHAPDELEINE					14
	CLE - ROBERVAL	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10	
		Soutien	200	Agent de bureau	2	
	249		Préposé aux renseignements	3		
	Total CLE - ROBERVAL					19
	Total 02. SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN					150
	03. CAPITALE-NATIONALE	CLE - BAIE-SAINT-PAUL	Professionnel	111	Attaché d'administration	1
Technicien			214	Agent d'aide socio-économique	1	
Soutien			200	Agent de bureau	1	
			249	Préposé aux renseignements	1	
Total CLE - BAIE-SAINT-PAUL					4	
CLE - BEAUPORT		Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	20	
		Soutien	200	Agent de bureau	4	
Total CLE - BEAUPORT					27	
CLE - CHARLESBOURG		Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
			116	Conseiller orientation profess.	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	19	
Soutien		200	Agent de bureau	5		
Total CLE - CHARLESBOURG					28	
CLE - CÔTE-DE-BEAUPRÉ		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	1	
			249	Préposé aux renseignements	1	
Total CLE - CÔTE-DE-BEAUPRÉ					3	
CLE - LA MALBAIE		Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5	
		Soutien	200	Agent de bureau	2	
249			Préposé aux renseignements	2		
Total CLE - LA MALBAIE					12	
CLE - PORTNEUF		Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9	
	Soutien	200	Agent de bureau	2		
249		Préposé aux renseignements	1			
Total CLE - PORTNEUF					15	
CLE - QUARTIERS-HISTORIQUES	Cadre	630	Cadre supérieur	1		
	Professionnel	111	Attaché d'administration	4		
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	33		
	Soutien	200	Agent de bureau	5		
221		Agent de secrétariat	1			
Total CLE - QUARTIERS-HISTORIQUES					44	
CLE - SAINTE-FOY	Cadre	630	Cadre supérieur	2		
	Professionnel	108	Analyste informat.et proc.administr.	1		
		111	Attaché d'administration	5		
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	30		
Soutien	200	Agent de bureau	4			
	221	Agent de secrétariat	1			
Total CLE - SAINTE-FOY					43	
Total 03. CAPITALE-NATIONALE					176	
04. MAURICIE	CLE - LA TUQUE	Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	4	
		Soutien	200	Agent de bureau	1	
			249	Préposé aux renseignements	1	
	Total CLE - LA TUQUE					7
	CLE - LOUISEVILLE	Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7	
		Soutien	200	Agent de bureau	1	
	Total CLE - LOUISEVILLE					9
	CLE - SAINTE-GENEVIÈVE-DE-BATISCAN	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	1	
Total CLE - SAINTE-GENEVIÈVE-DE-BATISCAN					2	

NOM DE LA RÉGION	NOM DU CLE	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL	
	CLE - SAINTE-THÈCLE	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	1	
	Total CLE - SAINTE-THÈCLE					2
	CLE - SHAWINIGAN	Cadre	630	Cadre supérieur	2	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	16	
		Soutien	200	Agent de bureau	3	
			221	Agent de secrétariat	1	
	Total CLE - SHAWINIGAN					25
	CLE - TROIS-RIVIÈRES	Cadre	630	Cadre supérieur	2	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	5	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	30	
			264	Technicien en administration	2	
		Soutien	200	Agent de bureau	6	
			221	Agent de secrétariat	2	
Total CLE - TROIS-RIVIÈRES					49	
Total 04. MAURICIE					94	
05. ESTRIE	CLE - ASBESTOS	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2	
		Soutien	200	Agent de bureau	1	
	Total CLE - ASBESTOS					3
	CLE - COATICOOK	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1	
		Soutien	249	Préposé aux renseignements	1	
	Total CLE - COATICOOK					2
	CLE - EAST ANGUS	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3	
		Soutien	200	Agent de bureau	1	
	Total CLE - EAST ANGUS					4
	CLE - LAC MÉGANTIC	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3	
		Soutien	200	Agent de bureau	1	
	Total CLE - LAC MÉGANTIC					4
	CLE - MAGOG	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6	
		Soutien	200	Agent de bureau	4	
			249	Préposé aux renseignements	1	
	Total CLE - MAGOG					12
	CLE - SHERBROOKE	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	21	
		Soutien	200	Agent de bureau	9	
			249	Préposé aux renseignements	6	
	Total CLE - SHERBROOKE					36
	CLE - WINDSOR	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	4	
Total CLE - WINDSOR					4	
Total 05. ESTRIE					65	
06. ÎLE-DE-MONTRÉAL	CLE - AHUNTSIC	Cadre	630	Cadre supérieur	2	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7	
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	5	
		Soutien	200	Agent de bureau	5	
	Total CLE - AHUNTSIC					19
	CLE - CÔTE-DES-NEIGES	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	18	
		Soutien	200	Agent de bureau	6	
	Total CLE - CÔTE-DES-NEIGES					25
	CLE - HOCHELAGA - MAISONNEUVE	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	4	
			264	Technicien en administration	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	5	
	Total CLE - HOCHELAGA - MAISONNEUVE					11
	CLE - LASALLE	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	28	
			264	Technicien en administration	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	5	
			221	Agent de secrétariat	1	
	Total CLE - LASALLE					36
	CLE - MONTRÉAL-NORD	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
Technicien		214	Agent d'aide socio-économique	36		
		264	Technicien en administration	1		
Soutien	200	Agent de bureau	7			
Total CLE - MONTRÉAL-NORD					46	
CLE - OUEST-DE-L'ÎLE	Cadre	630	Cadre supérieur	1		
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	19		
	Soutien	200	Agent de bureau	5		
Total CLE - OUEST-DE-L'ÎLE					25	
CLE - PARC-EXTENSION	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5		
	Soutien	200	Agent de bureau	1		
Total CLE - PARC-EXTENSION					6	

NOM DE LA RÉGION	NOM DU CLE	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL	
	CLE - PLATEAU MONT-ROYAL	Cadre	630	Cadre supérieur	2	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	14	
		Soutien	200	Agent de bureau	9	
	Total CLE - PLATEAU MONT-ROYAL					26
	CLE - POINTE-SAINT-CHARLES	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	8	
		Soutien	200	Agent de bureau	1	
	Total CLE - POINTE-SAINT-CHARLES					10
	CLE - ROSEMONT-PETITE-PATRIE (IBERVILLE)	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9	
			264	Technicien en administration	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	3	
	Total CLE - ROSEMONT-PETITE-PATRIE (IBERVILLE)					14
	CLE - SAINTE-MARIE-CENTRE-SUD	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5	
		Soutien	200	Agent de bureau	4	
	Total CLE - SAINTE-MARIE-CENTRE-SUD					9
	CLE - SAINT-LAURENT	Cadre	630	Cadre supérieur	2	
		Professionnel	116	Conseiller orientation profess.	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	32	
			264	Technicien en administration	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	6	
	Total CLE - SAINT-LAURENT					42
	CLE - SAINT-LÉONARD	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	22	
			264	Technicien en administration	1	
Soutien		200	Agent de bureau	6		
Total CLE - SAINT-LÉONARD					30	
CLE - SAINT-MICHEL	Cadre	630	Cadre supérieur	1		
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9		
		264	Technicien en administration	1		
	Soutien	200	Agent de bureau	5		
Total CLE - SAINT-MICHEL					16	
CLE - VERDUN	Cadre	630	Cadre supérieur	2		
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	21		
		264	Technicien en administration	1		
	Soutien	200	Agent de bureau	5		
Total CLE - VERDUN					29	
CLE DE MERCIER ET CENTRE DE RELATIONS CLIENTÈLE EMPLOI-MONTRÉAL	Cadre	630	Cadre supérieur	1		
	Professionnel	111	Attaché d'administration	1		
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	14		
	Soutien	200	Agent de bureau	6		
Total CLE DE MERCIER ET CENTRE DE RELATIONS CLIENTÈLE EMPLOI-MONTRÉAL					22	
Total 06. ÎLE-DE-MONTRÉAL					366	
07. OUTAOUAIS	CLE - AYLNER	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	13	
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	5	
		Soutien	200	Agent de bureau	4	
			221	Agent de secrétariat	1	
	Total CLE - AYLNER					25
	CLE - BUCKINGHAM	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1	
	Total CLE - BUCKINGHAM					1
	CLE - CAMPBELL'S BAY	Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5	
		Soutien	200	Agent de bureau	2	
			249	Préposé aux renseignements	1	
	Total CLE - CAMPBELL'S BAY					9
	CLE - GATINEAU	Cadre	630	Cadre supérieur	2	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	9	
			116	Conseiller orientation profess.	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	53	
			264	Technicien en administration	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	13	
	Total CLE - GATINEAU					79
	CLE - HULL	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	4	
			264	Technicien en administration	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	4	
			249	Préposé aux renseignements	2	
Total CLE - HULL					12	
CLE - MANIWAKI	Professionnel	111	Attaché d'administration	1		
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10		
	Soutien	200	Agent de bureau	3		
		249	Préposé aux renseignements	2		
Total CLE - MANIWAKI					16	

NOM DE LA RÉGION	NOM DU CLE	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL	
	CLE - PAPINEAUVILLE	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6	
		Soutien	200	Agent de bureau	2	
			249	Préposé aux renseignements	1	
Total CLE - PAPINEAUVILLE					11	
Total 07. OUTAOUAIS					153	
08. ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	CLE - AMOS	Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5	
		Soutien	200	Agent de bureau	2	
			249	Préposé aux renseignements	2	
	Total CLE - AMOS					10
	CLE - LA SARRE	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	4	
		Soutien	200	Agent de bureau	3	
	Total CLE - LA SARRE					9
	CLE - ROUYN-NORANDA	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
			116	Conseiller orientation profess.	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10	
		Soutien	200	Agent de bureau	3	
	249		Préposé aux renseignements	2		
	Total CLE - ROUYN-NORANDA					19
	CLE - SENNETERRE	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1	
	Total CLE - SENNETERRE					1
	CLE - VAL D'OR	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
Professionnel		111	Attaché d'administration	2		
Technicien		214	Agent d'aide socio-économique	9		
Soutien		200	Agent de bureau	3		
		221	Agent de secrétariat	1		
249	Préposé aux renseignements	1				
Total CLE - VAL D'OR					17	
CLE - VILLE-MARIE	Cadre	630	Cadre supérieur	1		
	Professionnel	111	Attaché d'administration	1		
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	4		
	Soutien	200	Agent de bureau	1		
Total CLE - VILLE-MARIE					7	
Total 08. ABITIBI-TÉMISCAMINGUE					63	
09. CÔTE-NORD	CLE - BAIE-COMEAU	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11	
		Soutien	200	Agent de bureau	3	
			221	Agent de secrétariat	2	
	249	Préposé aux renseignements	1			
	Total CLE - BAIE-COMEAU					20
	CLE - FORESTVILLE	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	4	
		Soutien	200	Agent de bureau	1	
	Total CLE - FORESTVILLE					5
	CLE - HAVRE-SAINT-PIERRE	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3	
		Soutien	200	Agent de bureau	1	
	249	Préposé aux renseignements	1			
	Total CLE - HAVRE-SAINT-PIERRE					7
	CLE - LES ESCOUMINS	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2	
		Soutien	200	Agent de bureau	1	
221			Agent de secrétariat	1		
Total CLE - LES ESCOUMINS					6	
CLE - PORT-CARTIER	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2		
	Soutien	200	Agent de bureau	1		
Total CLE - PORT-CARTIER					3	
CLE - SEPT-ÎLES	Cadre	630	Cadre supérieur	1		
	Professionnel	111	Attaché d'administration	2		
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9		
		264	Technicien en administration	2		
	Soutien	200	Agent de bureau	3		
249		Préposé aux renseignements	2			
Total CLE - SEPT-ÎLES					19	
Total 09. CÔTE-NORD					60	

NOM DE LA RÉGION	NOM DU CLE	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL
10. NORD-DU-QUÉBEC	CLE - BAIE-JAMES	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9
		Soutien	200	Agent de bureau	4
	Total CLE - BAIE-JAMES				15
	CLE - CHISASIBI	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1
	Total CLE - CHISASIBI			1	
Total 10. NORD-DU-QUÉBEC					16
11. GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	CLE - AVIGNON - POINTE-À-LA-CROIX	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7
		Soutien	200	Agent de bureau	2
			221	Agent de secrétariat	2
	Total CLE - AVIGNON - POINTE-À-LA-CROIX				14
	CLE - BONAVENTURE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5
		Soutien	200	Agent de bureau	1
	221		Agent de secrétariat	1	
	Total CLE - BONAVENTURE				10
	CLE - DU ROCHER-PERCÉ	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			116	Conseiller orientation profess.	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9
		Soutien	200	Agent de bureau	2
			221	Agent de secrétariat	1
	249		Préposé aux renseignements	1	
	Total CLE - DU ROCHER-PERCÉ				16
	CLE - ÎLES-DE-LA-MADELEINE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3
		Soutien	200	Agent de bureau	2
			249	Préposé aux renseignements	2
Total CLE - ÎLES-DE-LA-MADELEINE				10	
CLE - LA CÔTE-DE-GASPÉ	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
	Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5	
	Soutien	200	Agent de bureau	2	
		249	Préposé aux renseignements	2	
Total CLE - LA CÔTE-DE-GASPÉ				11	
CLE - LA-HAUTE-GASPÉSIE	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
	Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		116	Conseiller orientation profess.	1	
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5	
	Soutien	200	Agent de bureau	1	
		249	Préposé aux renseignements	2	
Total CLE - LA-HAUTE-GASPÉSIE				11	
Total 11. GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE					72
12. CHAUDIÈRE-APPALACHES	CLE - LAC ETCHEMIN	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6
		Soutien	200	Agent de bureau	2
	Total CLE - LAC ETCHEMIN				8
	CLE - L'ISLET	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2
		Soutien	200	Agent de bureau	1
			249	Préposé aux renseignements	1
	Total CLE - L'ISLET				4
	CLE - LITTORAL	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	5
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	26
			264	Technicien en administration	1
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	5
		Soutien	200	Agent de bureau	5
			221	Agent de secrétariat	1
	249		Préposé aux renseignements	2	
	Total CLE - LITTORAL				47
	CLE - MONTMAGNY	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10
		Soutien	200	Agent de bureau	1
	221		Agent de secrétariat	1	
	Total CLE - MONTMAGNY				15
CLE - SAINTE-CROIX	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2	
	Soutien	200	Agent de bureau	1	
		249	Préposé aux renseignements	1	
Total CLE - SAINTE-CROIX				4	

NOM DE LA RÉGION	NOM DU CLE	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL	
	CLE - SAINTE-MARIE	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10	
		Soutien	200	Agent de bureau	3	
	Total CLE - SAINTE-MARIE					16
	CLE - SAINT-GEORGES	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	19	
				Technicien en administration	2	
		Soutien	200	Agent de bureau	5	
				Agent de secrétariat	1	
	Préposé aux renseignements			1		
	Total CLE - SAINT-GEORGES					32
	CLE - SAINT-JOSEPH	Soutien	200	Agent de bureau	1	
	Total CLE - SAINT-JOSEPH					1
	CLE - SAINT-LAZARE	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2	
		Soutien	200	Agent de bureau	1	
				Préposé aux renseignements	1	
	Total CLE - SAINT-LAZARE					4
	CLE - THETFORD MINES	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7	
				Technicien en administration	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	1	
Préposé aux renseignements				2		
Total CLE - THETFORD MINES					15	
Total 12. CHAUDIÈRE-APPALACHES					146	
13. LAVAL	REGROUPEMENT EST (LAVAL-DES-RAPIDES)	Cadre	630	Cadre supérieur	2	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	40	
				Technicien en administration	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	10	
				Agent de secrétariat	1	
	Total REGROUPEMENT EST (LAVAL-DES-RAPIDES)					55
	REGROUPEMENT OUEST (CHOMEDEY - SAINTE-DOROTHÉE)	Cadre	630	Cadre supérieur	2	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	21	
				Technicien en administration	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	7	
	Préposé aux renseignements			3		
	Total REGROUPEMENT OUEST (CHOMEDEY - SAINTE-DOROTHÉE)					35
Total 13. LAVAL					90	
14. LANAUDIÈRE	CLE - BERTHIERVILLE	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9	
				Technicien en administration	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	2	
	Total CLE - BERTHIERVILLE					14
	CLE - JOLIETTE	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	4	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	18	
				Technicien en administration	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	7	
	Préposé aux renseignements			3		
	Total CLE - JOLIETTE					34
	CLE - RAWDON	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11	
				Technicien en administration	1	
				Enquêteur en matières frauduleuses	10	
		Soutien	200	Agent de bureau	1	
	Total CLE - RAWDON					24
	CLE - REPENTIGNY	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	4	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	22	
				Technicien en administration	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	10	
Agent de secrétariat				2		
Préposé aux renseignements	2					
Total CLE - REPENTIGNY					42	
CLE - SAINTE-JULIENNE	Cadre	630	Cadre supérieur	1		
	Professionnel	111	Attaché d'administration	2		
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	17		
			Technicien en administration	1		
	Soutien	200	Agent de bureau	3		
Total CLE - SAINTE-JULIENNE					24	

NOM DE LA RÉGION	NOM DU CLE	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL
	CLE - SAINT-JEAN-DE-MATHA	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5
		Soutien	200	Agent de bureau	1
	Total CLE - SAINT-JEAN-DE-MATHA				6
	CLE - TERREBONNE	Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	18
		Soutien	200	Agent de bureau	7
	Total CLE - TERREBONNE				27
Total 14. LANAUDIÈRE					171
15. LAURENTIDES	CLE - LACHUTE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	4
		Soutien	200	Agent de bureau	5
	Total CLE - LACHUTE				12
	CLE - MONT-LAURIER	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9
		Soutien	200	Agent de bureau	2
			221	Agent de secrétariat	1
		249	Préposé aux renseignements	1	
	Total CLE - MONT-LAURIER				15
	CLE - SAINTE-ADÈLE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	17
		Soutien	200	Agent de bureau	5
	221		Agent de secrétariat	1	
	Total CLE - SAINTE-ADÈLE				25
	CLE - SAINTE-AGATHE	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	17
		Soutien	200	Agent de bureau	4
	Total CLE - SAINTE-AGATHE				24
	CLE - SAINTE-THÉRÈSE	Cadre	630	Cadre supérieur	2
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	26
		Soutien	200	Agent de bureau	8
	Total CLE - SAINTE-THÉRÈSE				38
	CLE - SAINT-EUSTACHE	Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7
		Soutien	200	Agent de bureau	3
			221	Agent de secrétariat	1
		249	Préposé aux renseignements	2	
Total CLE - SAINT-EUSTACHE				14	
CLE - SAINT-JÉRÔME	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
	Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	26	
	Soutien	200	Agent de bureau	8	
		221	Agent de secrétariat	1	
	249	Préposé aux renseignements	4		
Total CLE - SAINT-JÉRÔME				42	
Total 15. LAURENTIDES					170
16. MONTÉRÉGIE	CLE - ACTON VALE	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1
		Soutien	200	Agent de bureau	1
	Total CLE - ACTON VALE				2
	CLE - BOUCHERVILLE	Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2
		Soutien	200	Agent de bureau	1
	Total CLE - BOUCHERVILLE				4
	CLE - BRÔME-MISSISQUOI	Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	8
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
		Soutien	200	Agent de bureau	3
	Total CLE - BRÔME-MISSISQUOI				13
	CLE - BROSSARD	Cadre	630	Cadre supérieur	1
		Professionnel	111	Attaché d'administration	4
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	23
298			Enquêteur en matières frauduleuses	2	
Soutien		200	Agent de bureau	9	
	249	Préposé aux renseignements	2		
Total CLE - BROSSARD				41	

NOM DE LA RÉGION	NOM DU CLE	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL	
	CLE - CHÂTEAUGUAY	Professionnel	116	Conseiller orientation profess.	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6	
		Soutien	200	Agent de bureau	2	
	Total CLE - CHÂTEAUGUAY					9
	CLE - HAUTE-YAMASKA	Cadre	630	Cadre supérieur	2	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	3
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	16	
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	2	
		Soutien	200	Agent de bureau	4	
			221	Agent de secrétariat	1	
	249	Préposé aux renseignements	5			
	Total CLE - HAUTE-YAMASKA					33
	CLE - HAUT-SAINT-LAURENT	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	4	
		Soutien	200	Agent de bureau	1	
	Total CLE - HAUT-SAINT-LAURENT					5
	CLE - LA VALLÉE-DU-RICHELIEU	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	15	
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1	
		Soutien	200	Agent de bureau	3	
	Total CLE - LA VALLÉE-DU-RICHELIEU					21
	CLE - LE HAUT-RICHELIEU	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	22	
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	4	
		Soutien	200	Agent de bureau	5	
			249	Préposé aux renseignements	5	
	Total CLE - LE HAUT-RICHELIEU					39
	CLE - LONGUEUIL	Cadre	630	Cadre supérieur	2	
Professionnel			111	Attaché d'administration	3	
Technicien		214	Agent d'aide socio-économique	33		
		298	Enquêteur en matières frauduleuses	4		
Soutien		200	Agent de bureau	11		
		249	Préposé aux renseignements	4		
Total CLE - LONGUEUIL					57	
CLE - MARIEVILLE	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2		
	Soutien	200	Agent de bureau	2		
Total CLE - MARIEVILLE					4	
CLE - SAINT-CONSTANT	Cadre	630	Cadre supérieur	1		
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	15		
		298	Enquêteur en matières frauduleuses	2		
	Soutien	200	Agent de bureau	4		
Total CLE - SAINT-CONSTANT					24	
CLE - SAINT-HYACINTHE	Cadre	630	Cadre supérieur	2		
		Professionnel	111	Attaché d'administration	3	
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	24		
		298	Enquêteur en matières frauduleuses	2		
	Soutien	200	Agent de bureau	4		
		221	Agent de secrétariat	1		
249	Préposé aux renseignements	2				
Total CLE - SAINT-HYACINTHE					38	
CLE - SOREL	Cadre	630	Cadre supérieur	1		
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11		
		264	Technicien en administration	1		
		298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		
	Soutien	200	Agent de bureau	4		
		221	Agent de secrétariat	1		
		249	Préposé aux renseignements	1		
Total CLE - SOREL					22	
CLE - VALLEYFIELD	Cadre	630	Cadre supérieur	1		
		Professionnel	111	Attaché d'administration	4	
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	18		
		298	Enquêteur en matières frauduleuses	2		
	Soutien	200	Agent de bureau	6		
249	Préposé aux renseignements	4				
Total CLE - VALLEYFIELD					35	
CLE - VAUDREUIL-SOULANGES	Cadre	630	Cadre supérieur	1		
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	8		
	Soutien	200	Agent de bureau	4		
Total CLE - VAUDREUIL-SOULANGES					15	
Total 16. MONTÉRÉGIE					362	

NOM DE LA RÉGION	NOM DU CLE	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL	
17. CENTRE-DU-QUÉBEC	CLE - DRUMMONDVILLE	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	19	
		Soutien	200	Agent de bureau	4	
			221	Agent de secrétariat	1	
			249	Préposé aux renseignements	1	
	Total CLE - DRUMMONDVILLE					28
	CLE - L'ÉRABLE	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10	
		Soutien	200	Agent de bureau	4	
	Total CLE - L'ÉRABLE					16
	CLE - NICOLET - BÉCANCOUR	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	8	
		Soutien	200	Agent de bureau	3	
			249	Préposé aux renseignements	1	
	Total CLE - NICOLET - BÉCANCOUR					15
	CLE - VICTORIAVILLE	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	16	
		Soutien	200	Agent de bureau	3	
Total CLE - VICTORIAVILLE					22	
Total 17. CENTRE-DU-QUÉBEC					81	
Total					2 318	

Source : Données extraites du SAGIP à la paie 25 du 3 mars 2016 (effectif en lien d'emploi au 2 mars 2016).

Notes :

- Les centres locaux d'emploi de Kuujjuak et de Inukjuak ne figurent pas sur la liste des effectifs puisque les employés sont rémunérés par l'Administration régionale Kativik. Le centre local d'emploi de Grand-Mère n'est également pas présenté, car ce sont des employés du Centre de traitement administratif de Grand-Mère qui offrent les services.

- Les données concernent exclusivement le personnel des 124 centres locaux d'emploi et excluent les centres administratifs et spécialisés régionaux ainsi que les centres administratifs et spécialisés provinciaux.

- Les données excluent le personnel non assujéti à la Loi sur la fonction publique, à l'exception des membres de la haute direction, le personnel de la Ville de Montréal et incluent le personnel de la banque de suppléance (40).

SOURCE: DGRH - 2016-03-30

COLLABORATION: SOT - 2016-04-04

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-48

Titre :

Pour l'année 2015-2016 et les quatre années précédentes, montant dépensé visant l'intégration des immigrants et pris en compte par l'Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains. Prévisions pour 2016-2017.

Exposé et statistiques :

Pour 2015-2016, les montants dépensés en vertu de l'Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains sont, au 29 février 2016 :

Frais de subsistance (12 premiers mois)	7 734,1 k\$
Frais de participation aux activités de francisation (5 premières années)	1 288,2 k\$
Frais de subsistance versés en francisation (5 premières années)	2 458,6 k\$
Frais d'administration (donnée non disponible au système)	N/D

SOURCE : Direction du budget, DGSG

DATE : 2016-03-30

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-49

Titre :

Liste des consultations menées par le ministère et les organismes auprès des communautés autochtones en 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017. Préciser :

- a. l'objet des consultations;
- b. le moyen utilisé;
- c. les dates de rencontres;
- d. les communautés et les personnes consultées;
- e. les résultats des consultations;
- f. les montants afférents.

Exposé et statistiques :

Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale 2010-2015 (prolongé jusqu'au 31 mars 2017) et son renouvellement.

Depuis le lancement, en juin 2010, du Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale 2010-2015, le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et, de façon plus spécifique, Emploi-Québec, a eu des échanges fréquents avec des représentants de la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador, de l'Administration régionale Kativik (ARK) et du Gouvernement de la nation crie.

Compte tenu que le lancement de la troisième version du Plan d'action est prévu pour le printemps 2017, un appel de mémoires à l'intention des représentantes et représentants autochtones a été lancé en novembre 2015. Cinq organisations représentatives ont été directement invitées à y participer¹. Toutes les organisations sollicitées ont transmis un mémoire avant la date limite du 26 février 2016. Le processus d'analyse est en cours.

Comité consultatif des Premières Nations et des Inuits relatif au marché du travail

La Commission des partenaires du marché du travail (CPMT) a reconnu, en décembre 2009, le Comité consultatif des Premières Nations et des Inuits relatif au marché du travail. Par sa création, les autorités autochtones souhaitent renforcer leurs relations et devenir des interlocuteurs privilégiés auprès de la CPMT et du MTESS afin que les politiques, les stratégies, les mesures et les services favorisent l'atteinte de la parité d'emploi pour les Premières Nations et les Inuits. Sont visées les populations autochtones du Québec vivant sur et hors réserves. Des échanges réguliers ont lieu entre le MTESS et le Comité consultatif.

Le Comité consultatif des Premières Nations et des Inuits relatif au marché du travail est composé de représentants de la Commission de développement des ressources humaines des Premières Nations du Québec, de l'ARK (Inuits), du Gouvernement de la nation crie, de la Corporation des ressources humaines et de développement durable de la nation algonquienne, de l'Institut Tshakapesh (Innus), de la Fédération des travailleurs du Québec-Syndicat des Métallos, de Femmes autochtones du Québec, de l'Association des employés du Nord québécois, de la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador, du Comité sectoriel de l'économie sociale et de l'action communautaire et du Regroupement des centres d'amitié autochtone du Québec.

Comité tripartite de l'Entente-cadre pour l'amélioration de l'administration et de l'offre de l'aide au revenu dans les communautés des Premières Nations du Québec

Ce comité est formé de représentants de la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador, d'Affaires autochtones et du Nord Canada et d'Emploi-Québec. Il a pour mandat d'identifier et de proposer des solutions aux problèmes identifiés en matière d'administration et d'offre de l'aide au revenu dans les communautés des Premières Nations du Québec. Le Comité tripartite se réunit régulièrement depuis la signature de

¹ Il s'agit du Gouvernement de la nation crie (GNC), de l'Administration régionale Kativik (ARK), de la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador (CSSSPNQL), de Femmes Autochtones du Québec (FAQ) et du Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec (RCAAQ).

la première Entente-cadre en juillet 2010. Cette dernière a été renouvelée en juillet 2013. En outre, a découlé de cette entente, une entente d'échange de renseignements entre le MTESS et les Conseils de bande des communautés des Premières Nations concernées qui a été conclue en février 2015.

SOURCE : Direction de la planification et du développement des stratégies
COLLABORATION : Direction des politiques d'emploi, des relations intergouvernementales et de la veille
Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire
Direction du développement des compétences et de l'intervention sectorielle
VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE : 2016-03-30

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-50

Titre :

Bilan de la stratégie Tous pour l'emploi en 2015-2016. Coûts de chacune des mesures pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.

Exposé et statistiques :

Cette fiche n'est pas pertinente pour l'étude des crédits 2016-2017 puisque cette stratégie n'est plus en vigueur depuis le 31 mars 2014.

SOURCE : Direction générale des mesures, des services et du soutien

VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec

DATE : 6 avril 2016

1RP50_04-06_BSM.doc

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-51

Titre :

Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existants en 2015-2016 qui n'ont pas été reconduits en 2016-2017, en incluant les programmes qui ont été abolis.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Direction du budget, DGSG

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 11 mars 2016

1RP51_03-30_BSM.DOC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-52

Titre :

Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2016-2017.

Exposé et statistiques :

L'information est disponible dans le budget de dépenses 2016-2017.

SOURCE : Direction du budget, DGSG

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 9 mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-53

Titre :

Bilan des investissements 2015-2016, par orientation et initiative, de *La solidarité : une richesse pour le Québec*. Prévisions pour 2016-2017

Exposé et statistiques :

- Octobre 2013 : lancement du document *La Solidarité : Une richesse pour le Québec* exposant la vision gouvernementale de la solidarité durable, fondée sur un équilibre entre la solidarité, la prospérité, la responsabilité, la nécessité de répondre aux besoins d'aujourd'hui et la prise en compte des besoins de demain.
- Au 29 février 2016, le Ministère avait donné suite à ses engagements comme suit :
 - 1. Bonification de l'aide financière aux personnes seules, sans contraintes à l'emploi, prestataires de l'aide sociale et sans soutien au logement**
 - Une hausse de 20 \$ a été accordée, au 1^{er} février 2014, aux personnes seules, sans contraintes à l'emploi, prestataires du Programme d'aide sociale depuis au moins six mois et qui ne bénéficient pas d'une aide au logement.
 - Selon le règlement actuel, cet ajustement a été porté à 40 \$ par mois au 1^{er} janvier 2016 et atteindra un maximum de 50 \$ par mois à compter du 1^{er} janvier 2017.
 - 63 697 personnes ont reçu l'ajustement pour personnes seules en janvier 2016.
 - Cet ajustement représente un investissement supplémentaire de 117,5 M\$, depuis le début de sa mise en œuvre, en février 2014, jusqu'en 2017-2018.
 - 2. Lancement des consultations sur le plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire et bénévole**
 - Les consultations ont pris fin en décembre 2013. Les travaux menant à l'élaboration d'un plan d'action gouvernemental en action communautaire sont en cours.
 - 3. Amélioration des conditions de travail en milieu communautaire (assurance collective, régime de retraite, mutuelle de prévention)**
 - Une somme totale de 250 k\$ a été réservée dans le FQIS pour financer trois mesures annoncées dans le cadre du Pilier de la Solidarité sociale :
 - Un montant de 100 000 \$ a été accordé à la Table nationale des Corporations de développement communautaire pour la réalisation d'une étude de faisabilité concernant la mise en place d'un programme d'assurance collective pour le milieu communautaire.
 - Un montant de 100 000 \$ a été accordé à Relais-femmes pour une campagne de formation et de promotion du Régime de retraite des groupes communautaires et de femmes.
 - Un montant de 50 000 \$ a été accordé au Collectif des entreprises d'insertion du Québec pour une étude de faisabilité sur la création d'une mutuelle de prévention en santé et sécurité du travail au bénéfice des organismes communautaires.

SOURCE :

Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire

DATE :

2016-04-06

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-54

Titre :

Pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016, indiquer les informations suivantes :

- Nombre de jeunes entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans habitant le territoire de chaque centre local d'emploi ;
- Nombre de jeunes entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans habitant le territoire de chaque MRC ;
- Nombre de jeunes recevant une prestation d'aide sociale et qui sont âgés entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans habitant le territoire de chaque centre local d'emploi ;
- Nombre de jeunes recevant une prestation d'aide sociale avec une allocation pour contraintes temporaires et qui sont âgés entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans habitant le territoire de chaque centre local d'emploi ;
- Nombre de jeunes recevant une allocation de solidarité sociale avec une allocation pour contraintes temporaires et qui sont âgés entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans habitant le territoire de chaque centre local d'emploi ;
- Nombre de jeunes recevant une prestation de l'assurance-emploi et qui sont âgés entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans habitant le territoire de chaque centre local d'emploi.

Exposé et statistiques :

Nombre de jeunes habitant le territoire de chaque centre local d'emploi

Cette donnée n'est pas disponible au MTESS.

Nombre de jeunes habitant le territoire de chaque MRC

Cette donnée n'est pas disponible au MTESS.

Nombre de jeunes recevant une prestation d'aide sociale habitant le territoire de chaque centre local d'emploi

Voir l'annexe 1.

Nombre de jeunes recevant une prestation d'aide sociale avec une allocation pour contraintes temporaires habitant le territoire de chaque centre local d'emploi

Voir l'annexe 1.

Nombre de jeunes recevant une allocation de solidarité sociale avec une allocation pour contraintes temporaires habitant le territoire de chaque centre local d'emploi

Voir l'annexe 1.

Nombre de jeunes recevant une prestation de l'assurance-emploi habitant le territoire de chaque centre local d'emploi

Cette donnée provient du gouvernement du Canada. Le MTESS ne peut répondre à cette question.

SOURCE : Direction de la statistique, de l'information de gestion et du suivi de la performance

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 9 mars 2016

Annexe 1

RP-54

		Statistiques sur les jeunes adultes prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours		
		janvier 2016		
		Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale	Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale ayant une contrainte temporaire à l'emploi	Nombre de jeunes prestataires de la solidarité sociale
Centre local d'emploi¹	Âge			
Inconnu	Moins de 25 ans	18	3	6
	25 à 29 ans	12	1	3
	30 à 35 ans	14		6
001 - Lac-Saint-Jean-Est	Moins de 25 ans	148	40	59
	25 à 29 ans	108	29	55
	30 à 35 ans	148	27	66
002 - Amos	Moins de 25 ans	56	19	19
	25 à 29 ans	50	17	23
	30 à 35 ans	61	18	31
003 - Asbestos	Moins de 25 ans	68	17	23
	25 à 29 ans	56	14	17
	30 à 35 ans	69	16	20
004 - Bonaventure	Moins de 25 ans	60	7	26
	25 à 29 ans	45	12	21
	30 à 35 ans	45	11	32
005 - Chicoutimi	Moins de 25 ans	252	46	91
	25 à 29 ans	161	37	83
	30 à 35 ans	231	48	130
006 - Laval-des-Rapides	Moins de 25 ans	423	105	205
	25 à 29 ans	408	85	120
	30 à 35 ans	473	100	169
007 - Portneuf	Moins de 25 ans	81	15	30
	25 à 29 ans	74	26	17
	30 à 35 ans	84	32	51
008 - Vaudreuil-Soulanges	Moins de 25 ans	149	30	119
	25 à 29 ans	127	49	96
	30 à 35 ans	183	49	101
009 - Drummondville	Moins de 25 ans	574	121	133
	25 à 29 ans	420	86	125
	30 à 35 ans	485	92	149
010 - La Côte-de-Gaspé	Moins de 25 ans	58	9	20
	25 à 29 ans	24	5	16
	30 à 35 ans	38	10	22
011 - La Haute-Yamaska	Moins de 25 ans	385	94	163
	25 à 29 ans	255	58	104
	30 à 35 ans	356	80	167
012 - Baie-Comeau	Moins de 25 ans	93	27	34
	25 à 29 ans	56	17	17
	30 à 35 ans	93	21	35
013 - Aylmer	Moins de 25 ans	148	54	56
	25 à 29 ans	140	39	47
	30 à 35 ans	172	41	57
014 - Joliette	Moins de 25 ans	488	107	120
	25 à 29 ans	340	97	93
	30 à 35 ans	333	70	145

1 - Les statistiques sont présentées selon les centres locaux d'emploi de proximité.

Annexe 1

RP-54

		Statistiques sur les jeunes adultes prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours		
		janvier 2016		
		Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale	Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale ayant une contrainte temporaire à l'emploi	Nombre de jeunes prestataires de la solidarité sociale
015 - Jonquière	Moins de 25 ans	312	38	88
	25 à 29 ans	198	37	73
	30 à 35 ans	280	58	103
016 - Lachute	Moins de 25 ans	206	59	68
	25 à 29 ans	191	62	39
	30 à 35 ans	201	57	57
017 - Lac-Mégantic	Moins de 25 ans	42	10	29
	25 à 29 ans	34	11	11
	30 à 35 ans	46	12	25
018 - La Malbaie	Moins de 25 ans	40	11	18
	25 à 29 ans	28	6	15
	30 à 35 ans	36	7	25
019 - La Pocatière	Moins de 25 ans	27	4	21
	25 à 29 ans	13	5	19
	30 à 35 ans	33	9	25
020 - Littoral	Moins de 25 ans	148	42	131
	25 à 29 ans	123	38	83
	30 à 35 ans	172	50	144
021 - Matane	Moins de 25 ans	79	14	16
	25 à 29 ans	51	13	22
	30 à 35 ans	63	14	35
022 - Mont-Laurier	Moins de 25 ans	211	53	57
	25 à 29 ans	128	34	42
	30 à 35 ans	132	32	87
023 - Montmagny	Moins de 25 ans	58	13	24
	25 à 29 ans	41	18	20
	30 à 35 ans	55	19	18
024 - Châteauguay	Moins de 25 ans	185	64	123
	25 à 29 ans	166	52	79
	30 à 35 ans	202	48	83
026 - Nicolet-Bécancour	Moins de 25 ans	116	38	44
	25 à 29 ans	106	34	28
	30 à 35 ans	125	36	55
027 - Rouyn-Noranda	Moins de 25 ans	100	25	53
	25 à 29 ans	80	27	48
	30 à 35 ans	105	23	44
028 - Les Quartiers-Historiques	Moins de 25 ans	351	55	57
	25 à 29 ans	250	58	68
	30 à 35 ans	325	50	150
029 - Rimouski-Neigette	Moins de 25 ans	158	36	71
	25 à 29 ans	86	22	48
	30 à 35 ans	133	37	78
030 - Rivière-du-Loup	Moins de 25 ans	62	16	28
	25 à 29 ans	58	14	26
	30 à 35 ans	73	18	51

1 - Les statistiques sont présentées selon les centres locaux d'emploi de proximité.

Annexe 1

RP-54

		Statistiques sur les jeunes adultes prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours		
		janvier 2016		
		Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale	Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale ayant une contrainte temporaire à l'emploi	Nombre de jeunes prestataires de la solidarité sociale
031 - La Haute-Gaspésie	Moins de 25 ans	69	12	18
	25 à 29 ans	39	9	20
	30 à 35 ans	80	21	35
032 - Lac-Etchemin	Moins de 25 ans	20	7	23
	25 à 29 ans	16	3	12
	30 à 35 ans	24	5	27
033 - Saint-Hyacinthe	Moins de 25 ans	348	70	110
	25 à 29 ans	256	54	92
	30 à 35 ans	312	77	131
034 - Le Haut-Richelieu	Moins de 25 ans	430	103	190
	25 à 29 ans	352	103	121
	30 à 35 ans	398	115	162
035 - Saint-Jérôme	Moins de 25 ans	609	154	204
	25 à 29 ans	468	119	148
	30 à 35 ans	521	141	189
036 - Saint-Joseph-de-Beauce	Moins de 25 ans	26	9	24
	25 à 29 ans	14	4	18
	30 à 35 ans	29	5	14
037 - Sept-Îles	Moins de 25 ans	65	25	41
	25 à 29 ans	46	10	23
	30 à 35 ans	59	14	31
038 - Shawinigan	Moins de 25 ans	289	69	66
	25 à 29 ans	191	49	56
	30 à 35 ans	252	45	99
040 - Sorel	Moins de 25 ans	317	59	82
	25 à 29 ans	203	60	69
	30 à 35 ans	271	51	114
041 - Thetford Mines	Moins de 25 ans	102	31	43
	25 à 29 ans	79	25	45
	30 à 35 ans	112	28	53
042 - Trois-Rivières	Moins de 25 ans	787	172	187
	25 à 29 ans	578	150	151
	30 à 35 ans	703	133	238
043 - Valleyfield	Moins de 25 ans	454	100	100
	25 à 29 ans	300	80	95
	30 à 35 ans	350	91	131
044 - Victoriaville	Moins de 25 ans	232	52	95
	25 à 29 ans	157	42	75
	30 à 35 ans	230	54	104
045 - Ville-Marie	Moins de 25 ans	54	21	25
	25 à 29 ans	33	9	17
	30 à 35 ans	38	12	23
046 - La Sarre	Moins de 25 ans	76	15	31
	25 à 29 ans	63	16	23
	30 à 35 ans	69	21	27

1 - Les statistiques sont présentées selon les centres locaux d'emploi de proximité.

Annexe 1

RP-54

		Statistiques sur les jeunes adultes prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours		
		janvier 2016		
		Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale	Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale ayant une contrainte temporaire à l'emploi	Nombre de jeunes prestataires de la solidarité sociale
047 - Val d'Or	Moins de 25 ans	107	28	47
	25 à 29 ans	97	30	32
	30 à 35 ans	141	39	58
049 - Les Îles-de-la-Madeleine	Moins de 25 ans	14	2	22
	25 à 29 ans	7	3	6
	30 à 35 ans	14	6	11
050 - Le Rocher-Percé	Moins de 25 ans	98	21	30
	25 à 29 ans	63	16	20
	30 à 35 ans	75	18	29
052 - Louiseville	Moins de 25 ans	106	37	35
	25 à 29 ans	70	26	31
	30 à 35 ans	109	27	44
053 - Charlesbourg	Moins de 25 ans	335	91	153
	25 à 29 ans	262	72	108
	30 à 35 ans	366	78	180
054 - Beauport	Moins de 25 ans	248	51	135
	25 à 29 ans	224	53	94
	30 à 35 ans	282	64	157
057 - Forestville	Moins de 25 ans	32	4	9
	25 à 29 ans	27	11	3
	30 à 35 ans	41	6	10
058 - Amqui	Moins de 25 ans	67	12	23
	25 à 29 ans	35	7	21
	30 à 35 ans	60	16	32
059 - Témiscouata	Moins de 25 ans	40	9	24
	25 à 29 ans	41	11	25
	30 à 35 ans	54	12	24
060 - Mont-Joli	Moins de 25 ans	55	12	32
	25 à 29 ans	50	10	22
	30 à 35 ans	66	18	31
061 - Maria-Chapdelaine	Moins de 25 ans	68	16	34
	25 à 29 ans	48	11	21
	30 à 35 ans	74	8	43
062 - Roberval	Moins de 25 ans	110	19	40
	25 à 29 ans	79	21	31
	30 à 35 ans	84	21	55
063 - Saint-Laurent	Moins de 25 ans	433	91	194
	25 à 29 ans	478	111	167
	30 à 35 ans	779	136	232
064 - Montréal-Nord	Moins de 25 ans	649	190	243
	25 à 29 ans	724	200	182
	30 à 35 ans	888	206	221
065 - La Tuque	Moins de 25 ans	83	23	15
	25 à 29 ans	51	13	11
	30 à 35 ans	58	13	15

1 - Les statistiques sont présentées selon les centres locaux d'emploi de proximité.

Annexe 1

RP-54

		Statistiques sur les jeunes adultes prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours		
		janvier 2016		
		Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale	Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale ayant une contrainte temporaire à l'emploi	Nombre de jeunes prestataires de la solidarité sociale
066 - Sainte-Thérèse	Moins de 25 ans	293	79	184
	25 à 29 ans	265	82	98
	30 à 35 ans	248	68	110
067 - Baie-James	Moins de 25 ans	29	12	22
	25 à 29 ans	28	10	10
	30 à 35 ans	36	8	9
069 - Verdun	Moins de 25 ans	674	151	176
	25 à 29 ans	648	143	151
	30 à 35 ans	724	145	200
070 - Grand-Mère	Moins de 25 ans	127	31	35
	25 à 29 ans	61	11	17
	30 à 35 ans	103	17	43
071 - Brome-Missisquoi	Moins de 25 ans	165	40	70
	25 à 29 ans	170	51	62
	30 à 35 ans	163	45	66
072 - Berthierville	Moins de 25 ans	186	58	76
	25 à 29 ans	146	41	40
	30 à 35 ans	162	35	58
074 - Saint-Georges	Moins de 25 ans	120	37	78
	25 à 29 ans	71	22	62
	30 à 35 ans	98	26	86
075 - Gatineau	Moins de 25 ans	531	156	166
	25 à 29 ans	434	146	143
	30 à 35 ans	464	120	183
076 - Sainte-Marie	Moins de 25 ans	32	7	31
	25 à 29 ans	25	9	18
	30 à 35 ans	34	11	26
077 - Longueuil	Moins de 25 ans	705	183	188
	25 à 29 ans	680	161	158
	30 à 35 ans	760	168	237
079 - Acton Vale	Moins de 25 ans	79	21	31
	25 à 29 ans	40	10	21
	30 à 35 ans	81	24	17
083 - La Vallée-du-Richelieu	Moins de 25 ans	110	35	154
	25 à 29 ans	90	26	74
	30 à 35 ans	137	30	87
084 - Boucherville	Moins de 25 ans	63	17	86
	25 à 29 ans	59	23	50
	30 à 35 ans	78	25	85
086 - Marieville	Moins de 25 ans	67	14	47
	25 à 29 ans	54	8	25
	30 à 35 ans	70	17	21
087 - Saint-Constant	Moins de 25 ans	187	58	132
	25 à 29 ans	152	45	81
	30 à 35 ans	178	61	108

1 - Les statistiques sont présentées selon les centres locaux d'emploi de proximité.

Annexe 1

RP-54

		Statistiques sur les jeunes adultes prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours		
		janvier 2016		
		Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale	Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale ayant une contrainte temporaire à l'emploi	Nombre de jeunes prestataires de la solidarité sociale
089 - Havre-Saint-Pierre	Moins de 25 ans	7	3	12
	25 à 29 ans	1		4
	30 à 35 ans	6	4	7
090 - L'Islet	Moins de 25 ans	26	9	14
	25 à 29 ans	16	4	19
	30 à 35 ans	22	7	19
091 - Ouest-de-l'Île	Moins de 25 ans	203	56	291
	25 à 29 ans	222	64	188
	30 à 35 ans	300	83	204
092 - Saint-Léonard	Moins de 25 ans	254	58	112
	25 à 29 ans	321	77	68
	30 à 35 ans	604	107	113
094 - LaSalle	Moins de 25 ans	599	153	136
	25 à 29 ans	637	156	167
	30 à 35 ans	758	170	202
095 - Trois-Pistoles	Moins de 25 ans	16	6	2
	25 à 29 ans	18	4	5
	30 à 35 ans	11	1	8
096 - Chomedey - Sainte-Dorothée	Moins de 25 ans	392	85	323
	25 à 29 ans	383	86	200
	30 à 35 ans	537	113	197
097 - Maniwaki	Moins de 25 ans	141	30	21
	25 à 29 ans	132	30	30
	30 à 35 ans	120	28	43
098 - Sherbrooke	Moins de 25 ans	804	165	247
	25 à 29 ans	583	148	224
	30 à 35 ans	716	178	312
099 - Avignon	Moins de 25 ans	66	8	15
	25 à 29 ans	46	15	20
	30 à 35 ans	50	15	24
100 - Kuujuaq	Moins de 25 ans	14	4	4
	25 à 29 ans	15	3	11
	30 à 35 ans	9	3	8
101 - Inukjuak	Moins de 25 ans	31	13	8
	25 à 29 ans	30	12	21
	30 à 35 ans	45	11	20
102 - Chisasibi	Moins de 25 ans	61	36	11
	25 à 29 ans	29	12	3
	30 à 35 ans	16	8	8
104 - Coaticook	Moins de 25 ans	40	7	23
	25 à 29 ans	33	9	12
	30 à 35 ans	31	8	16
105 - East Angus	Moins de 25 ans	78	20	36
	25 à 29 ans	62	24	28
	30 à 35 ans	83	19	44

1 - Les statistiques sont présentées selon les centres locaux d'emploi de proximité.

Annexe 1

RP-54

		Statistiques sur les jeunes adultes prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours		
		janvier 2016		
		Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale	Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale ayant une contrainte temporaire à l'emploi	Nombre de jeunes prestataires de la solidarité sociale
106 - Windsor	Moins de 25 ans	68	27	48
	25 à 29 ans	48	12	25
	30 à 35 ans	85	21	47
107 - Campbell's Bay	Moins de 25 ans	105	27	26
	25 à 29 ans	72	24	15
	30 à 35 ans	67	16	35
109 - La Baie	Moins de 25 ans	82	12	35
	25 à 29 ans	51	13	24
	30 à 35 ans	61	13	39
113 - Les Escoumins	Moins de 25 ans	8	1	12
	25 à 29 ans	4	2	6
	30 à 35 ans	10	3	8
114 - Port-Cartier	Moins de 25 ans	19	6	10
	25 à 29 ans	9	1	6
	30 à 35 ans	23	4	6
116 - Senneterre	Moins de 25 ans	31	7	5
	25 à 29 ans	25	11	7
	30 à 35 ans	31	7	7
117 - Hull	Moins de 25 ans	381	96	65
	25 à 29 ans	294	59	85
	30 à 35 ans	415	88	102
118 - Sainte-Agathe	Moins de 25 ans	154	36	43
	25 à 29 ans	122	41	40
	30 à 35 ans	149	37	67
120 - Magog	Moins de 25 ans	132	29	59
	25 à 29 ans	93	28	53
	30 à 35 ans	122	28	51
121 - Le Haut-Saint-Laurent	Moins de 25 ans	119	23	32
	25 à 29 ans	75	24	31
	30 à 35 ans	115	21	31
122 - L'Érable	Moins de 25 ans	57	15	19
	25 à 29 ans	24	7	16
	30 à 35 ans	52	8	24
124 - Sainte-Thècle	Moins de 25 ans	48	11	11
	25 à 29 ans	23	7	11
	30 à 35 ans	31	10	22
125 - Sainte-Geneviève-de-Batiscan	Moins de 25 ans	20	6	17
	25 à 29 ans	23	10	12
	30 à 35 ans	25	10	16
127 - Buckingham	Moins de 25 ans	142	47	40
	25 à 29 ans	101	35	35
	30 à 35 ans	129	41	40
128 - Baie-Saint-Paul	Moins de 25 ans	8	1	10
	25 à 29 ans	12	3	8
	30 à 35 ans	17	6	14

1 - Les statistiques sont présentées selon les centres locaux d'emploi de proximité.

Annexe 1

RP-54

		Statistiques sur les jeunes adultes prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours		
		janvier 2016		
		Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale	Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale ayant une contrainte temporaire à l'emploi	Nombre de jeunes prestataires de la solidarité sociale
129 - Saint-Eustache	Moins de 25 ans	196	55	111
	25 à 29 ans	178	45	80
	30 à 35 ans	235	57	82
130 - Brossard	Moins de 25 ans	385	97	227
	25 à 29 ans	406	107	175
	30 à 35 ans	515	106	223
132 - Sainte-Foy	Moins de 25 ans	234	57	211
	25 à 29 ans	264	71	126
	30 à 35 ans	321	77	191
134 - Rawdon	Moins de 25 ans	134	31	39
	25 à 29 ans	103	29	29
	30 à 35 ans	147	30	53
135 - Repentigny	Moins de 25 ans	218	63	191
	25 à 29 ans	194	62	110
	30 à 35 ans	222	73	125
136 - Saint-Jean-de-Matha	Moins de 25 ans	91	10	35
	25 à 29 ans	68	27	16
	30 à 35 ans	91	24	19
137 - Sainte-Croix	Moins de 25 ans	35	12	29
	25 à 29 ans	20	5	20
	30 à 35 ans	42	10	21
138 - Saint-Lazare	Moins de 25 ans	22	5	40
	25 à 29 ans	23	5	32
	30 à 35 ans	44	9	42
139 - Terrebonne	Moins de 25 ans	273	77	198
	25 à 29 ans	212	64	108
	30 à 35 ans	275	69	120
140 - Sainte-Julienne	Moins de 25 ans	234	63	85
	25 à 29 ans	179	62	43
	30 à 35 ans	230	56	65
144 - Mirabel - Saint-Janvier	Moins de 25 ans	66	22	47
	25 à 29 ans	65	25	28
	30 à 35 ans	85	23	28
145 - Sainte-Adèle	Moins de 25 ans	76	19	21
	25 à 29 ans	66	19	17
	30 à 35 ans	102	21	32
147 - Papineauville	Moins de 25 ans	103	34	34
	25 à 29 ans	73	18	22
	30 à 35 ans	92	33	25
148 - La Côte-de-Beaupré	Moins de 25 ans	35	4	32
	25 à 29 ans	22	6	7
	30 à 35 ans	20	6	14
250 - Mercier	Moins de 25 ans	667	142	216
	25 à 29 ans	680	161	176
	30 à 35 ans	739	171	229

1 - Les statistiques sont présentées selon les centres locaux d'emploi de proximité.

Annexe 1

RP-54

		Statistiques sur les jeunes adultes prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours		
		janvier 2016		
		Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale	Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale ayant une contrainte temporaire à l'emploi	Nombre de jeunes prestataires de la solidarité sociale
252 - Rosemont - Petite-Patrie	Moins de 25 ans	352	61	110
	25 à 29 ans	436	68	109
	30 à 35 ans	667	116	164
256 - Ahuntsic	Moins de 25 ans	334	65	188
	25 à 29 ans	396	76	129
	30 à 35 ans	682	107	205
258 - Sainte-Marie - Centre-sud	Moins de 25 ans	218	35	46
	25 à 29 ans	218	41	42
	30 à 35 ans	262	48	82
259 - Hochelaga-Maisonneuve	Moins de 25 ans	497	85	73
	25 à 29 ans	485	94	61
	30 à 35 ans	540	104	100
262 - Saint-Michel	Moins de 25 ans	434	128	112
	25 à 29 ans	470	110	93
	30 à 35 ans	783	148	136
266 - Parc-Extension	Moins de 25 ans	194	21	40
	25 à 29 ans	237	37	45
	30 à 35 ans	374	66	50
277 - Plateau-Mont-Royal	Moins de 25 ans	294	41	70
	25 à 29 ans	391	48	90
	30 à 35 ans	618	70	148
282 - Pointe-Saint-Charles	Moins de 25 ans	192	47	55
	25 à 29 ans	188	57	39
	30 à 35 ans	301	87	67
283 - Côte-des-Neiges	Moins de 25 ans	167	26	52
	25 à 29 ans	238	41	27
	30 à 35 ans	421	76	59

1 - Les statistiques sont présentées selon les centres locaux d'emploi de proximité.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-55

Titre :

À la suite des changements apportés aux ententes avec les carrefours jeunesse-emploi, fournir :

- Liste des services achetés par les centres locaux d'emploi auprès des carrefours jeunesse-emploi et le prix accordé à chaque service ;
- Niveau de référence vers le carrefour jeunesse-emploi auquel le centre local d'emploi s'engagera pour assurer la performance à laquelle le ministre s'attend ;
- Nombre de jeunes exclus des mesures offertes par les carrefours jeunesse-emploi.

Exposé et statistiques :

- **Liste des services achetés par les centres locaux d'emploi auprès des carrefours jeunesse-emploi et le prix accordé à chaque service.**

Les centres locaux d'emploi (CLE) ont convenu d'ententes avec les carrefours jeunesse-emploi (CJE) concernant des services de la mesure Services d'aide à l'emploi (SAE), laquelle se divise en groupes.

GROUPES DE SERVICES		GRILLE TARIFAIRE FOURCHETTE DE COÛTS (\$)
Groupe 1	Soutien de base	28 \$ à 116 \$
Groupe 2	Services à la carte	166 \$ à 439 \$
Groupe 3	Évaluation spécialisée – Orientation	422 \$ à 788 \$
Groupe 4	Soutien structuré	500 \$ à 817 \$
Groupe 5	Club de recherche d'emploi	1 111 \$ à 1 662 \$
Groupe 6	Services spécialisés	950 \$ à 1805 \$

- **Niveau de référence vers le CJE**

Emploi-Québec s'est engagée auprès de tous les CJE à référer des jeunes de 35 ans et moins ayant des besoins qui peuvent être répondus dans le cadre de la mesure SAE.

- **Exclusion des jeunes aux mesures offertes par les CJE**

Les services financés par Emploi-Québec sont orientés vers l'insertion et le maintien en emploi et visent prioritairement, mais non exclusivement, les jeunes prestataires d'une aide financière de dernier recours et ceux admissibles à l'assurance-emploi.

SOURCE : Direction de la mise en œuvre du partenariat territorial
VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE : 2016-03-30

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-56

Titre :

Ventiler les sommes versées par carrefour jeunesse-emploi et par région pour 2014-2015, 2015-2016 et prévision pour 2016-2017.

Exposé et statistiques

En 2015-2016, 45,67 M\$ ont été octroyés aux CJE.

Financement des CJE en 2015-2016	
Gaspésie-Îles-de la Madeleine	
Avignon-Bonaventure	449 735
Côte-de-Gaspé	260 041
Des-Îles-de-la-Madeleine	280 213
Haute Gaspésie	270 829
Relance Durocher-Percé	282 749
Bas-Saint-Laurent	
Kamouraska	234 468
Matane	263 218
Mitis	249 235
Rimouski-Neigette	339 511
Riv.-du-Loup/Les Basques	394 748
Témiscouata	254 493
Vallée de la Matapédia	254 569
Capitale Nationale	
Capitale Nationale	684 835
Charlesbourg-Chauveau	461 515
Charl.-Côte-de-Beaupré	429 855
Chauveau	390 513
Ste-Foy	652 932
Montmorency	363 327
Portneuf	353 557
Chaudières-Appalaches	
Beauce-Nord	389 304
Beauce-Sud	337 962
Bellechasse	233 287
Chutes-de-la-Chaudière	341 496
Desjardins Lévis	330 867
Frontenac (L'Amiante)	326 130
Les Etchemins	228 042
L'Islet	227 204
Lotbinière	234 750
Montmagny	235 949
Etrie	
Granit	249 070
Haut St-François	254 127
Coaticook (Orf)	238 585
Memphrémagog (Orf)	348 849
Richmond	351 483
Sherbrooke	503 241
Centre-du-Québec	
Arthabaska	354 415

Drummond	378 887
Érable	250 112
Nicolet-Yamaska	428 125
Montérégie	
Pierre-de-Saurel	381 005
Beauharnois-Salaberry	378 615
Cantons de l'Est	493 981
Châteauguay	366 771
Huntingdon	435 473
Iberville / St-Jean	576 715
Jonhson	371 315
La Pinière	363 073
Laporte	348 835
La Prairie	374 894
Longueuil	599 177
Marguerite-d'Youville	464 273
Maskoutain	465 698
St-Hubert	464 369
Vallée du Richelieu	649 211
Vaudreuil-Soulanges	462 171
Montréal	
Ahunt-Borde-Cartier	531 584
Anjou-St-Justin	387 409
Bourassa et Sauvé	612 023
Centre-Nord	651 470
Centre-Sud / Plat	647 888
Côte-des-Neiges	623 632
Hochelaga-Maisonneuve	488 216
LaSalle	392 291
Marquette	401 178
Mercier	516 349
Montréal Centre-Ville	470 424
Notre-Dame-de-Grâce	594 039
Ouest de L'Ile	872 090
Pointe-aux-Trembles	402 201
Rivière-des-Prairies	384 993
Rosemont / Petite-Patrie	631 587
Saint-Laurent	396 973
Sud-Ouest de Montréal	531 965
Verdun	430 865
Viger / Jeanne-Mance	603 648
Laval	
Laval	1 098 831
Lanaudières	
D'Autray-Joliette	574 989
Des Moulins	494 439
L'Assomption	483 420
Matawinie	295 821
Montcalm	378 875
Laurentides	
Antoine-Labelle	286 211
Argenteuil (nouveau)	287 519
Des Laurentides	354 040
Deux-Montagnes	376 431
Mirabel	249 284
Pays-d'en-haut	248 543
Rivière-du-Nord	473 021
Thérèse de Blainville	558 582
Outaouais	
Outaouais	755 495
Papineau	400 261
Pontiac	280 138
Vallée de la Gatineau	306 178
Abitibi-Témiscamingue	
Abitibi Est	419 648
Abitibi Ouest	271 190
Amos	255 943

Rouyn-Noranda	341 310
Témiscamingue	237 191
Mauricie	
Trois-Rivières/MRC Chenaux	684 442
Haut St-Maurice	350 894
Maskinongé	271 567
Mékinac	263 663
Shawinigan	398 410
Saguenay-Lac-Saint-Jean	
Lac St-Jean Est	396 958
Roberval	569 024
Saguenay	901 962
Côte-Nord	
Manicouagan	289 590
Haute-Côte-Nord	264 303
Duplessis	495 427
Nord-du-Québec	
Jamésie	481 096
TOTAL	45 673 328

SOURCE : Direction de la planification et du développement des stratégies
VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée
DATE : 1 avril 2016
1RP56_04-01_EQ

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-57

Titre :

Copie des études d'impact réalisées pour mesurer les effets de la réforme des carrefours jeunesse-emploi (CJE), notamment en ce qui concerne le nombre de jeunes qui seront exclus.

Exposé et statistiques

La reddition de compte que réalisaient les CJE, avant avril 2015, ne permettait pas de connaître la clientèle qui était desservie. De ce fait, il n'a pas été possible de produire d'analyse d'impacts quant aux effets découlant du changement de mode de financement.

SOURCE :

Direction de la planification et du développement des stratégies

VALIDATION :

Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec

DATE :

30 mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-58

Titre :

Effectif selon la fonction et évolution mensuelle du nombre de dossiers, par agent, pour chacun des centres locaux d'emploi pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016; fournir les prévisions pour 2016-2017.

Exposé et statistiques :

À la fin janvier 2016, le nombre de dossiers d'aide financière de dernier recours confiés à un agent est en moyenne de 548.

SOURCE : Direction des mesures et des services aux individus
COLLABORATION : Direction de la statistique, de l'information de gestion et suivi de la performance
VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE : 2016-03-30

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-59

Titre :

Le nombre et le pourcentage de personnes qui sont touchées par les modifications réglementaires à la sécurité du revenu pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016.

Exposé et statistiques :

Les informations sur le nombre de personnes touchées par les modifications apportées au Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles en 2015-2016 sont présentées sur le site Web ministériel à l'adresse suivante :

www.mtess.gouv.qc.ca

SOURCE : Direction des politiques de sécurité du revenu

VALIDATION :

DATE : 22 mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-60

Titre :

Nombre de prestataires à la sécurité du revenu, mensuellement de 2013 à 2016 (aide de dernier recours et de solidarité sociale) et prévisions du nombre de prestataires pour 2016-2017.

Exposé et statistiques :

Nombre de prestataires à l'aide financière de dernier recours, mensuellement, pour les dix mois disponibles de 2015-2016 :

	PROGRAMME		Nombre total de prestataires
	Aide sociale	Solidarité sociale	
	Nombre de prestataires	Nombre de prestataires	
avril 2015	303 609	143 785	447 394
mai 2015	301 370	143 682	445 052
juin 2015	297 533	143 539	441 072
juillet 2015	295 495	143 139	438 634
août 2015	294 196	143 014	437 210
septembre 2015	292 835	142 984	435 819
octobre 2015	288 776	142 745	431 521
novembre 2015	288 128	142 877	431 005
décembre 2015	289 815	143 102	432 917
janvier 2016	291 955	143 376	435 331
Moyenne mensuelle	294 371	143 224	437 596

SOURCE :

performance

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE :

Direction de la statistique, de l'information de gestion et du suivi de la

15 mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-61

Titre

Coût de l'indexation des prestations de l'assistance-emploi pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017

Exposé et statistiques

Pour 2015-2016, le coût de l'indexation des prestations de l'aide financière de dernier recours est estimé à 30,4 M\$.

SOURCE : Direction des politiques de sécurité du revenu
COLLABORATION : Direction du budget
VALIDATION :
DATE : 17 mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP- 62a

Titre :

État de la situation du Programme de l'assistance-emploi en 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et fournir les prévisions pour 2016-2017 concernant :

- a) Répartition des prestataires avec contraintes sévères à l'emploi, selon les diagnostics de nature invalidante pour incapacité supérieure ou égale à 12 mois.

Exposé et statistiques :

DIAGNOSTICS	NOMBRE D'ADULTES AVEC CONTRAINTES SÉVÈRES
	Janvier 2016
Retard mental, déficience mentale ou intellectuelle (code 3170)	11 379
Psychoses (code 2900)	14 932
Schizophrénie paranoïde (code 2953)	6 859
Troubles névrotiques, de la personnalité et autres (code 3000)	17 737
Déficience mentale ou intellectuelle sévère (code 3182)	5 052
Autres maladies et syndrome du système nerveux (code 3400)	5 714
Cardiopathies ischémiques (code 4100)	1 140
Arthropathies et affections apparentées (code 7100)	3 609
Maladies pulmonaires obstructives (code 4900)	1 751
Maladies endocriniennes, etc. (code 2400)	3 195
Trisomie 13, 18, 21 (code 7589)	2 789
Affections des régions du plan dorsal (code 7200)	5 680
Tumeurs malignes (code 1400)	915
Autres diagnostics	42 796
Rentes d'invalidité RRQ, Régime de pensions du Canada, etc. ¹	4 657
TOTAL	128 205

SOURCE : Direction des politiques de sécurité du revenu

COLLABORATION : Direction de la statistique, de l'information de gestion et du suivi de la performance— 7 mars 2016

VALIDATION:

DATE : 9 mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-62b

Titre :

État de la situation du Programme de l'assistance-emploi pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016; fournir les prévisions pour 2016-2017 concernant :

- b) Évolution mensuelle du nombre de demandes d'inscription à l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi en ventilant selon l'étape de traitement du dossier et en spécifiant le délai moyen pour chacune de ces étapes.

Exposé et statistiques :

A) Nombre de personnes avec contraintes sévères à l'emploi en janvier 2016, selon l'étape de traitement du dossier

A) Nombre de personnes avec contraintes sévères à l'emploi en janvier 2016, selon l'étape de traitement du dossier

Admission	Nombre	%
▪ Parce que bénéficiaires de rentes d'invalidité ^{1,2}	4 657	3.63
▪ Par un agent d'aide socio-économique	28 217	22.01
▪ Par un comité d'évaluation médicale et socioprofessionnelle	82 557	64.39
▪ Par un comité de révision	10 977	8.56
▪ Par le Tribunal administratif du Québec (TAQ)	949	0.74
▪ Autres	13	0.01
▪ Inconnue *	835	0.65

¹ Les bénéficiaires de rentes d'invalidité d'un autre régime sont automatiquement admis à l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi.

² Il peut arriver que ces bénéficiaires se retrouvent dans une autre catégorie. A été priorisé la catégorie

« Bénéficiaire de la rente d'invalidité ».

* L'étape « Inconnue » inclut les adultes admis en hébergement et les adultes exemptés de produire une pièce médicale.

B) Nombre de demandes traitées par l'ensemble des comités d'évaluation médicale et socioprofessionnelle et des comités de révision du 1^{er} avril 2015 au 29 février 2016

Comités d'évaluation médicale et socioprofessionnelle	
État de la demande	Nombre
Demandes traitées	12 684
Demandes accueillies	6 007
Demandes refusées avec allocation pour contraintes temporaires	4 882
Demandes refusées sans allocation pour contraintes temporaires	1 795

Comités de révision	
Période du 1 ^{er} avril 2015 au 29 février 2016	
Demandes traitées	1 562
Demandes accueillies	662
Demandes refusées avec allocation pour contraintes temporaires	131
Demandes refusées sans allocation pour contraintes temporaires	446
Autres ⁴ (ex. : désistements, irrecevable ou sans-objet)	323

³ On ne peut mettre en relation le nombre de demandes reçues et traitées au cours de la période de référence. En effet, une partie des demandes traitées au cours de la période de référence ont pu être reçues avant le 1^{er} avril 2015.

⁴ Une demande de révision sera jugée irrecevable 1) si elle est reçue hors-délai et que la personne n'a pas de motif valable justifiant le retard au dépôt de sa demande; 2) si elle est

déposée par une personne non habilitée à demander la révision d'une décision; ou encore 3) si l'élément contesté est non-révisable ou qu'il a déjà fait l'objet d'une décision de révision (chose jugée). Par ailleurs, une demande de révision sera jugée sans objet si la décision contestée n'a plus lieu d'être parce que le CLE ou le SEMS a déjà rendu une nouvelle décision à la satisfaction du prestataire.

C) Délai de traitement du 1^{er} avril 2015 au 29 février 2016

Demandes d'admissibilité au programme	Délai total moyen
Admis par l'agent avec rapport médical (si diagnostic présent à la <i>Liste des diagnostics évidents</i>)	Sans délai
Recommandation des comités d'évaluation médicale et socioprofessionnelle ⁵	29,1 jours

⁵ Le délai total moyen de traitement en admission est le délai entre le moment où le dossier entre à la Direction de la conformité et de l'évaluation médicale et celui où il est transmis au centre local d'emploi.

SOURCE : Direction des politiques de sécurité du revenu
COLLABORATIONS : Direction de la statistique, de l'information de gestion et du suivi de la performance
Direction des enquêtes et de la conformité
Direction générale du recouvrement, de la révision et des recours administratifs
Tribunal administratif du Québec
VALIDATION :
DATE : 2016-04-06

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP- 62c

Titre :

État de la situation du Programme de l'assurance-emploi en 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et fournir les prévisions pour 2016-2017, concernant :

- c) Répartition des ménages selon le mode de logement (propriétaire, locataire, chambreur, logement subventionné : HLM, coopérative d'habitation), en indiquant la catégorie de ménages.

Exposé et statistiques :

Depuis l'entrée en vigueur de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles, le programme de l'assistance-emploi a été remplacé par les programmes d'aide financière de dernier recours.

JANVIER 2016					
MODES DE LOGEMENT	CATÉGORIES DE MÉNAGES				TOTAL
	Personnes seules ¹	Couples sans enfants	Familles monoparentales	Couples avec enfants	
Propriétaires	7 660	1 701	977	665	11 003
Propriétaires à logements multiples	193	39	39	14	285
Locataires	105 499	7 308	24 456	10 585	147 848
Locataires H.L.M.	22 731	1 415	6 849	2 390	33 385
Chambreurs ou pensionnaires	68 002	366	2 579	249	71 196
Chamb. ou pension. chez un parent	43 252	408	2 606	214	46 480
Logement subventionné	-	-	-	-	-
Temporairement sans adresse ²	3 008	2	6	2	3 018
En hébergement	3 568	-	-	-	3 568
TOTAL	253 913	11 239	37 512	14 119	316 783

1. Inclut les conjoints d'étudiants.

2. Désigne les personnes qui n'ont pas d'adresse fixe ou stable ou qui n'ont pas l'assurance d'un hébergement stable pour les 60 prochains jours.

SOURCE : Direction de la statistique, de l'information de gestion et du suivi de la performance – 9 mars 2016
DATE : 2016-03-30

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP- 62dj

Titre :

État de la situation du Programme de l'assurance-emploi pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016; fournir les prévisions pour 2016-2017, concernant :

- d) Nombre d'enfants (moins de 18 ans) vivant au sein d'un ménage prestataire du Programme d'assurance-emploi, selon qu'ils fréquentent l'école primaire, l'école secondaire, le cégep, l'université ou qu'ils ne fréquentent pas l'école.
- j) Nombre d'enfants handicapés vivant au sein d'un ménage bénéficiaire de la sécurité du revenu.

Exposé et statistiques :

Depuis l'entrée en vigueur de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles, le programme de l'assistance-emploi a été remplacé par les programmes d'aide financière de dernier recours.

Nombre d'enfants vivant au sein d'un ménage prestataire de l'aide financière de dernier recours.

DESCRIPTION	Nombre d'enfants de moins de 18 ans
	Janvier 2016
Âge préscolaire	33 429
Études primaires	28 573
Études secondaires	21 262
Études postsecondaires	502
Sans occupation	1 577
TOTAL	85 343
Handicapé	2 505

SOURCE : Direction de la statistique, de l'information de gestion et du suivi de la performance

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 2016-03-31

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP- 62ef

Titre :

État de la situation du Programme de l'assistance-emploi pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016; fournir les prévisions pour 2016-2017, concernant :

- e) Nombre d'adultes de 18 ans et plus qui reçoivent une contribution parentale ou devraient en recevoir une;
- f) Économies que ces contributions parentales représentent pour le régime de sécurité du revenu;

Exposé et statistiques :

- e) **Nombre d'adultes de 18 ans et plus qui reçoivent une contribution parentale ou devraient en recevoir une :**

En janvier 2016, le nombre d'adultes de 18 ans et plus soumis à la contribution parentale était de 1 838.

- f) **Économies que ces contributions parentales représentent pour le régime d'aide financière de dernier recours :**

- Un adulte prestataire qui ne répond pas à certains critères d'indépendance fixés par la Loi est réputé recevoir une contribution financière de ses parents.
- Le Règlement établit le montant de cette contribution.
- L'impact généré par la contribution parentale est estimé à 17,5 M\$ en 2015-2016.

SOURCE : Direction des politiques de sécurité du revenu

COLLABORATION : Direction de la statistique, de l'information de gestion et du suivi de la performance – 8 mars 2016

DATE : 2016-03-30

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-62gh

Titre :

État de situation du Programme de l'assistance-emploi pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016; fournir les prévisions pour 2016-2017, concernant :

- g) Nombre de familles monoparentales avec des enfants de moins de 12 ans qui reçoivent une pension alimentaire;
- h) Économies que ces pensions alimentaires représentent pour le régime de la sécurité du revenu.

Exposé et statistiques :

En janvier 2016, 6 205 familles monoparentales prestataires avec au moins un enfant de moins de 12 ans reçoivent une pension alimentaire.

Le total annuel des revenus de pension alimentaire reçus par ces familles monoparentales est estimé, en 2015-2016, à 22,1 M\$ et est calculé en tenant compte d'un montant mensuel moyen de pension alimentaire de 296,38 \$.

Depuis le 1^{er} avril 2011, le montant maximum d'exclusion pour les revenus de pension alimentaire a été bonifié, passant de 100 \$ par famille à 100 \$ par enfant à charge, et ce, peu importe l'âge de l'enfant. Le coût annuel de cette exclusion, uniquement pour les familles monoparentales ayant au moins un enfant de moins de 12 ans qui reçoivent une pension alimentaire, est estimé, en 2015-2016, à 12,7 M\$.

Le Ministère estime donc que la comptabilisation des pensions alimentaires chez les familles monoparentales avec au moins un enfant de moins de 12 ans a généré, en 2015-2016, une réduction de la dépense annuelle d'environ 9,4 M\$ au régime d'aide financière de dernier recours.

SOURCE : Direction des politiques de sécurité du revenu

COLLABORATION : Direction de la statistique, de l'information de gestion et du suivi de la performance – 10 mars 2016

DATE : 2016-03-31

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP62i

Titre :

État de la situation du Programme de l'assistance-emploi en 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016; fournir les prévisions pour 2016-2017 concernant :

- i) Nombre de dossiers en subrogation qui attendent d'être traités par le ministre et évaluation des coûts des paiements rétroactifs qui devront être versés aux prestataires ou aux parents des prestataires, en raison de la contribution parentale.

Exposé et statistiques :

Le Ministère paie la pleine prestation au jeune lorsque ses parents refusent de contribuer ou sont introuvables. Il n'y a donc aucun paiement rétroactif susceptible d'être versé en raison de la contribution parentale.

SOURCE : Direction des politiques de sécurité du revenu

COLLABORATION : Direction des mesures et services aux individus

Direction de la statistique, de l'information de gestion et du suivi de la performance, 9 mars 2016

VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec

DATE : 2016-03-30

1RP62i_03-30_SPASAC.doc

1RP62i_03-30_SPASAC.doc

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP- 62K

Titre :

État de situation du Programme de l'assurance-emploi pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016; fournir les prévisions pour 2016-2017, concernant :

- k) Évolution mensuelle de la répartition des adultes non disponibles à l'emploi selon les critères suivants :
- i. État de santé;
 - ii. État de grossesse;
 - iii. Garde d'enfants d'âge préscolaire ou garde d'enfants handicapés;
 - iv. Critère de 55 ans;
 - v. Partage du logement avec une personne qui requiert des soins constants;
 - vi. Attente de traitement d'une demande d'admission au Programme de soutien financier.

Exposé et statistiques :

Mois et année	MOTIFS POUR CONTRAINTE TEMPORAIRE							
	État de santé	État de grossesse	Enfants à charge	Enfant handicapé	Âge ¹	Attente décision contraintes sévères ²	Prend soin d'une personne ³	Autres ⁴
2015								
Janvier	13 437	1 452	14 495	2 159	38 660	684	1 399	141
Février	13 435	1 475	14 712	2 158	38 343	793	1 404	136
Mars	13 516	1 469	14 914	2 160	37 965	821	1 418	145
Avril	13 756	1 523	15 085	2 169	37 689	911	1 426	142
Mai	13 504	1 536	15 220	2 166	37 335	912	1 430	132
Juin	13 079	1 547	15 287	2 143	36 925	892	1 436	133
Juillet	12 792	1 540	15 402	2 127	36 539	991	1 451	133
Août	12 568	1 447	15 551	2 117	36 144	788	1 477	122
Septembre	12 413	1 399	15 631	2 098	35 784	719	1 491	122
Octobre	12 470	1 393	13 290	2 102	35 300	712	1 518	133
Novembre	12 585	1 352	13 411	2 113	35 031	726	1 518	137
Décembre	12 887	1 377	13 652	2 114	34 812	707	1 512	153
2016								
Janvier	12 873	1 367	13 880	2 111	34 578	540	1 510	160

1. Cette catégorie inclut également les prestataires âgés de 55 à 57 ans qui ont conservé leur contrainte temporaire en raison de l'âge (droit acquis) à la suite des modifications réglementaires survenues en juillet 2013.

2. Attente de traitement d'une demande pour obtenir l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi.

3. Partage du logement avec une personne qui requiert des soins constants.

4. Comprend principalement des adultes qui séjournent dans des maisons d'hébergement pour victime de violence.

SOURCE : Direction de la statistique, de l'information de gestion et du suivi de la performance

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 2016-04-08

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP- 621

Titre :

État de la situation au Programme de l'assurance-emploi pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016; fournir les prévisions pour 2016-2017, concernant :

- 1) Nombre de ménages déclarant des revenus, selon les catégories de barème et le revenu moyen déclaré.

Exposé et statistiques :

Depuis l'entrée en vigueur de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles, le programme de l'assistance-emploi a été remplacé par les programmes d'aide financière de dernier recours.

SELON LE TYPE D'ALLOCATION	REVENUS COMPTABILISABLES ¹	
	Janvier 2016	
	Nombre de ménages	Revenu comptabilisable moyen
Aide sociale		
De base (incluant les hébergés) ²	10 439	220,58 \$
Contraintes temporaires ³	22 260	200,28 \$
Mixte temporaire ⁴	1 167	273,13 \$
Solidarité sociale		
Solidarité sociale (contraintes sévères) ⁵	32 633	413,53 \$
De base hébergé ⁶	290	71,38 \$
TOTAL	66 789	308,36 \$

1. Les revenus comptabilisables sont tous les revenus de travail et les revenus provenant d'autres sources (assurance-emploi, RRQ, CNESS, pensions alimentaires, etc.) ayant un impact sur le montant de la prestation d'aide financière de dernier recours. La partie comptabilisée des revenus déclarés (revenu comptabilisable) est celle qui dépasse les exemptions permises (dans le cas des revenus de travail, des pensions alimentaires et des allocations d'aide à l'emploi), diminuant d'autant le montant de l'aide financière accordée.
2. Montant de base applicable à l'adulte seul ou au couple ne présentant aucune contrainte à l'emploi (incluant les hébergés au Programme d'aide sociale).
3. Allocation versée à un adulte seul présentant une contrainte temporaire à l'emploi. Dans le cas de ménages avec deux adultes, seulement un des adultes présente une contrainte temporaire, l'autre adulte étant sans contraintes à l'emploi.
4. Allocation versée à un ménage composé de deux adultes lorsque les deux adultes présentent des contraintes temporaires à l'emploi.
5. Allocation versée à un adulte seul ou au couple prestataire du Programme de solidarité sociale.
6. Montant de base applicable à l'adulte hébergé admis dans un centre d'hébergement, d'accueil, hospitalier ou de réadaptation, de même qu'à un ex-détenu logé dans un établissement reconnu en vue de sa réinsertion sociale, prestataire du Programme de solidarité sociale.

SOURCE : Direction de la statistique, de l'information de gestion et du suivi de la performance, 11 mars 2016

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 2016-03-30

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-62m

Titre :

État de situation du Programme de l'assurance-emploi pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016; fournir les prévisions pour 2016-2017, concernant :

m) Nombre de ménages déclarant des biens, selon le genre de biens et la valeur moyenne des biens déclarés.

Exposé et statistiques :

TYPES DE BIENS	BIENS DÉCLARÉS ¹	
	Janvier 2016	
	Nombre de ménages	Valeur moyenne
Avoir liquide	216 924	778,84 \$
Biens mobiliers	81 970	2 388,20 \$
Biens immobiliers	12 836	83 735,50 \$
Biens immobiliers pour travailleurs autonomes	1 206	7 175,80 \$
Dette hypothécaire	5 441	47 559,00 \$
Autres ²	11 272	28 241,20 \$

1. Les prestataires détenteurs d'un ou de plusieurs biens sont dénombrés lorsque la valeur des biens est supérieure à 1 \$.
2. Comprend les bénéfices payables au décès (incluant l'assurance-vie payable à la succession), les subventions ou emprunts pour réparations de la résidence ou pour le démarrage d'une entreprise, les indemnités versées pour sinistre ou expropriation, le capital provenant de la vente d'une résidence, la valeur résiduelle des biens et avoirs liquides cédés, les sommes dont l'enfant est propriétaire, etc.

SOURCE : Direction de la statistique, de l'information de gestion et du suivi de la performance

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 10 mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-62n

Titre :

État de la situation du Programme de l'assurance-emploi pour les années 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016; fournir les prévisions pour 2016-2017, concernant :

n) Nombre de ménages qui ont reçu des prestations en trop, en indiquant le montant moyen du trop-perçu et la raison de celui-ci, y compris l'erreur administrative et l'aide conditionnelle.

Exposé et statistiques :

Prestations versées en trop :

L'aide de dernier recours (anciennement l'assistance-emploi) doit être remboursée lorsqu'elle a été accordée en trop ou lorsqu'elle a été versée en attente de la réalisation d'un droit (aide conditionnelle) et que ce droit a été réalisé.

La provenance des réclamations nettes pour l'exercice financier 2015-2016 (1^{er} avril 2015 au 29 février 2016) se détaille comme suit :

	2015-2016 (11 mois)		
	Nombre	Montant en M\$	Montant moyen
Réclamations incluses dans les résultats d'Emploi-Québec pour le volet des services de solidarité sociale			
Réclamations à la suite d'aide reçue sans droit ¹	71 065	37,9	533 \$
Réclamations à la suite d'une fausse déclaration ²	14 596	75,0	5 138 \$
Sous-total	85661	112,9	1 318 \$
Réclamations à l'aide conditionnelle ³	15 619	25,3	1 618 \$
Montant total brut des réclamations	101 280	138,2	1 364 \$
Moins: Notes de crédits		17,5	
Montant total net des réclamations⁴		120,7	

(1) Lorsque le prestataire reçoit un montant auquel il n'a pas droit sans toutefois avoir eu l'intention de divulguer de faux renseignements ou de remettre de faux documents. Exemple : changement dans la situation familiale déclaré un mois après l'évènement.

(2) Lorsque le prestataire omet de divulguer des renseignements, transmet de faux renseignements, remet de faux documents ou déclare des propos trompeurs et inexacts dans le but d'obtenir des sommes auxquelles il n'a pas droit. Exemple : revenus de travail non déclarés.

(3) Aide conditionnelle : aide versée en attente de la réalisation d'un droit.

(4) Exclut les réclamations à la suite des paiements du soutien au enfant (PSAE).

SOURCE : Direction générale des opérations territoriales
Direction des enquêtes et de la conformité

VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec

DATE : 16 mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP62o Nombre de révisions et d'appels, selon le motif et la décision

Titre :

État de situation du Programme de l'assistance-emploi pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016; fournir les prévisions pour 2016-2017, concernant :

o) Nombre de révisions et d'appels, selon le motif et la décision.

Exposé et statistiques :

Période de référence : du 1^{er} avril 2015 au 29 février 2016

Motifs	Motifs contestés en révision	
	Nombre total	Nombre de motifs accueillis
Allocations et ajustements	635	64
Revenus, gains et avantages	11 949	919
Statut	8 370	487
Obligations du prestataire ou du ministre	961	161
Avoirs liquides	2 170	175
Prestations spéciales	1 004	99
Versement de l'aide	70	3
Biens	1 125	175
Solidarité de la dette	308	35
Garant défaillant	232	8
Prestations de base	347	16
Contribution parentale	331	28
Mesures et programmes d'employabilité (réclamations seulement)	255	35
Mesures et programmes spécifiques (réclamations seulement)	0	0
Modalités de recouvrement (après délivrance du certificat de recouvrement)	224	2
Mois de la demande (Particularités)	524	50
Motifs sans droit de contestation	273	1
Révision médicale	2 658	1 036

	Décisions rendues ou entérinées par le Tribunal administratif du Québec (TAQ)*
Règlement hors cours	1 185
Recours rejetés	456
Recours accueillis	186
Désistements	420
Acquiescements du Ministère	165
Recours irrecevables	90

** Les décisions rendues ou entérinées par le Tribunal administratif du Québec (TAQ) excluent celles relatives à l'assurance parentale.

SOURCE : Direction générale du recouvrement, de la révision et des recours administratifs (DGRRA)
DATE : 21 mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-62p

Titre :

État de la situation du Programme de l'assurance-emploi pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2017; fournir les prévisions pour 2016-2017 concernant :

p) Nombre de personnes qui ont demandé de l'aide en raison d'un dénuement total, en spécifiant le motif de la demande, le montant moyen de l'aide accordée et le motif de la décision;

Exposé et statistiques :

Données générales pour 2015-2016 (du 1^{er} avril 2015 au 29 février 2016)

Le nombre total de demandes reçues a été de 1 088 De ce nombre, il y eu :

- 910 demandes acceptées;
- 175 demandes refusées;
- 3 désistements.

L'aide totale accordée fut de 3 032 365 \$, répartie en aide remboursable et en aide gratuite :

- Aide remboursable : 577 653 \$
- Aide gratuite : 2 454 712 \$.

Le montant moyen d'aide versée s'établit à lui à 3 332 \$.

Faits saillants pour 2015-2016

Motifs invoqués pour l'obtention de prestations en vertu du pouvoir discrétionnaire	Nombre de demandes acceptées	Montant par catégorie (\$)	Répartition par catégorie (%)*	Montant moyen accordé (\$)
Bien ou avoir liquide cédé	46	196 410	6,48	4 270
Composition familiale	5	6 845	0,23	1 369
Contribution parentale	0	0	0,00	0
Excédent de biens	615	2 219 500	73,18	3609
Grève ou lock-out	0	0	0,00	0
Personne tenue de loger	84	108 870	3,59	1 296
Perte d'argent	7	4 722	0,16	675
Prestation spéciale	55	62 195	2,05	1 131
Prestation spéciale désintoxication	28	64 686	2,13	2 310
Prévenu tenu de loger	10	11 430	0,38	1 143
Revenu (incluant : antériorité du déficit, saisie, etc.)	7	6 865	0,23	981
Sans statut légal	40	327 224	10,79	8 181
Travailleur autonome	13	23 619	0,78	1 817
TOTAL	910	3 032 365	100,00 %	3 332

* Pourcentage du montant total accordé.

Les personnes seules ou les familles aidées en vertu du pouvoir discrétionnaire sont inadmissibles selon les règles régulières d'attribution d'une aide financière de dernier recours.

SOURCE : Direction des mesures et des services aux individus

COLLABORATION : Direction de la statistique, de l'information de gestion et du suivi de la performance

VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec

DATE : 7 avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-62Q

Titre :

État de situation du Programme de l'assurance-emploi pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016; fournir les prévisions pour 2016-2017, concernant :

q) Nombre de personnes ayant bénéficié d'une aide complémentaire à l'assurance-emploi.

Exposé et statistiques :

Le tableau qui suit présente le nombre de personnes prestataires de l'aide financière de dernier recours disposant d'un revenu complémentaire de l'assurance-emploi.

COMPOSITION FAMILIALE	REVENUS D'ASSURANCE-EMPLOI ¹
	Janvier 2016
	Nombre d'adultes
Personnes seules	656
Couples sans enfants	85
Familles monoparentales	88
Couples avec enfants	77
Conjoints d'étudiants	-
TOTAL	906

1. Correspond à tout montant déclaré supérieur à 2 \$.

SOURCE : Direction de la statistique, de l'information de gestion et du suivi de la performance – 11 mars 2016

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 2016-03-31

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-62r

Titre :

État de la situation du Programme d'assistance-emploi pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016; fournir les prévisions pour 2016-2017, concernant :

- r) Ventilation détaillée des impacts, pour le Québec, des bonifications annoncées à l'assurance-emploi sur le Régime de sécurité du revenu.

Exposé et statistiques :

Depuis le 1^{er} janvier 2007, deux nouveaux programmes d'aide financière de dernier recours, soit le Programme d'aide sociale et le Programme de solidarité sociale, remplacent le Programme d'assistance-emploi.

Le budget fédéral du 22 mars 2016 propose des modifications au régime d'assurance-emploi. Un projet de loi modifiant la *Loi sur l'assurance-emploi* sera nécessaire pour mettre en place ces modifications. Aucun impact sur le Régime de sécurité du revenu n'est constaté en 2015-2016.

SOURCE : Direction des politiques d'emploi, des relations intergouvernementales et de la veille
COLLABORATION : Direction des politiques de sécurité du revenu
VALIDATION : Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire
DATE : 11 avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP – 62s

Titre :

État de la situation du Programme de l'assistance-emploi, pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016; fournir les prévisions pour 2016-2017 concernant :

s) Liste et coûts des besoins spéciaux, y compris l'assurance médicaments, pour 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016; fournir les prévisions pour 2016-2017.

Exposé et statistiques :

À noter : l'assurance médicaments ne fait plus partie des besoins spéciaux financés par l'aide financière de dernier recours. Elle relève du ministère de la Santé et des Services sociaux.

Coût des prestations spéciales (en 000 \$)

**2015-2016
(dépenses estimées)**

I. Prestations spéciales pour préserver la santé

A. Préparations lactées	900,0
B. Biens et services administrés par le MTESS	
- Lunettes et lentilles	3 296,2
- Chaussures orthopédiques et orthèses plantaires	447,7
- Prothèses, orthèses et accessoires prescrits	11 860,0
- Suppléments (suppléments mensuels pour diabète, hémodialyse, grossesse, allaitement, paraplégie et stomie temporaire)	7 281,5
- Transports pour fins médicales	50 902,0
- Autres	696,0
Sous-total B	74 483,4
Sous-total de la partie I	75 383,4

II. Prestations spéciales relatives à la compensation de certaines pertes ou en considération de situations particulières

- Rechercher ou postuler un emploi ou retourner dans son milieu d'origine	0,3
- Enfant à charge fréquentant l'école	5 510,0
- Frais funéraires	1 046,0
- Compenser les pertes lors d'un incendie ou d'un sinistre	378,2
- Compenser les effets d'une séparation	7,1
- Loyer pour une personne seule hébergée	1 329,0
Sous-total de la partie II	8 270,6

III. Prestations spéciales versées par amendement **1 513,6**

Sous-total de la partie III **1 513,6**

TOTAL **85 167,6**

SOURCE :

Direction des politiques de sécurité du revenu

COLLABORATION :

Direction de la statistique, de l'information de gestion et du suivi de la performance – Validation le 9 mars 2016

Direction du budget

DATE :

2016-03-31

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-62T

Titre :

État de situation du Programme de l'assurance-emploi pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016; fournir les prévisions pour 2016-2017, concernant :

- t) Nombre de prestataires référés aux mesures actives d'Emploi-Québec ainsi que le délai de référence.

Exposé et statistiques :

Emploi-Québec a pour mission de contribuer à développer l'emploi et la main-d'oeuvre ainsi qu'à lutter contre le chômage, l'exclusion sociale et la pauvreté dans une perspective de développement économique et social. De plus, depuis avril 2006, elle gère de façon unifiée les services publics d'emploi et les services de solidarité sociale. Par conséquent, la référence n'est plus requise.

SOURCE : Direction de la statistique, de l'information de gestion et du suivi de la performance – 11 mars 2016

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 2016-03-31

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-62u

Titre :

État de la situation du Programme de l'assistance-emploi pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016; fournir les prévisions pour 2016-2017, concernant :

- u) Nombre de prestataires admissibles à une rente d'invalidité de la Régie des rentes du Québec et l'économie générée en 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et en 2015-2016; fournir les prévisions pour 2016-2017.

Exposé et statistiques :

En janvier 2016, 12 148 ménages prestataires ont reçu une rente d'invalidité de la RRQ, dont le montant moyen est établi à environ 700 \$ par mois. L'impact annuel généré par la comptabilisation de ce revenu est estimé à 102,0 M\$ en 2015-2016.

SOURCE : Direction des politiques de sécurité du revenu

COLLABORATION : Direction de la statistique, de l'information de gestion et du suivi de la performance- 8 mars 2016

VALIDATION: Direction de la statistique, de l'information de gestion et du suivi de la performance

DATE : 2016-03-30

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-62v

Titre :

État de la situation du Programme de l'assistance-emploi pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016; fournir les prévisions pour 2016-2017, concernant :

- v) Nombre de prestataires admissibles à une rente de préretraite et l'économie générée en 2013-2014, 2014-2015 et en 2015-2016; fournir les prévisions pour 2016-2017;

Exposé et statistiques :

- ◆ En janvier 2016, 32 983 ménages prestataires ont reçu une rente de retraite de la Régie des rentes du Québec, dont le montant moyen est établi à environ 153 \$ par mois.
- ◆ On estime l'impact de cette mesure à 60,6 M\$ en 2015-2016.

SOURCE : Direction des politiques de sécurité du revenu

COLLABORATION : Direction de la statistique, de l'information de gestion et du suivi de la performance

VALIDATION: Direction de la statistique, de l'information de gestion et du suivi de la performance

DATE : 2016-03-30

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-62w

Titre :

État de la situation du Programme de l'assistance-emploi pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016; fournir les prévisions pour 2016-2017, concernant :

- w) Bilan du budget et des dépenses pour le programme Allocation-logement et nombre de ménages qui en ont bénéficié pour les années 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016; fournir les prévisions pour 2016-2017.

Exposé et statistiques :

Le programme Allocation-logement est sous la responsabilité de la Société d'habitation du Québec.

SOURCE : Direction de la statistique, de l'information de gestion et du suivi de la performance

DATE : 2016-03-30

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-63

Titre :

Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi pour, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016; fournir les prévisions pour 2016-2017.

Exposé et statistiques :

Du 1^{er} avril 2015 au 29 février 2016, le Service de l'évaluation médicale et socioprofessionnelle a reçu 12 079 demandes de reconnaissance de contraintes sévères à l'emploi.

SOURCE : Direction générale des opérations territoriales
Direction des enquêtes et de la conformité
VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE : 2016-03-30

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-64

Titre :

Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, mais dont la demande a été refusée, pour 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016; fournir les prévisions pour 2016-2017.

Exposé et statistiques :

Du 1^{er} avril 2015 au 29 février 2016, le Service de l'évaluation médicale et socioprofessionnelle a traité 12 684 demandes de reconnaissance de contraintes sévères à l'emploi et 6 677 ont été refusées, soit 52,6 %.

SOURCE :

Direction de la conformité et de l'évaluation médicale

VALIDATION:

Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec

DATE :

2016-04-06

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-65

Titre :

Délai d'attente pour l'évaluation au bureau médical pour se faire reconnaître contrainte sévère à l'emploi.

Exposé et statistiques :

- Le délai moyen du 1^{er} avril 2015 au 31 janvier 2016 était de 30 jours pour rendre une décision pour la reconnaissance d'une contrainte sévère à l'emploi. Toutefois, depuis le 1^{er} février 2016, ce délai est de 17 jours.
- Le délai pour rendre une décision concernant les demandes « urgentes » en provenance de l'attribution initiale est de 24 heures.

SOURCE : Direction des enquêtes et de la conformité
VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE : 7 avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-66

Titre :

Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, dont la demande a été refusée, mais qui ont ensuite gagné en appel pour 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016.

Exposé et statistiques :

2015-2016

Du 1^{er} avril 2015 au 29 février 2016, 63 personnes ont vu leur contrainte sévère être reconnue par le Tribunal administratif du Québec après que leur demande ait été refusée tant par le Ministère qu'en révision.

SOURCE : Direction générale du recouvrement, de la révision et des recours administratifs (DGRARRA)

COLLABORATION : Tribunal administratif du Québec (TAQ)

VALIDATION :

DATE : 21 mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION

RP67

Titre :

Concernant le programme Prime au travail, préciser la définition des concepts « revenu d'emploi » et « lien d'emploi ». Fournir la ventilation détaillée des montants accordés par région, pour 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016, en plus des prévisions pour 2016-2017, et ce, pour les groupes suivants :

- a. Personne vivant seule
- b. Couple
- c. Famille monoparentale
- d. Famille biparentale

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le ministère des Finances répondra à cette question.

SOURCE : Direction des politiques de sécurité du revenu

DATE : 8 mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP- 68

Titre :

Pour 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2016-2017 :

- Combien de prestataires ont quitté le Québec plus de 15 jours dans un mois de calendrier?
- Combien de prestataires louent un appartement incluant deux chambres et combien incluant trois chambres?
- Combien de prestataires ont déclaré des revenus de travail et quelles sommes ont été récupérées par le MTESS à la suite de ces revenus de travail?
- Combien de prestataires sans contrainte à l'emploi ont déclaré posséder une maison qui avait une valeur nette de 140 000\$?
- Combien de prestataires avec contraintes sévères à l'emploi ont déclaré posséder une maison qui avait une valeur nette de 203 000\$?
- Combien de prestataires sans logement ont fréquenté un centre de désintoxication?
- Combien de prestataires avec logement ont fréquenté un centre de désintoxication?
- Combien de jeunes ont bénéficié du programme Alternative jeunesse?
- Combien de jeunes de moins de 25 ans ont fait une demande d'aide sociale?

Exposé et statistiques :

Combien de prestataires ont quitté le Québec plus de 15 jours dans un mois de calendrier?

Cette donnée n'est pas disponible.

Combien de prestataires louent un appartement incluant deux chambres et combien incluant trois chambres?

	Nombre de chambres louées	
	2 chambres	3 chambres
	Nombre de ménages	Nombre de ménages
janvier 2016	2 591	241

Combien de prestataires ont déclaré des revenus de travail et quelles sommes ont été récupérées par le MTESS à la suite de ces revenus de travail?

	Ménages avec revenu de travail			
	Avec réduction d'aide		Sans réduction d'aide	Total
	Nombre de ménages	Montant comptabilisable total	Nombre de ménages	Nombre de ménages
janvier 2016	6 260	1 912 618 \$	12 445	18 705

Combien de prestataires sans contraintes à l'emploi ont déclaré posséder une maison qui avait une valeur nette de 140 000 \$?

	Prestataires sans contraintes ayant une valeur nette de résidence de 140 000 \$
janvier 2016	2

Combien de prestataires avec contraintes sévères à l'emploi ont déclaré posséder une maison qui avait une valeur nette de 203 000 \$?

	Prestataires avec contraintes sévères ayant une valeur nette de résidence de 203 000 \$
janvier 2016	2

Combien de prestataires sans logement ont fréquenté un centre de désintoxication?

	Prestataires sans logement ¹ recevant une prestation spéciale pour frais de séjour pour des services en toxicomanie
janvier 2016	28

1. Désigne les personnes temporairement sans adresse, c'est-à-dire qui n'ont pas d'adresse fixe ou stable ou qui n'ont pas l'assurance d'un hébergement stable pour les 60 prochains jours.

Combien de prestataires avec logement ont fréquenté un centre de désintoxication?

	Prestataires avec logement ¹ recevant une prestation spéciale pour frais de séjour pour des services en toxicomanie
janvier 2016	1 360

1. Désigne les personnes qui ont une adresse fixe ou stable ou qui ont l'assurance d'un hébergement stable pour les 60 prochains jours.

Combien de jeunes ont bénéficié du programme Alternative jeunesse?

	Nombre d'adultes participant au Programme alternative jeunesse avec allocation jeunesse
janvier 2016	424

Combien de jeunes de moins de 25 ans ont fait une demande d'aide sociale?

	Nombre d'adultes âgés de moins de 25 ans qui ont fait une demande d'aide financière de dernier recours
janvier 2016	2 453

SOURCE : Direction de la statistique, de l'information de gestion et du suivi de la performance, 14 mars 2016

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 2016-03-31

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP- 69

Titre :

Copie de toutes les études d'impacts réalisées pour chacune des mesures annoncées le 28 janvier 2015 dans le cadre de la Réforme de l'aide sociale.

Exposé et statistiques :

Le Ministère a réalisé et rendu publique sur son site Internet « L'impact des six mesures réglementaires ».

http://www.mess.gouv.qc.ca/publications/pdf/GD_Impacts_6mesures_reglementaires2015.pdf

SOURCE : Direction des politiques de sécurité du revenu

COLLABORATION :

VALIDATION: N/A

DATE : Le 16 mars 2016

Informations complémentaires à la fiche RP- 69

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-69 - Annexe

RÈGLEMENT SUR L'AIDE AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES ANALYSE D'IMPACT DES SIX MESURES RÉGLEMENTAIRES

1. **Rendre inadmissible l'adulte qui s'absente du Québec pour une période supérieure à quinze jours dans un même mois.**

Entrée en vigueur :

- 1^{er} mai 2015.

Impacts de la mesure sur les ménages visés :

- La mesure rendrait inadmissible à une aide financière de dernier recours un adulte qui séjournerait à l'extérieur du Québec pendant une période supérieure à quinze jours de calendrier au cours d'un même mois. Les personnes pourront toutefois présenter une demande à leur retour et se prévaloir d'une aide financière selon les règles applicables.
- Les exceptions qui permettent à une personne prestataire d'être considérée comme résidente du Québec, même si elle doit s'y absenter temporairement, seront maintenues, notamment pour des raisons de santé ou pour exécuter un travail rémunéré.

Nombre de ménages visés :

- On estime que cette mesure pourrait viser environ 460 personnes par année.

Impact financier :

- Cette mesure pourrait réduire les coûts annuels des programmes d'aide financière de dernier recours de 1,8 M\$.

2. **Comptabiliser en totalité les revenus de travail lorsque ceux-ci n'ont pas été déclarés avec diligence au Ministère. Actuellement, lorsqu'il a été établi que des revenus de travail n'ont pas été déclarés au Ministère, le montant de la réclamation est calculé en déduisant les exemptions pour ce type de revenus.**

Entrée en vigueur :

- 1^{er} mai 2015.

Impacts de la mesure sur les ménages visés :

- Le montant réclamé au prestataire qui a fait une fausse déclaration augmentera. En conséquence, la période de remboursement se voit allongée.
- Une telle mesure encourage non seulement la déclaration diligente des revenus de travail, mais permet une meilleure équité entre les prestataires qui ont des revenus de travail.
- Depuis le 1^{er} octobre 2005, la portion de l'aide pouvant être retenue en remboursement de sommes dues au Ministère ne peut réduire de plus de 50 % la prestation accordée dans le cadre des programmes d'aide financière de dernier recours.
- Les ménages qui risqueraient de se retrouver en situation de dénuement pourraient bénéficier du pouvoir discrétionnaire du ministre et, ainsi, voir suspendre en tout ou en partie le recouvrement d'un montant dû ou se voir accorder une remise de dette.

Nombre de ménages visés :

- On estime que près de 5 000 prestataires, en 2013-2014, n'ont pas déclaré avec diligence des revenus de travail.

Impact financier :

- Réduction des coûts annuels des programmes d'aide financière de dernier recours estimée à 1 M\$.

3. **Hausser l'exclusion pour la valeur nette de la résidence de 90 000 \$ à 142 100 \$ au Programme d'aide sociale et de 130 000 \$ à 203 000 \$ au Programme de solidarité sociale**

Entrée en vigueur :

- 1^{er} juillet 2015.

Impacts de la mesure sur les ménages visés :

- La valeur nette d'une maison sera de nouveau prise en compte dans l'établissement de l'admissibilité à une aide financière de dernier recours. Elle l'était jusqu'en 2007.
- C'est la valeur comptabilisable excédant l'exclusion qui sera prise en compte pour déterminer la prestation.

- Les ménages qui ne seraient pas admissibles à une prestation pour le mois où une demande est formulée ou qui risqueraient de se retrouver en situation de dénuement pourront, sur demande, recevoir une aide financière remboursable leur permettant de couvrir temporairement leurs besoins de subsistance.
- Il est prévu que les montants d'exclusion soient réajustés le 1^{er} juillet de chaque année.
- Afin de permettre aux ménages pouvant être touchés par cette mesure d'évaluer l'impact de celle-ci sur leur situation et d'agir en connaissance de cause, il est prévu que la date d'entrée en vigueur de ces modifications soit le 1^{er} juillet 2015.

Nombre de ménages visés :

- En février 2014, on comptait 12 478 ménages propriétaires à l'aide financière de dernier recours. On estime que 431 ménages prestataires propriétaires pourraient être visés par la mesure.

Impact financier

- Réduction des coûts annuels des programmes d'aide financière de dernier recours estimée à 2,2 M\$.

4. Comptabiliser les revenus de location de chambres des ménages prestataires qui offrent deux chambres ou plus en location, plutôt que trois et plus comme présentement. D'autre part, le montant mensuel comptabilisé par personne sera haussé de 85 \$ à 125 \$.

Entrée en vigueur :

- 1^{er} juillet 2015.

Impacts de la mesure sur les ménages visés :

- Pour tenir compte des besoins des personnes et des familles qui sont potentiellement plus vulnérables, le revenu de chambres ou de pensions ne sera pas comptabilisé lorsque la cohabitation est nécessaire afin de recevoir ou de procurer des soins constants pour raison de santé.
- L'exclusion des revenus provenant de la location d'une chambre à un parent prestataire (ascendant, descendant, frère ou sœur) est maintenue.
- Afin de ne pas décourager l'entraide, le revenu d'une chambre est exclu.
- En fonction des nouvelles règles de comptabilisation, les prestataires qui louent trois chambres et plus ont maintenant un avantage financier puisqu'ils ne bénéficiaient pas de l'exemption d'une chambre.
- Le revenu comptabilisable ne représente qu'une part du revenu estimé de location.
- Les prestataires occupants pourraient, en cosignant le bail, devenir colocataires sans impact sur leur prestation. D'ailleurs, l'entrée en vigueur de la mesure a été établie au 1^{er} juillet 2015, afin de laisser le temps aux prestataires concernés par cette mesure de faire modifier leur bail.

Nombre de ménages visés :

- En novembre 2014, près de 7 000 ménages prestataires offraient deux chambres et plus en location. Près de 4 200 ménages pourraient être visés par la mesure.

Impact financier :

- Réduction des coûts annuels des programmes d'aide financière de dernier recours estimée à 5,4 M\$.

5. Remplacer la prestation de base et, le cas échéant, l'allocation pour contraintes temporaires, par l'allocation pour dépenses personnelles de 200 \$ par mois au bénéfice de l'adulte qui bénéficie de la prestation spéciale accordée afin de payer les frais de séjour dans un centre offrant des services en toxicomanie

Entrée en vigueur :

- 1^{er} mai 2015

Impacts de la mesure sur les ménages visés :

- Cette mesure aura un impact sur le revenu disponible des personnes concernées.
- Afin de s'assurer que les personnes qui effectuent un séjour pour des services en toxicomanie ne perdent pas leur logement en raison d'un revenu insuffisant, elles seront désormais admissibles à la prestation spéciale « Loyer pour personne hébergée » qui pourra atteindre 416 \$ par mois. Celle-ci est établie en fonction du coût réel du logement du prestataire.
- Les prestataires pourraient recevoir jusqu'à 616 \$ par mois, ce qui équivaut à la prestation de base.
- La mesure pourrait avoir un effet sur la décision de débiter ou non un séjour dans un centre pour mettre fin à une problématique de toxicomanie.

Nombre de ménages visés :

- En 2013-2014, 6 479 adultes ont bénéficié de la prestation spéciale accordée afin de payer les frais de séjours dans un centre offrant des services en toxicomanie.

Impact financier

- Réduction des coûts annuels des programmes d'aide financière de dernier recours estimée à 6,1 M\$.

6. **Exclure, pour une période de 90 jours dans le cas des sommes reçues pour des biens meubles essentiels et de deux ans pour les sommes reçues pour les biens immobiliers, les indemnités versées dans le cadre d'un programme d'aide financière général ou spécifique par le ministère de la Sécurité publique (MSP)**

Entrée en vigueur :

- 1^{er} mai 2015

Impacts de la mesure sur les ménages visés :

- Cet ajout au Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles permettait aux prestataires de l'aide financière de dernier recours qui subissent un sinistre de bénéficier de l'aide gouvernementale qui leur est versée, sans pour autant voir leur prestation être diminuée.

Nombre de ménages visés :

- On estime que ces nouvelles exclusions pourraient bénéficier à environ 50 prestataires par année.

Impact financier

- N/D

Il est impossible d'estimer les montants d'aide financière qui seront accordés par le ministère de la Sécurité publique dans le cadre d'un programme d'aide financière général ou spécifique puisqu'ils sont accordés à la suite d'évènements imprévisibles.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP- 70

Titre :

Dans le cadre de la Réforme de l'aide sociale, pour chacune des mesures annoncées le 28 janvier 2015, quelle est l'économie réalisée pour 2015-2016 et prévision 2016-2016 par le Ministère, et ce, par mesure?

Exposé et statistiques :

Les impacts financiers sont présentés sur le site Web ministériel à l'adresse suivante :

<http://www.mess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/aide.asp>

SOURCE : Direction des politiques de sécurité du revenu

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction du Budget

DATE : 21 mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-71

Titre :

Copie des études, notes, rapports, états de situation et analyses concernant la situation financière du Fonds d'assurance parentale ainsi que des divers scénarios visant à combler son déficit (s'il y a lieu).

Exposé et statistiques :

Question non pertinente à l'étude des crédits budgétaires puisque le Régime québécois d'assurance parentale (RQAP) et le Conseil de gestion de l'assurance parentale (CGAP) sont financés par un fonds extrabudgétaire (FAP).

SOURCE : Conseil de gestion de l'assurance parentale
VALIDATION: Conseil de gestion de l'assurance parentale
DATE : 2016-03-30

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-72

Titre :

Nombre de personnes admissibles au Régime d'assurance parentale du Québec pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016; fournir les prévisions pour 2016-2017.

Exposé et statistiques :

Question non pertinente à l'étude des crédits, puisque le Régime québécois d'assurance parentale (RQAP) et le Conseil de gestion de l'assurance parentale (CGAP) sont financés par un fonds extrabudgétaire (FAP).

SOURCE :

Conseil de gestion de l'assurance parentale

VALIDATION:

Conseil de gestion de l'assurance parentale

DATE :

2016-03-30

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-73

Titre :

Nombre de prestataires servis, d'événements et de prestations totales versées, selon les régions administratives du Québec pour 2014-2015 et 2015-2016, en fonction des données disponibles.

Exposé et statistiques :

Question non pertinente à l'étude des crédits budgétaires puisque le Régime québécois d'assurance parentale (RQAP) et le Conseil de gestion de l'assurance parentale (CGAP) sont financés par un fonds extrabudgétaire (FAP).

SOURCE : Conseil de gestion de l'assurance parentale
VALIDATION: Conseil de gestion de l'assurance parentale
DATE : 2016-03-30

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-74

Titre :

Nombre de femmes, au total et ventilé par région, ayant bénéficié du congé parental pour 2015-2016 et pour les trois années précédentes.

Exposé et statistiques :

Question non pertinente à l'étude des crédits budgétaires puisque le Régime québécois d'assurance parentale (RQAP) et le Conseil de gestion de l'assurance parentale (CGAP) sont financés par un fonds extrabudgétaire (FAP).

SOURCE : Conseil de gestion de l'assurance parentale
VALIDATION: Conseil de gestion de l'assurance parentale
DATE : 2016-03-30

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-75

Titre :

Nombre d'homme, au total et ventilé par région, ayant bénéficié du congé parental pour 2015-2016 et pour les trois années précédentes.

Exposé et statistiques :

Question non pertinente à l'étude des crédits budgétaires puisque le Régime québécois d'assurance parentale (RQAP) et le Conseil de gestion de l'assurance parentale (CGAP) sont financés par un fonds extrabudgétaire (FAP).

SOURCE : Conseil de gestion de l'assurance parentale
VALIDATION: Conseil de gestion de l'assurance parentale
DATE : 2016-03-30

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-76

Titre :

Nombre de demandes de révision effectuées en 2014-2015 et en 2015-2016. De ce nombre, combien ont été confirmées et renversées?

Exposé et statistiques :

La question n'est pas pertinente à l'étude des crédits puisque le Régime québécois d'assurance parentale est financé par un fonds extrabudgétaire.

SOURCE : Direction générale du RQAP
COLLABORATION : Conseil de gestion de l'assurance parentale
VALIDATION: Patrick Grenier, sous-ministre adjoint au développement des services aux citoyens et à la gouvernance
DATE : 2016-03-30

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-77

Titre :

Régime québécois d'assurance parentale - Sommes versées en trop pour les années 2014-2015 et 2015-2016.

Exposé et statistiques :

La question n'est pas pertinente à l'étude des crédits, puisque le Régime québécois d'assurance parentale est financé par un fonds extrabudgétaire.

SOURCE : Direction générale du RQAP
COLLABORATION : Conseil de gestion de l'assurance parentale
VALIDATION: Patrick Grenier, sous-ministre adjoint au développement des services
aux citoyens et à la gouvernance
DATE : 2016-03-30

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-78

Titre :

Copie des documents, notes, rapports concernant la diminution des prestations et de la durée du congé parental.

Exposé et statistiques :

Question non pertinente à l'étude des crédits budgétaires puisque le Régime québécois d'assurance parentale (RQAP) et le Conseil de gestion de l'assurance parentale (CGAP) sont financés par un fonds extrabudgétaire (FAP).

SOURCE : Conseil de gestion de l'assurance parentale
VALIDATION: Conseil de gestion de l'assurance parentale
DATE : 2016-03-30

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-79

Titre :

Pour chacun des programmes, préciser :

- a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun, pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016; fournir les prévisions pour 2016-2017;
- b. politique et critères d'attribution des subventions;
- c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

Exposé et statistiques :

A et C : Voir les tableaux en annexe.

B : Politique et critères d'attribution des subventions

Les renseignements ci-dessous sont tirés des cadres normatifs des différents programmes.

Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole

Le Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole permet de soutenir des organismes et des regroupements d'organismes. Administré par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS), il comporte les trois volets suivants :

- Promotion des droits;
- Organismes multisectoriels confiés au SACAIS;
- Recherches et études en lien avec la mise en œuvre de la politique gouvernementale.

Promotion des droits

Le volet Promotion des droits vise à soutenir, par l'entremise du SACAIS, les organismes et les regroupements d'organismes dont la mission unique ou principale est la défense collective des droits.

Les demandes présentées par les organismes seront analysées en utilisant la grille d'analyse adoptée par le SACAIS en fonction des paramètres suivants :

- le rayonnement dans la communauté et les activités accomplies en défense collective des droits;
- le réalisme des prévisions budgétaires présentées;
- l'actif net non affecté, selon les derniers états financiers, n'étant pas supérieur à 50 % des dépenses totales de l'organisme;
- la saine gestion financière de l'organisme, par exemple : absence d'un déficit et de jugements rendus contre l'organisme;
- les disponibilités financières du Fonds d'aide à l'action communautaire autonome (FAACA).

Afin de moduler la hauteur du soutien financier accordé aux organismes admissibles, certains critères d'appréciation seront considérés, notamment :

- l'étendue du territoire couvert, la densité démographique et l'éloignement des centres décisionnels;
- l'équité entre les organismes comparables;
- les démarches faites pour assurer la diversité des contributions financières, les prêts de personnel ainsi que les prêts de ressources matérielles et techniques;

- la présence d'autres organismes ou regroupements d'organismes ayant la même mission et offrant les mêmes activités auprès des mêmes personnes visées.

Organismes multisectoriels confiés au SACAIS

Les objectifs sont de :

- soutenir les organismes d'action communautaire et les regroupements d'organismes présentement financés et sans port d'attache dans l'appareil gouvernemental, et cela, lorsque c'est possible, de manière transitoire jusqu'à ce qu'un ministère ou un organisme gouvernemental en assume la responsabilité;
- soutenir les regroupements nationaux ayant reçu un mandat formel d'interlocuteurs privilégiés auprès du ministre responsable des orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole;
- soutenir les organismes communautaires relevant des ministères et organismes gouvernementaux dans le cadre d'une entente administrative spécifique;
- confier la gestion à un regroupement national ayant reçu un mandat formel d'interlocuteur privilégié auprès du ministre responsable des orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole, par entente de services, de mesures visant à structurer son secteur d'activité.

En plus de satisfaire les critères d'admissibilité visant les organismes communautaires, pour être admissible à ce volet, il faut soit :

- avoir déjà conclu une entente triennale en appui à la mission globale ou une entente de service avec le SACAIS ou être référé par un ministère ou un organisme gouvernemental à la suite d'une opération de transfert et de concentration du soutien financier en appui à la mission globale;
- être un regroupement national ayant reçu un mandat formel d'interlocuteur privilégié auprès du ministre responsable des orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole;
- être déjà soutenu financièrement et être référé par un ministère ou un organisme gouvernemental dans le cadre d'une entente administrative spécifique.

Recherches et études en lien avec la mise en œuvre de la politique gouvernementale

L'objectif est de contribuer à la mise en œuvre des orientations gouvernementales en matière d'action communautaire et d'action bénévole, notamment par des études, des recherches et des sondages.

Les projets admissibles sont de nature non récurrente. Ils sont orientés en fonction de besoins déterminés en cours d'année. Ils ne peuvent pas porter sur le soutien à la mission globale des organismes ni servir à la réalisation d'activités régulières.

Selon les disponibilités budgétaires, le SACAIS procède à un appel de projets sur invitation.

Fonds québécois d'initiatives sociales

La Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale institue une Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et crée le Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), lequel vise à soutenir financièrement des initiatives et la réalisation de projets et d'interventions afin d'atteindre les buts de la Stratégie nationale.

Ces initiatives, projets et interventions peuvent intervenir à la fois sur les causes et les conséquences de la pauvreté et de l'exclusion sociale.

Le Fonds soutient principalement :

- le financement des ententes conclues par le ministre responsable de la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (ministre) avec des organismes ou des partenaires à l'échelle locale, régionale et nationale relatives à la réalisation d'initiatives, de projets et d'interventions visant les mêmes objectifs et respectant les orientations du FQIS;
- le développement et l'expérimentation de nouvelles approches de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale;

- le financement des recherches associées à l'atteinte des buts de la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Critères d'attribution des subventions :

- Le ministre établit une répartition budgétaire régionale, nationale et autochtone du FQIS.
- Le ministre convient des budgets à accorder aux régions en fonction notamment de l'importance relative des zones de pauvreté.
- Des ententes sont conclues, lesquelles déterminent les contributions financières, les conditions de financement, les mécanismes de coordination, de concertation et de suivi périodiques des activités réalisées dans le cadre de ces ententes, ainsi que les attentes en matière de reddition de comptes.

Programme de soutien financier des Corporations de développement communautaire (CDC)

Le programme de soutien financier des CDC vise à soutenir la contribution de ces organismes en regard de la lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale.

Le soutien financier prend la forme d'un montant forfaitaire accordé sur une base triennale pour assurer une partie des coûts admissibles relatifs à l'accomplissement de la mission globale de l'organisme.

Ces coûts admissibles sont, notamment, les frais généraux (local, téléphone, matériel de bureau, infrastructure technologique, etc.), les frais salariaux associés à la base du fonctionnement et aux services alternatifs de l'organisme de même que ceux liés à la vie associative, aux activités de concertation et de représentation ou encore au soutien et à l'encadrement de l'action bénévole.

Les modalités pour le maintien annuel du soutien financier portent sur la nécessité pour l'organisme de :

- présenter au MTESS le formulaire de demande dans les délais requis;
- continuer à satisfaire aux critères d'admissibilité;
- produire les documents exigés en matière de reddition de comptes et stipulés au protocole d'entente;
- avoir un actif net non affecté n'étant pas supérieur à 50 % de ses dépenses totales du dernier exercice financier complété;
- tenir compte des disponibilités financières du programme.

Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires

Le programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires (PSISC) vise à soutenir des projets d'expérimentation et d'innovation dans les domaines de l'action communautaire, de l'emploi et de la solidarité sociale. Il vise également à soutenir des projets de recherche et des projets spéciaux dans les mêmes domaines.

Le PSISC comporte deux volets. Le volet Action communautaire et action bénévole vise à soutenir des projets de recherche, d'évaluation, de formation et d'expérimentation en matière d'action communautaire et d'action bénévole.

Le volet Initiatives sociales vise à :

- soutenir des projets novateurs favorisant de nouvelles méthodes et approches en matière de développement de l'employabilité, d'insertion en emploi et de formation professionnelle;
- soutenir des projets novateurs contribuant à l'inclusion sociale et au développement d'activités vouées à la protection et à l'amélioration des conditions de vie des prestataires de l'assistance-emploi ou d'autres personnes à faible revenu;
- soutenir la réalisation de projets spéciaux ponctuels se situant dans les mêmes domaines.

Le soutien aux projets admissibles est de nature non récurrente. Ainsi, le PSISC ne peut soutenir la mission globale des organismes ni leurs activités régulières.

Le PSISC soutient un projet pour une durée de 18 mois ou moins. Dans le cas d'un projet de recherche, le PSISC peut soutenir celui-ci jusqu'à une durée maximale de 36 mois.

Au besoin, un prolongement de la durée du protocole d'entente est possible, sans bonification financière, lorsqu'il est démontré que cette prolongation est essentielle à la réussite du projet. Toute demande de prolongation doit être faite par écrit par l'organisme, et approuvée par le MTESS. Aussi, un organisme peut déposer une nouvelle demande pour un soutien financier permettant le prolongement d'un projet déjà soutenu dans le cadre du PSISC.

Dans tous les cas, incluant les projets de recherche, la subvention maximale est de 75 000 \$ par organisme par période de 12 mois, et ce, peu importe le nombre de projets subventionnés.

L'aide accordée par le Ministère dans le cadre du PSISC peut être complémentaire à celle accordée par d'autres sources de financement.

Programme de soutien financier aux centres offrant des services en toxicomanie avec hébergement

Le Programme de soutien financier aux centres offrant des services en toxicomanie avec hébergement (PSCTH) est le deuxième volet de la mesure transitoire d'aide et d'accompagnement en gestion pour les centres offrant des services en toxicomanie avec hébergement présentant des difficultés financières en raison des modifications réglementaires du 1^{er} mai 2015. Il s'agit d'un programme transitoire temporaire qui prendra fin le 31 octobre 2016.

Il vise à offrir un soutien financier temporaire aux centres ayant des difficultés financières en raison de la diminution des frais mensuels facturés aux prestataires de l'AFDR suite aux dernières modifications réglementaires.

L'obtention d'un soutien financier doit obligatoirement avoir été précédée d'une participation du centre au volet accompagnement et soutien en gestion de la mesure transitoire.

Le soutien financier prévu dans le cadre du PSCTH correspond au montant nécessaire pour permettre aux centres de réaliser les actions prévues au plan de redressement et de maintenir des services en toxicomanie avec hébergement durant la mise en œuvre de ce dernier. Toutefois, le soutien financier ne peut pas excéder :

- le montant facturé aux prestataires en frais mensuels, en sus de la prestation spéciale avant les modifications réglementaires du 1^{er} mai multiplié par le nombre de prestataires présents lors de la demande d'aide financière;
- 300 \$ par mois par prestataire présent dans le centre lors de la demande;
- pour la durée du programme, 100 k\$ par centre qui fait la demande.

SOURCE : Direction générale de la solidarité et de l'action communautaire
VALIDATION: Direction du budget
DATE : 2016-04-05

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
 RP79a - LISTE DES ORGANISMES FINANÇÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
 (Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Exercice financier 2015-2016

Région	Organisme	Volet	Versé au 29 février 2016
01 - Bas-Saint-Laurent	A.L.E.S.E Abattons les échelons socio-économiques	PDD	41 615,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Action chômage Kamouraska inc.	PDD	42 630,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Action populaire Rimouski-Neigette	PDD	32 480,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Association coopérative d'économie familiale (ACEF) de la péninsule	PDD	50 750,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Association coopérative d'économie familiale du Grand-Portage	PDD	50 676,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Association coopérative d'économie familiale Rimouski-Neigette et Mitis	PDD	50 750,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Association pour la défense des droits sociaux du Kamouraska (ADDS-Kamouraska)	PDD	30 000,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Comité logement Rimouski-Neigette	PDD	30 000,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Fédération pour personnes handicapées du K.R.T.B. inc.	PDD	70 997,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Regroupement des assistées sociales et assistés sociaux du Témiscouata	PDD	30 000,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Regroupement des organismes de personnes handicapées du Bas-du-Fleuve (ROPHBF)	PDD	65 869,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Table de concertation des groupes de femmes Bas-Saint-Laurent	PDD	57 855,00 \$
Total 01 - Bas-Saint-Laurent			553 622,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Accès conditions vie Lac-Saint-Jean-Est	PDD	45 675,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées	PDD	15 000,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Association québécoise pour la défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Alma inc.	PDD	15 000,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Association québécoise pour la défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section St-Félicien	PDD	30 000,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Association québécoise pour la défense des retraités et pré-retraités (section Chicoutimi)	PDD	45 675,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Groupement des organismes des personnes handicapées du Saguenay	PDD	65 869,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	L.A.S.T.U.S.E. du Saguenay (Lieu d'actions et de services travaillant dans l'unité avec les sans-emploi)	PDD	55 675,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Les gens oubliés de Notre-Dame-d'Hébertville inc.	PDD	42 630,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Loge m'entraide	PDD	45 675,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Mouvement action chômage Lac-St-Jean	PDD	30 000,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Saguenay-Lac St-Jean-Chibougamau-Chapais	PDD	62 908,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Recif-02	PDD	57 855,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Regroupement des usagers du transport adapté et collectif du Saguenay	PDD	50 750,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Saguenéens et Jeannois pour les droits de la personne	PDD	41 615,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Service budgétaire de Saint-Félicien	PDD	30 000,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Service budgétaire et communautaire de Chicoutimi	PDD	30 881,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Service budgétaire et communautaire de Jonquières	PDD	30 000,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Service budgétaire Lac-Saint-Jean-Est	PDD	46 615,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Service budgétaire populaire de La Baie et Bas Saguenay	PDD	30 000,00 \$
Total 02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean			771 823,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Accès transports viables-regroupement des utilisateurs et utilisatrices des transports collectifs et alternatifs du Québec métropolitain	PDD	42 630,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Action-Chômage de Québec	PDD	42 630,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Alliance arc-en-ciel de Québec inc.	PDD	70 000,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Alliance québécoise des regroupements régionaux pour l'intégration des personnes handicapées	PDD	135 638,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Association des grands-parents du Québec	PDD	30 000,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Association pour la défense des droits sociaux Québec métropolitain (ADDSQM)	PDD	55 102,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) Québec inc.	PDD	53 335,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
 RP79a - LISTE DES ORGANISMES FINANÇÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
 (Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Exercice financier 2015-2016

Région	Organisme	Volet	Versé au 29 février 2016
03 - Capitale-Nationale	Bureau d'animation et information logement du Québec métropolitain (BAIL) inc.	PDD	49 965,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Carrefour d'animation et de participation à un monde ouvert (CAPMO) inc.	PDD	30 000,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Centre d'information et de recherche en consommation de Charlevoix Ouest	PDD	42 630,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Comité des citoyens du quartier Saint-Sauveur	PDD	47 208,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Comité logement d'aide aux locataires	PDD	30 000,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Comité populaire St-Jean-Baptiste	PDD	42 630,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Groupe Alter justice	PDD	30 000,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Groupe de recherche en animation et planification économique (GRAPE)	PDD	62 587,00 \$
03 - Capitale-Nationale	L'association coopérative d'économie familiale de Québec	PDD	70 897,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Le comité d'action des personnes vivant des situations de handicap (CAPVISH)	PDD	80 370,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Le mouvement "Personne d'abord" du Québec métropolitain	PDD	95 381,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Les amis et amies de la terre de Québec	PDD	38 580,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Ligue des droits et libertés - section de Québec	PDD	41 615,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Mouvement action-chômage de Charlevoix inc.	PDD	42 630,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Nature Québec	PDD	61 050,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Regroupement d'éducation populaire en action communautaire des régions de Québec et Chaudière-Appalaches (RÉPAC-03-12)	PDD	86 348,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Regroupement des femmes sans emploi du nord de Québec	PDD	96 559,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale (Portneuf-Québec-Charlevoix)	PDD	57 855,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Regroupement des organismes de personnes handicapées de la région 03 (ROP 03)	PDD	96 319,00 \$
Total 03 - Capitale-Nationale			1 531 959,00 \$
04 - Mauricie	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et pré-retraitées (A.Q.D.R.) section Trois-Rivières inc.	PDD	30 000,00 \$
04 - Mauricie	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) section Mékinac	PDD	30 000,00 \$
04 - Mauricie	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées, A.Q.D.R. section Shawinigan	PDD	15 000,00 \$
04 - Mauricie	Association québécoise de la défense des droits des retraités et pré-retraités Des Chenaux (A.Q.D.R.)	PDD	30 000,00 \$
04 - Mauricie	Carrefour d'aide aux non-syndiqué-es inc.	PDD	45 675,00 \$
04 - Mauricie	Comité logement Trois-Rivières inc.	PDD	45 675,00 \$
04 - Mauricie	Comité pour la défense des droits sociaux La Tuque	PDD	45 675,00 \$
04 - Mauricie	Comité régional de promotion et de sensibilisation en déficience intellectuelle région 04 inc.	PDD	30 000,00 \$
04 - Mauricie	Groupement pour la défense des droits sociaux de Trois-Rivières	PDD	55 104,00 \$
04 - Mauricie	Mouvement action-chômage Trois-Rivières	PDD	45 675,00 \$
04 - Mauricie	Mouvement d'action solidaire des Sans-Emploi des Chenaux inc.	PDD	30 000,00 \$
04 - Mauricie	Mouvement personne d'abord région Mauricie	PDD	23 907,00 \$
04 - Mauricie	R.D.D.S. (Shawinigan) inc.	PDD	50 453,00 \$
04 - Mauricie	Regroupement des organismes d'éducation populaire autonome de la Mauricie	PDD	42 630,00 \$
04 - Mauricie	Regroupement d'organismes de promotion pour personnes handicapées - région Mauricie	PDD	96 670,00 \$
04 - Mauricie	Service d'aide au consommateur-région 04	PDD	30 000,00 \$
04 - Mauricie	Table de concertation «Abus auprès des aînés» de la Mauricie	PDD	34 510,00 \$
04 - Mauricie	Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie	PDD	57 855,00 \$
Total 04 - Mauricie			738 829,00 \$
05 - Estrie	Action-Handicap Estrie	PDD	65 869,00 \$
05 - Estrie	Association coopérative d'économie familiale de l'Estrie	PDD	49 831,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
 RP79a - LISTE DES ORGANISMES FINANÇÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
 (Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Exercice financier 2015-2016

Région	Organisme	Volet	Versé au 29 février 2016
05 - Estrie	Association des locataires de Sherbrooke	PDD	45 675,00 \$
05 - Estrie	Association des personnes handicapées de la MRC de Coaticook	PDD	30 000,00 \$
05 - Estrie	Association des personnes handicapées visuelles de l'Estrie	PDD	39 346,00 \$
05 - Estrie	Collectif pour le libre choix de Sherbrooke	PDD	45 675,00 \$
05 - Estrie	Comité des travailleurs et travailleuses accidentés de l'Estrie	PDD	62 098,00 \$
05 - Estrie	Concertation femmes Estrie	PDD	57 855,00 \$
05 - Estrie	Conseil des aveugles de Memphrémagog	PDD	30 000,00 \$
05 - Estrie	Fédération des communautés culturelles de l'Estrie	PDD	30 000,00 \$
05 - Estrie	Han-Droits L'association de promotion et de défense des droits des personnes handicapées de la région Memphrémagog	PDD	42 630,00 \$
05 - Estrie	Illusion-Emploi de l'Estrie	PDD	42 630,00 \$
05 - Estrie	L'action plus de Sherbrooke inc.	PDD	45 675,00 \$
05 - Estrie	L'association québécoise pour la défense des retraités et retraitées, pré-retraités et pré-retraitées (A.Q.D.R.) section Sherbrooke	PDD	42 630,00 \$
05 - Estrie	L'association québécoise pour la défense des retraités et retraitées, pré-retraités et pré-retraitées (A.Q.D.R.) section Memphrémagog	PDD	45 680,00 \$
05 - Estrie	Mouvement des chômeurs de l'Estrie inc.	PDD	46 429,00 \$
05 - Estrie	Promotion Handicap Estrie inc.	PDD	60 213,00 \$
05 - Estrie	Regroupement des usagers du transport adapté de Sherbrooke métropolitain	PDD	60 496,00 \$
05 - Estrie	Service budgétaire populaire de l'Estrie inc.	PDD	49 445,00 \$
05 - Estrie	Service budgétaire populaire Des sources	PDD	59 421,00 \$
05 - Estrie	Solidarité populaire Estrie	PDD	45 675,00 \$
05 - Estrie	Table d'action contre l'appauvrissement de l'Estrie	PDD	41 615,00 \$
05 - Estrie	Table ronde des OVEP de l'Estrie	PDD	51 141,00 \$
Total 05 - Estrie			1 090 029,00 \$
06 - Montréal	Action des femmes handicapées (Montréal)	PDD	47 630,00 \$
06 - Montréal	Action dignité de Saint-Léonard	PDD	30 000,00 \$
06 - Montréal	Action travail des femmes du Québec inc.	PDD	30 000,00 \$
06 - Montréal	Alliance des regroupements des usagers du transport adapté du Québec (ARUTAQ)	PDD	79 280,00 \$
06 - Montréal	Arc en ciel d'Afrique	PDD	45 000,00 \$
06 - Montréal	Association coopérative d'économie familiale de l'est de Montréal	PDD	53 613,00 \$
06 - Montréal	Association coopérative d'économie familiale du Centre de Montréal	PDD	68 122,00 \$
06 - Montréal	Association coopérative d'économie familiale du nord de Montréal	PDD	72 980,00 \$
06 - Montréal	Association coopérative d'économie familiale du sud-ouest de Montréal	PDD	47 453,00 \$
06 - Montréal	Association des aides familiales du Québec	PDD	50 750,00 \$
06 - Montréal	Association des consommateurs pour la qualité dans la construction	PDD	21 315,00 \$
06 - Montréal	Association des locataires de Villeray inc.	PDD	63 983,00 \$
06 - Montréal	Association pour la défense des droits sociaux du Montréal métropolitain (A.D.D.S.M.M.)	PDD	42 630,00 \$
06 - Montréal	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) inc.	PDD	144 960,00 \$
06 - Montréal	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Rivière-des-Prairies inc.	PDD	30 000,00 \$
06 - Montréal	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Rosemont inc.	PDD	15 000,00 \$
06 - Montréal	Association québécoise de la défense des droits des retraités et retraitées, préretraités et préretraitées (A.Q.D.R.) Saint-Michel inc.	PDD	38 750,00 \$
06 - Montréal	Association québécoise des étudiants ayant des incapacités au post-secondaire (AQEIPS)	PDD	62 558,00 \$
06 - Montréal	Association québécoise des personnes de petite taille inc.	PDD	74 738,00 \$
06 - Montréal	Association québécoise Plaidoyer-Victimes	PDD	42 480,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
 RP79a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
 (Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Exercice financier 2015-2016

Région	Organisme	Volet	Versé au 29 février 2016
06 - Montréal	Au bas de l'échelle inc.	PDD	42 630,00 \$
06 - Montréal	BRAS Villeray	PDD	41 615,00 \$
06 - Montréal	Centre québécois pour la déficience auditive	PDD	117 363,00 \$
06 - Montréal	Coalition des associations de consommateurs du Québec	PDD	52 486,00 \$
06 - Montréal	Coalition des familles LGBT	PDD	70 000,00 \$
06 - Montréal	Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'oeuvre	PDD	90 000,00 \$
06 - Montréal	Comité chômage de Montréal	PDD	55 782,00 \$
06 - Montréal	Comité d'action de Parc Extension	PDD	30 000,00 \$
06 - Montréal	Comité d'action des citoyennes et citoyens de Verdun inc.	PDD	34 558,00 \$
06 - Montréal	Comité de base pour l'action et l'information sur le logement social d'Hochelaga-Maisonneuve	PDD	45 675,00 \$
06 - Montréal	Comité de logement Rosemont	PDD	49 070,00 \$
06 - Montréal	Comité des droits sociaux du sud-ouest de Montréal	PDD	30 000,00 \$
06 - Montréal	Comité des personnes assistées sociales de Pointe-St-Charles Montréal	PDD	70 733,00 \$
06 - Montréal	Comité des sans emploi de Pointe St-Charles	PDD	30 000,00 \$
06 - Montréal	Comité du logement du Plateau Mont-Royal inc.	PDD	33 540,00 \$
06 - Montréal	Comité logement Ahuntsic-Cartierville	PDD	49 429,00 \$
06 - Montréal	Comité logement de La Petite Patrie inc.	PDD	30 000,00 \$
06 - Montréal	Comité logement de Montréal-Nord	PDD	30 000,00 \$
06 - Montréal	Comité logement Ville-Marie de Montréal	PDD	66 564,00 \$
06 - Montréal	Comité régional des associations pour la déficience intellectuelle (région 06 A)	PDD	98 111,00 \$
06 - Montréal	Comité-Chômage de l'est de Montréal	PDD	50 750,00 \$
06 - Montréal	Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec (COPHAN)	PDD	132 443,00 \$
06 - Montréal	Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT) du Québec inc.	PDD	52 835,00 \$
06 - Montréal	Conseil national des chômeurs et chômeuses	PDD	30 000,00 \$
06 - Montréal	Conseil pour la protection des malades (CPM)	PDD	79 813,00 \$
06 - Montréal	Conseil québécois LGBT	PDD	50 750,00 \$
06 - Montréal	Eau secours! La coalition québécoise pour une gestion responsable de l'eau	PDD	45 788,00 \$
06 - Montréal	Entraide logement Hochelaga-Maisonneuve	PDD	45 675,00 \$
06 - Montréal	Ex aequo	PDD	135 813,00 \$
06 - Montréal	F.R.O.N.T. Femmes regroupées en options non traditionnelles	PDD	50 750,00 \$
06 - Montréal	Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec	PDD	243 600,00 \$
06 - Montréal	Fédération des femmes du Québec	PDD	74 881,00 \$
06 - Montréal	Fédération des locataires d'habitations à loyer modique du Québec	PDD	108 554,00 \$
06 - Montréal	Fédération québécoise de l'autisme	PDD	153 908,00 \$
06 - Montréal	Fondation Émergence inc.	PDD	40 000,00 \$
06 - Montréal	Force jeunesse inc.	PDD	17 255,00 \$
06 - Montréal	Forum des citoyens aînés de Montréal	PDD	63 272,00 \$
06 - Montréal	Front commun des assistés sociaux du Québec inc.	PDD	60 342,00 \$
06 - Montréal	Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets	PDD	45 788,00 \$
06 - Montréal	Front d'action populaire en réaménagement urbain FRAPRU inc.	PDD	114 090,00 \$
06 - Montréal	Groupe-Ressource du Plateau Mont-Royal	PDD	49 272,00 \$
06 - Montréal	Infologis de l'est de l'île de Montréal	PDD	49 734,00 \$
06 - Montréal	Jeunesse ouvrière chrétienne nationale du Québec	PDD	48 713,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
 RP79a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
 (Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Exercice financier 2015-2016

Région	Organisme	Volet	Versé au 29 février 2016
06 - Montréal	Jeunesse ouvrière chrétienne région de Montréal	PDD	15 000,00 \$
06 - Montréal	Kéroul	PDD	100 113,00 \$
06 - Montréal	La fédération des mouvements personne d'abord du Québec inc.	PDD	107 725,00 \$
06 - Montréal	La fondation pour aider les travailleuses et les travailleurs accidentés (F.A.T.A.)	PDD	59 150,00 \$
06 - Montréal	La ligue des droits et libertés	PDD	69 935,00 \$
06 - Montréal	La ligue des Noirs du Québec	PDD	41 615,00 \$
06 - Montréal	L'association féminine d'éducation et d'action sociale	PDD	108 200,00 \$
06 - Montréal	Le réseau québécois des groupes écologistes	PDD	61 050,00 \$
06 - Montréal	Les frères et soeurs d'Émile Nelligan	PDD	30 264,00 \$
06 - Montréal	Ligue des femmes du Québec	PDD	30 000,00 \$
06 - Montréal	Mouvement action justice	PDD	34 510,00 \$
06 - Montréal	Mouvement action-chômage de Montréal inc.	PDD	30 000,00 \$
06 - Montréal	Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi	PDD	42 630,00 \$
06 - Montréal	Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec inc.	PDD	138 908,00 \$
06 - Montréal	Mouvement des travailleurs chrétiens (M.T.C.)	PDD	32 343,00 \$
06 - Montréal	Organisation d'aide aux sans-emploi (ODAS - Montréal)	PDD	30 000,00 \$
06 - Montréal	Organisation d'éducation et d'information logement de Côte des Neiges	PDD	31 870,00 \$
06 - Montréal	Organisation populaire des droits sociaux-région Montréal (O.P.D.S.-R.M.)	PDD	30 000,00 \$
06 - Montréal	P.O.P.I.R.- Comité Logement	PDD	53 984,00 \$
06 - Montréal	Regroupement des aveugles et amblyopes du Montréal métropolitain RAAMM	PDD	130 620,00 \$
06 - Montréal	Regroupement des aveugles et amblyopes du Québec (RAAQ)	PDD	114 365,00 \$
06 - Montréal	Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec	PDD	118 808,00 \$
06 - Montréal	Regroupement des organismes de promotion du Montréal métropolitain	PDD	98 111,00 \$
06 - Montréal	Regroupement des usagers du transport adapté et accessible de l'île de Montréal	PDD	87 004,00 \$
06 - Montréal	Regroupement information-logement de Pointe-St-Charles	PDD	56 527,00 \$
06 - Montréal	Réseau des lesbiennes du Québec (RLQ)	PDD	65 243,00 \$
06 - Montréal	Services juridiques communautaires de Pointe-St-Charles et Petite Bourgogne inc.	PDD	30 000,00 \$
06 - Montréal	Société logique inc.	PDD	75 347,00 \$
06 - Montréal	Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain	PDD	51 765,00 \$
06 - Montréal	Table des groupes de femmes de Montréal	PDD	57 855,00 \$
06 - Montréal	Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de Montréal	PDD	64 227,00 \$
06 - Montréal	Transport 2000 Québec	PDD	42 630,00 \$
06 - Montréal	Union des consommateurs	PDD	117 512,00 \$
06 - Montréal	Union des travailleurs et travailleuses accidentés de Montréal (U.T.T.A.M.)	PDD	50 750,00 \$
Total 06 - Montréal			6 080 885,00 \$
07 - Outaouais	Action santé Outaouais	PDD	45 675,00 \$
07 - Outaouais	Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales (AGIR)	PDD	57 855,00 \$
07 - Outaouais	Association de solidarité et d'entraide communautaire de la Haute-Gatineau	PDD	42 630,00 \$
07 - Outaouais	Association des personnes handicapées visuelles de l'Outaouais	PDD	30 000,00 \$
07 - Outaouais	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et pré-retraitées - section Outaouais	PDD	30 000,00 \$
07 - Outaouais	Collectif régional de lutte à l'itinérance en Outaouais	PDD	30 000,00 \$
07 - Outaouais	L'association coopérative d'économie familiale de l'Outaouais	PDD	70 351,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
 RP79a - LISTE DES ORGANISMES FINANÇÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
 (Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Exercice financier 2015-2016

Région	Organisme	Volet	Versé au 29 février 2016
07 - Outaouais	L'association pour la défense des droits sociaux de Gatineau	PDD	42 630,00 \$
07 - Outaouais	Logemen'occupe	PDD	28 788,50 \$
07 - Outaouais	Regroupement des associations de personnes handicapées de l'Outaouais (R.A.P.H.O.)	PDD	65 869,00 \$
07 - Outaouais	Table-Ronde des organismes volontaires d'éducation populaire de l'Outaouais	PDD	42 630,00 \$
Total 07 - Outaouais			486 428,50 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Association de défense des droits sociaux de la Vallée de l'Or	PDD	34 510,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Association pour personnes handicapées visuelles de l'Abitibi-Témiscamingue	PDD	30 000,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) section valdorienne	PDD	30 000,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées section Rouyn-Noranda (AQDR-ROUYN-NORANDA)	PDD	30 000,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Coalition d'aide aux lesbiennes, gais et bisexuels-les de l'Abitibi-Témiscamingue	PDD	15 000,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	L'association des travailleuses et des travailleurs accidentés de l'Abitibi-Témiscamingue	PDD	30 000,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	R.E.P.A.S. de Rouyn-Noranda	PDD	41 615,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Regroupement d'associations de personnes handicapées de l'Abitibi-Témiscamingue, R.A.P.H.A.T.	PDD	65 869,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Regroupement de femmes de l'Abitibi-Témiscamingue	PDD	57 855,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Regroupement d'éducation populaire d'Abitibi-Témiscamingue (REPAT)	PDD	56 285,00 \$
Total 08 - Abitibi-Témiscamingue			391 134,00 \$
09 - Côte-Nord	Action-Chômage Haute-Côte-Nord	PDD	30 000,00 \$
09 - Côte-Nord	L'association pour la protection des intérêts des consommateurs de la Côte-Nord inc.	PDD	60 026,00 \$
09 - Côte-Nord	Le centre de recherche et d'information en consommation (C.R.I.C.), Port-Cartier	PDD	54 991,00 \$
09 - Côte-Nord	Regroupement des femmes de la Côte-Nord inc.	PDD	66 356,00 \$
09 - Côte-Nord	Table de concertation des associations de personnes handicapées de la Côte-Nord (La C.A.P.H.)	PDD	76 738,00 \$
09 - Côte-Nord	Table des groupes populaires de Baie-Comeau-Hauterive	PDD	49 460,00 \$
Total 09 - Côte-Nord			337 571,00 \$
10 - Nord-du-Québec	Comité condition féminine Baie-James	PDD	40 600,00 \$
Total 10 - Nord-du-Québec			40 600,00 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Droits devant	PDD	41 615,00 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	FADOQ région Gaspésie Îles-de-la-Madeleine	PDD	30 000,00 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	La démêlée	PDD	45 675,00 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Mouvement action chômage Pabok inc.	PDD	42 630,00 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Regroupement des associations des personnes handicapées de la Gaspésie (Îles-de-la-Madeleine)	PDD	68 914,00 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine	PDD	57 855,00 \$
Total 11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine			286 689,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Aide aux travailleurs accidentés, ATA	PDD	88 587,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	AQDR Montmagny-L'Islet	PDD	30 000,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Association coopérative d'économie familiale Appalaches - Beauce - Etchemins	PDD	105 876,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Association coopérative d'économie familiale Lévis-Lauzon	PDD	53 197,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Association de défense des droits sociaux (A.D.D.S.) de la Rive-Sud	PDD	30 000,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Comité d'appui aux travailleurs et travailleuses accidentés de la région des Appalaches	PDD	53 225,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
 RP79a - LISTE DES ORGANISMES FINANÇÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
 (Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Exercice financier 2015-2016

Région	Organisme	Volet	Versé au 29 février 2016
12 - Chaudière-Appalaches	Corporation de défense de droits sociaux de Lotbinière inc.	PDD	39 595,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	La section Lévis-Rive-Sud de l'A.Q.D.R.	PDD	30 000,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Regroupement des associations de personnes handicapées région Chaudière-Appalaches	PDD	65 869,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Réseau des groupes de femmes Chaudière-Appalaches	PDD	57 855,00 \$
Total 12 - Chaudière-Appalaches			554 204,00 \$
13 - Laval	ALTA (Association lavalloise pour le transport adapté) inc.	PDD	83 529,00 \$
13 - Laval	Association coopérative d'économie familiale de l'île Jésus	PDD	30 000,00 \$
13 - Laval	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) de Laval-Laurentides	PDD	37 910,00 \$
13 - Laval	Association québécoise de la fibromyalgie	PDD	28 927,50 \$
13 - Laval	Regroupement des associations de personnes traumatisées cranio-cérébrales du Québec	PDD	30 000,00 \$
13 - Laval	Regroupement des organismes de promotion de personnes handicapées de Laval (ROPPHL)	PDD	86 886,00 \$
13 - Laval	Table de concertation de Laval en condition féminine	PDD	57 855,00 \$
13 - Laval	Table de concertation en violence conjugale et agressions à caractère sexuel de Laval inc.	PDD	30 000,00 \$
Total 13 - Laval			385 107,50 \$
14 - Lanaudière	Action dignité Lanaudière	PDD	38 570,00 \$
14 - Lanaudière	Action populaire des Moulins	PDD	38 701,00 \$
14 - Lanaudière	Action-Logement Lanaudière	PDD	30 000,00 \$
14 - Lanaudière	Association coopérative d'économie familiale de la région Lanaudière	PDD	105 092,00 \$
14 - Lanaudière	Association des personnes handicapées visuelles du sud de Lanaudière	PDD	47 954,00 \$
14 - Lanaudière	Association des travailleurs et travailleuses accidentés du Matawin	PDD	45 675,00 \$
14 - Lanaudière	Association des travailleurs, travailleuses accidentés de Joli-Mont	PDD	42 630,00 \$
14 - Lanaudière	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section des Moulins inc.	PDD	39 434,00 \$
14 - Lanaudière	Association québécoise pour la défense des droits des retraités et pré-retraités (A.Q.D.R.) section Brandon	PDD	48 895,00 \$
14 - Lanaudière	Groupe d'information et de défense des droits sociaux de Ste-Julienne	PDD	42 090,00 \$
14 - Lanaudière	Le mouvement des personnes d'abord de Joliette	PDD	50 081,00 \$
14 - Lanaudière	Mouvement d'éducation populaire autonome de Lanaudière (M.E.P.A.L.)	PDD	57 055,00 \$
14 - Lanaudière	Regroupement des usagers de transport adapté de Lanaudière	PDD	48 517,00 \$
14 - Lanaudière	Table de concertation des groupes de femmes de Lanaudière	PDD	57 855,00 \$
14 - Lanaudière	Table de concertation régionale des associations de personnes handicapées de Lanaudière	PDD	106 193,00 \$
Total 14 - Lanaudière			798 742,00 \$
15 - Laurentides	Association coopérative d'économie familiale des Basses-Laurentides	PDD	92 472,00 \$
15 - Laurentides	Association de promotion et d'éducation en logement	PDD	30 000,00 \$
15 - Laurentides	Carrefour d'actions populaires de St-Jérôme	PDD	77 705,00 \$
15 - Laurentides	Mouvement des personnes d'abord de Lachute	PDD	30 000,00 \$
15 - Laurentides	Mouvement personne d'abord de Sainte-Thérèse	PDD	40 600,00 \$
15 - Laurentides	Mouvement personne d'abord de Saint-Eustache	PDD	40 600,00 \$
15 - Laurentides	Mouvement personne d'abord de Ste-Agathe-des-Monts	PDD	34 884,00 \$
15 - Laurentides	Mouvement personne d'abord de St-Jérôme et ses environs	PDD	30 000,00 \$
15 - Laurentides	Regroupement des usagers du transport adapté et collectif de la MRC Rivière-du-Nord (RUTAC MRC RDN)	PDD	30 000,00 \$
15 - Laurentides	Regroupement pour la concertation des personnes handicapées des Laurentides	PDD	76 019,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
 RP79a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
 (Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Exercice financier 2015-2016

Région	Organisme	Volet	Versé au 29 février 2016
15 - Laurentides	Regroupement pour les droits des assistés sociaux, Mont-Laurier	PDD	30 250,00 \$
15 - Laurentides	Réseau des femmes des Laurentides	PDD	57 855,00 \$
15 - Laurentides	Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec	PDD	57 855,00 \$
Total 15 - Laurentides			628 240,00 \$
16 - Montérégie	Association coopérative d'économie familiale de la Rive-Sud	PDD	67 184,00 \$
16 - Montérégie	Association coopérative d'économie familiale du Haut St-Laurent	PDD	58 781,00 \$
16 - Montérégie	Association coopérative d'économie familiale Montérégie-Est	PDD	65 551,00 \$
16 - Montérégie	Association des usagers du transport adapté de Longueuil (AUTAL)	PDD	69 810,00 \$
16 - Montérégie	Association pour la défense des droits sociaux de Huntingdon	PDD	48 731,00 \$
16 - Montérégie	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Haut-Richelieu	PDD	30 000,00 \$
16 - Montérégie	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.), section Granby inc.	PDD	30 000,00 \$
16 - Montérégie	Association québécoise pour la défense des droits des retraités et pré-retraités (A.Q.D.R.) (section de Valleyfield)	PDD	30 000,00 \$
16 - Montérégie	Collectif d'action populaire Richelieu-Yamaska	PDD	30 000,00 \$
16 - Montérégie	Comité chômage du Haut-Richelieu	PDD	58 630,00 \$
16 - Montérégie	Comité logement Beauharnois	PDD	34 510,00 \$
16 - Montérégie	Comité logement de Valleyfield	PDD	45 675,00 \$
16 - Montérégie	Comité logement Rive-Sud	PDD	61 460,00 \$
16 - Montérégie	Comité-Logement Montérégie inc.	PDD	56 840,00 \$
16 - Montérégie	Dynamique des handicapés de Granby et région inc.	PDD	42 630,00 \$
16 - Montérégie	Groupement des associations de personnes handicapées de la rive-sud de Montréal inc.	PDD	97 875,00 \$
16 - Montérégie	Groupement des associations de personnes handicapées du Richelieu-Yamaska	PDD	67 446,00 \$
16 - Montérégie	Inclusion: Regroupement d'aide aux personnes bénéficiaires de la sécurité du revenu et à faibles revenus du Haut-Richelieu	PDD	42 630,00 \$
16 - Montérégie	L'association Action-Plus Brome-Missisquoi inc.	PDD	55 188,00 \$
16 - Montérégie	Mouvement action chômage de St-Hyacinthe	PDD	50 750,00 \$
16 - Montérégie	Mouvement action chômage Longueuil inc.	PDD	30 000,00 \$
16 - Montérégie	Organisation populaire des droits sociaux de Valleyfield	PDD	45 675,00 \$
16 - Montérégie	Regroupement des assistés sociaux du Bas-Richelieu	PDD	49 735,00 \$
16 - Montérégie	Regroupement des chômeurs et chômeuses de la région Sorel-Tracy inc.	PDD	45 675,00 \$
16 - Montérégie	Regroupement des usagers du transport adapté de Châteauguay (RUTAC)	PDD	30 000,00 \$
16 - Montérégie	Regroupement des usagers du transport adapté et collectif du Haut-Richelieu	PDD	47 705,00 \$
16 - Montérégie	Regroupement maskoutain des utilisateurs du transport adapté	PDD	50 750,00 \$
16 - Montérégie	Réseau d'information et d'aide aux personnes assistées sociales de Châteauguay (R.I.A.P.A.S.)	PDD	45 675,00 \$
16 - Montérégie	Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie	PDD	57 855,00 \$
16 - Montérégie	Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de la Montérégie (T.R.O.V.E.P.)	PDD	63 982,00 \$
Total 16 - Montérégie			1 510 743,00 \$
17 - Centre-du-Québec	A.Q.D.R. Centre-du-Québec inc.	PDD	42 630,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Association coopérative d'économie familiale (ACEF) des Bois-Francis	PDD	64 056,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Association des groupes d'éducation populaire autonome, Centre-du-Québec	PDD	56 507,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Association des locataires des Bois-Francis	PDD	42 630,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Droits devant / Érable	PDD	41 615,00 \$
17 - Centre-du-Québec	La table de concertation du mouvement des femmes Centre du Québec	PDD	57 855,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
 RP79a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
 (Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Exercice financier 2015-2016

Région	Organisme	Volet	Versé au 29 février 2016
17 - Centre-du-Québec	Mouvement des personnes d'abord de Drummondville	PDD	50 750,00 \$
17 - Centre-du-Québec	R.D.D.S. Regroupement de défense des droits sociaux du district de Drummond	PDD	42 630,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Regroupement des sans-emplois de Victoriaville	PDD	99 833,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Regroupement d'organismes de personnes handicapées du Centre-du-Québec (région 17)	PDD	65 869,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Regroupement pour la défense des droits sociaux (R.D.D.S.) de la région de Nicolet inc.	PDD	42 630,00 \$
Total 17 - Centre-du-Québec			607 005,00 \$
Total Promotion des droits (PDD)			16 793 611,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Réseau québécois de développement social	IP	100 000,00 \$
06 - Montréal	Réseau de l'action bénévole du Québec	IP	200 000,00 \$
06 - Montréal	Réseau québécois de l'action communautaire autonome	IP	260 000,00 \$
Total Interlocuteur privilégié (IP)			560 000,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Regroupement des comités d'éducation de la Matapédia (R.E.C.E.M.)	SPA	21 309,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Comité régional d'éducation populaire de Portneuf	SPA	6 435,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Les récollets inc.	SPA	4 255,00 \$
06 - Montréal	Corporation de développement communautaire solidarités Villeray	SPA	25 000,00 \$
06 - Montréal	Opération surveillance Anjou (OSA)	SPA	8 000,00 \$
06 - Montréal	Solidarité Saint-Henri	SPA	15 000,00 \$
07 - Outaouais	Le centre d'artisanat et de soutien à la famille d'Otter Lake	SPA	8 803,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Comité d'éducation pop de Rivière-Héva	SPA	6 227,00 \$
16 - Montérégie	Maison d'animation populaire de Sorel incorporée	SPA	15 068,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Les groupes populaires associés de Drummond inc.	SPA	26 075,00 \$
Total Organismes sans port d'attache (SPA) confiés au SACAIS			136 172,00 \$
04 - Mauricie	Centre de recherche sociale appliquée (CRSA)	REPG	6 400,00 \$
06 - Montréal	Regroupement des organismes en défense collective des droits (RO-DCD)	REPG	45 042,30 \$
06 - Montréal	Réseau québécois de l'action communautaire autonome	REPG	27 000,00 \$
Total Recherches et études en lien avec la mise en œuvre de la Politique Gouvernementale (REPG)			78 442,30 \$
GRAND TOTAL Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole			17 568 225,30 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RP79a - LISTE DES ORGANISMES FINANÇÉS AU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES

Exercice financier 2015-2016

Région	Organisme	Volet	Versé au 29 février 2016
04 - Mauricie	Centre Le pont	Développement de l'approche systémique pour les femmes	12 550,00 \$
		TOTAL Développement de l'approche systémique pour les femmes	12 550,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Accès-Loisirs Québec	Ententes nationales	11 050,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Commission de développement économique des premières nations du Québec et du Labrador	Ententes nationales	20 512,16 \$
03 - Capitale-Nationale	Réseau québécois de développement social	Ententes nationales	23 556,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Réseau québécois de villes et villages en santé	Ententes nationales	6 500,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Réseau québécois du crédit communautaire	Ententes nationales	44 000,00 \$
06 - Montréal	Centre d'appui au pouvoir d'agir des communautés locales	Ententes nationales	12 140,00 \$
06 - Montréal	Institut du nouveau monde	Ententes nationales	20 000,00 \$
06 - Montréal	Mise au jeu Montréal, Animation théâtrale et dynamique de groupe	Ententes nationales	6 500,00 \$
		TOTAL Ententes nationales	144 258,16 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Conférence régionale des élués du Bas-Saint-Laurent	Alliance pour la solidarité	892 066,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Conférence régionale des élus du Saguenay-Lac-Saint-Jean	Alliance pour la solidarité	823 158,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Commission de la santé et des services sociaux des premières nations du Québec et du Labrador	Alliance pour la solidarité	667 817,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Conférence régionale des élus de la Capitale-Nationale	Alliance pour la solidarité	638 027,00 \$
04 - Mauricie	Conférence régionale des élus de la Mauricie	Alliance pour la solidarité	847 444,00 \$
05 - Estrie	Conférence régionale des élus de l'Estrie	Alliance pour la solidarité	398 242,00 \$
06 - Montréal	Ville de Montréal	Alliance pour la solidarité	9 000 000,00 \$
07 - Outaouais	Conférence régionale des élus de l'Outaouais	Alliance pour la solidarité	764 081,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue	Alliance pour la solidarité	623 574,00 \$
09 - Côte-Nord	Conférence régionale des élus de la Côte-Nord	Alliance pour la solidarité	531 301,00 \$
10 - Nord-du-Québec	Administration régionale Baie-James	Alliance pour la solidarité	356 090,00 \$
10 - Nord-du-Québec	Administration régionale Kativik	Alliance pour la solidarité	315 769,00 \$
10 - Nord-du-Québec	Gouvernement de la nation crie	Alliance pour la solidarité	442 516,00 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Conférence régionale des élus de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Alliance pour la solidarité	876 183,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Conférence régionale des élus de la Chaudière-Appalaches	Alliance pour la solidarité	661 137,00 \$
13 - Laval	Conférence régionale des élus de Laval	Alliance pour la solidarité	337 181,00 \$
14 - Lanaudière	Conférence régionale des élus Lanaudière	Alliance pour la solidarité	740 832,00 \$
15 - Laurentides	Conférence régionale des élus des Laurentides	Alliance pour la solidarité	743 071,00 \$
16 - Montérégie	Conférence régionale des élus de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent	Alliance pour la solidarité	486 764,00 \$
16 - Montérégie	Conférence régionale des élus de Longueuil	Alliance pour la solidarité	606 346,00 \$
16 - Montérégie	Conférence régionale des élus Montérégie Est	Alliance pour la solidarité	615 927,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Conférence régionale des élus du Centre-du-Québec	Alliance pour la solidarité	468 276,00 \$
		TOTAL Alliances pour la solidarité	21 835 802,00 \$
		GRAND TOTAL FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES	21 992 610,16 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

RP79a- LISTE DES ORGANISMES FINANÇÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER DES CORPORATIONS DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE (CDC)

Exercice financier 2015-2016

Région	Organisme	Versé au 29 février 2016
01 - Bas-Saint-Laurent	Corporation de développement communautaire du K.R.T.B.	80 912,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Corporation de développement communautaire Vallée de la Matapédia	70 000,00 \$
Total 01 - Bas-Saint-Laurent		150 912,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Corporation de développement communautaire du ROC	70 000,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Corporation de développement communautaire Lac Saint-Jean Est	70 000,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Corporation de développement communautaire Maria-Chapdelaine	47 000,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	La corporation de développement communautaire des Deux-Rives	70 000,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	La corporation de développement communautaire du Domaine-du-Roy	47 000,00 \$
Total 02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean		304 000,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Corporation de développement communautaire de Beauport	47 000,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Corporation de développement communautaire de la Côte-de-Beaupré	23 500,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Corporation de développement communautaire du Grand Charlesbourg	47 000,00 \$
Total 03 - Capitale-Nationale		117 500,00 \$
04 - Mauricie	Corporation de développement communautaire de la MRC de Maskinongé inc.	70 000,00 \$
04 - Mauricie	Corporation de développement communautaire de Trois-Rivières	70 000,00 \$
04 - Mauricie	Corporation de développement communautaire des Chenaux	70 000,00 \$
04 - Mauricie	Corporation de développement communautaire du Centre-de-la-Mauricie	70 000,00 \$
04 - Mauricie	Corporation de développement communautaire du Haut St-Maurice (CDCHSM) inc.	70 000,00 \$
04 - Mauricie	Corporation de développement communautaire Mékinac	70 000,00 \$
Total 04 - Mauricie		420 000,00 \$
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire Memphrémagog	70 000,00 \$
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire du Val-Saint-François	47 000,00 \$
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire du Granit	70 000,00 \$
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire de Sherbrooke	70 000,00 \$
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire (CDC) du Haut-Saint-François	70 000,00 \$
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire (CDC) des sources	70 000,00 \$
Total 05 - Estrie		397 000,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

RP79a- LISTE DES ORGANISMES FINANÇÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER DES CORPORATIONS DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE (CDC)

Exercice financier 2015-2016

Région	Organisme	Versé au 29 février 2016
06 - Montréal	Corporation de développement communautaire action solidarité Grand Plateau	47 000,00 \$
06 - Montréal	Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges	47 000,00 \$
06 - Montréal	Corporation de développement communautaire de Rivière-des-Prairies	70 000,00 \$
06 - Montréal	Corporation de développement communautaire de Rosemont inc.	70 000,00 \$
06 - Montréal	Corporation de développement communautaire du Centre-Sud de Montréal	47 000,00 \$
06 - Montréal	La CDC de la Pointe, région Est de Montréal	70 000,00 \$
Total 06 - Montréal		351 000,00 \$
07 - Outaouais	Corporation de développement communautaire de Pontiac	47 000,00 \$
07 - Outaouais	Corporation de développement communautaire Rond Point	70 000,00 \$
Total 07 - Outaouais		117 000,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Corporation de développement communautaire d'Amos	70 000,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Corporation de développement communautaire du Témiscamingue	23 500,00 \$
Total 08 - Abitibi-Témiscamingue		93 500,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	CDC ICI Montmagny-L'Islet	47 000,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Corporation de développement communautaire Beauce-Etchemins	70 000,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Corporation de développement communautaire Bellechasse	70 000,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Corporation de développement communautaire de Lévis	70 000,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Corporation de développement communautaire de Lotbinière inc.	70 000,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Corporation de développement communautaire des Appalaches, région de Thetford	70 000,00 \$
Total 12 - Chaudière-Appalaches		397 000,00 \$
13 - Laval	Corporation de développement communautaire de Laval	70 000,00 \$
Total 13 - Laval		70 000,00 \$
14 - Lanaudière	Corporation de développement communautaire MRC de L'Assomption (CDC)	47 000,00 \$
Total 14 - Lanaudière		47 000,00 \$
15 - Laurentides	Corporation de développement communautaire des Hautes-Laurentides	70 000,00 \$
Total 15 - Laurentides		70 000,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

RP79a- LISTE DES ORGANISMES FINANÇÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER DES CORPORATIONS DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE (CDC)

Exercice financier 2015-2016

Région	Organisme	Versé au 29 février 2016
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire Beauharnois-Salaberry	70 000,00 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire de Brome-Missisquoi	70 000,00 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire de La Haute-Yamaska	70 000,00 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire de la M.R.C. de la Vallée du Richelieu	47 000,00 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire de Marguerite-d'Youville	47 000,00 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire de Vaudreuil-Soulanges	70 000,00 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire des Maskoutains (C.D.C. des Maskoutains)	70 000,00 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire du Haut-St-Laurent	70 000,00 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire Haut-Richelieu-Rouville	70 000,00 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire les Jardins-de-Napierville	47 000,00 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire Pierre-De Saurel	70 000,00 \$
16 - Montérégie	La corporation de développement communautaire de Longueuil inc.	70 000,00 \$
Total 16 - Montérégie		771 000,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Corporation de développement communautaire de la MRC de Bécancour	70 000,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Corporation de développement communautaire de L'Érable inc.	70 000,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Corporation de développement communautaire des Bois-Francs inc.	90 314,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Corporation de développement communautaire Drummond inc.	72 997,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Corporation de développement communautaire Nicolet-Yamaska	70 000,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Table nationale des corporations de développement communautaire	170 000,00 \$
Total 17 - Centre-du-Québec		543 311,00 \$
TOTAL programme de soutien financier des corporations de développement communautaire		3 849 223,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
 RP79a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX INITIATIVES SOCIALES ET COMMUNAUTAIRES
 Volet action communautaire et action bénévole

Exercice financier 2015-2016

Région	Organisme	Versé au 29 février 2016
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Groupement des organismes des personnes handicapées du Saguenay	1 250,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Centre d'aide et d'action bénévole de Charlesbourg	2 500,00 \$
03 - Capitale-Nationale	L'autonhommie, Centre de ressources sur la condition masculine (Québec) inc.	3 096,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Secrétariat des organismes environnementaux du Québec	2 500,00 \$
04 - Mauricie	Regroupement d'organismes de promotion pour personnes handicapées - région Mauricie	3 000,00 \$
06 - Montréal	Centre St-Pierre	3 545,40 \$
06 - Montréal	Kéroul	3 000,00 \$
07 - Outaouais	Logemen'occupe	262,95 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Centre d'action bénévole Bellechasse-Lévis-Lotbinière	2 500,00 \$
16 - Montérégie	Carrefour de développement social par l'éducation populaire (CDSEP)	3 828,50 \$
	TOTAL PSISC ACAB	25 482,85 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RP79a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX INITIATIVES SOCIALES ET COMMUNAUTAIRES
Volet Initiatives sociales
Exercice financier 2015-2016

Région	Organisme	Versé au 29 février 2016
16 - Montérégie	Club des petits déjeuners du Canada	75 000,00 \$
	TOTAL PSISC	75 000,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

RP79a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU Programme de soutien financier aux centres offrant des services en toxicomanie avec hébergement

Exercice financier 2015-2016

Région	Organisme	Versé au 29 février 2016
04 - Mauricie	Centre d'hébergement Rayons du soleil (PHASE II)	7 350,00 \$
05 - Estrie	Le centre Caroline Roy (Coop de thérapie pour personnes dépendantes)	25 550,00 \$
05 - Estrie	Maison Nouvelle vie	16 100,00 \$
05 - Estrie	Centre corps, âme et esprit	35 000,00 \$
15 - Laurentides	Pavillon Hamford	35 000,00 \$
15 - Laurentides	Mélaric centre de référence pour alcooliques et toxicomanes inc	35 000,00 \$
TOTAL Programme de soutien financier aux centres offrant des services en toxicomanie avec hébergement		154 000,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

**RP79c. LISTE DES ORGANISMES REFUSÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)**

Région	Organisme	Volet
Aucun organisme refusé pour ce programme au 29 février 2016		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RP79c. LISTE DES ORGANISMES REFUSÉS AU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
Exercice financier 2015-2016

Région	Organisme	Volet
Aucun organisme refusé pour ce programme au 29 février 2016		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

RP79c. LISTE DES ORGANISMES REFUSÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER DES CORPORATIONS DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

Région	Organisme	Volet
Aucun organisme refusé pour ce programme au 29 février 2016		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RP79c. LISTE DES ORGANISMES REFUSÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX INITIATIVES SOCIALES ET COMMUNAUTAIRES, VOLET: ACTION COMMUNAUTAIRE ET
ACTION BÉNÉVOLE
Exercice financier 2015-2016

Région	Organisme	Volet
05 - Estrie	Centre de services éducatifs populaires du Haut St-François	PSISC-ACAB
06 - Montréal	Comité logement de Montréal-Nord	PSISC-ACAB
06 - Montréal	Association des parents et amis des victimes du génocide au Rwanda (PAGE-RWANDA)	PSISC-ACAB
06 - Montréal	La maison d'Aurore	PSISC-ACAB
06 - Montréal	Le regroupement pour la trisomie 21	PSISC-ACAB
14 - Lanaudière	Fédération québécoise Nourri-Source	PSISC-ACAB
16 - Montérégie	L'association des auxiliaires bénévoles des établissements de santé du Québec	PSISC-ACAB
17 - Centre-du-Québec	Maison de thérapie Victoriaville-Arthabaska	PSISC-ACAB

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
RP79c. LISTE DES ORGANISMES REFUSÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX INITIATIVES SOCIALES ET COMMUNAUTAIRES, VOLET: INITIATIVES SOCIALES
Exercice financier 2015-2016

Région	Organisme	Volet
Aucun organisme refusé pour ce programme au 29 février 2016		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

RP79c. LISTE DES ORGANISMES REFUSÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER AUX CENTRES OFFRANT DES SERVICES EN TOXICOMANIE AVEC HÉBERGEMENT

Exercice financier 2015-2016

Région	Organisme	Volet
15 - Laurentides	Maison Lyse-Beauchamp (Ressource d'hébergement certifiée)	PSCTH

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-80

Titre :

Actions entreprises et crédits alloués pour donner suite au dépôt de la politique sur l'action communautaire autonome pour 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 fournir les prévisions pour 2016-2017.

Exposé et statistiques :

- Les organismes communautaires, dont plus de 5 000 sont soutenus financièrement par le gouvernement du Québec, contribuent de façon significative au développement social du Québec et facilitent l'exercice de la citoyenneté dans des centaines de communautés locales.
- En septembre 2015, l'État de situation du soutien financier gouvernemental en action communautaire, consolidé 2012-2013 et 2013-2014, a été publié. En 2013-2014, 5 037 organismes communautaires ont reçu 959 millions de dollars.
- L'État de situation du soutien financier gouvernemental en action communautaire publié en septembre 2015, présente une répartition régionale du soutien financier gouvernemental en action communautaire et l'évolution du soutien financier gouvernemental de 2000-2001 à 2013-2014.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 2016-03-22

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-81

Titre :

Copie des rapports, études, travaux en lien avec la diminution des subventions versées aux organismes.

Exposé et statistiques :

Il n'y a aucune étude ou travaux en lien avec la diminution des subventions versées aux organismes.

SOURCE : Direction générale de la solidarité et de l'action communautaire

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 15 mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-82

Titre :

Fournir les notes, études et analyses concernant le renouvellement du plan d'action relié à la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

Exposé et statistiques :

Le Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale 2010-2015 a été prolongé jusqu'au 31 mars 2017.

L'ensemble des documents publiés en lien avec ce plan d'action se trouvent sur le site Internet du Ministère à l'adresse suivante : <http://www.mess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/plan-action-solidarite/index.asp>.

La consultation publique en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale visant à identifier les enjeux à considérer dans un prochain plan d'action gouvernemental a été lancée en novembre 2015 et se terminera au printemps 2016.

La population du Québec et les organisations ont été invitées à y participer, soit par le moyen d'un questionnaire en ligne ou d'un appel de mémoires général. Un appel de mémoires à l'intention des représentantes et représentants autochtones a aussi été lancé auprès d'organisations autochtones. Par ailleurs, des groupes de discussion qui s'échelonneront au cours du printemps 2016, seront organisés ainsi que des rencontres ciblées avec des organismes communautaires, des organisations autochtones et des partenaires nationaux et régionaux.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 2016-03-11

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-83

Titre :

Dans le cadre de la Stratégie nationale de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale 2002-2013, fournir :

- a. La description complète des sommes investies par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale chaque année, de 2002 à 2016;
- b. Les sommes totales investies dans le cadre de la Stratégie;
- c. La description complète des objectifs de ce plan d'action;
- d. Le bilan, les évaluations et les rapports;
- e. Les échéanciers pour le dépôt du nouveau plan.

Exposé et statistiques :

La Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale a été adoptée à l'unanimité en 2002 par l'Assemblée nationale. La Loi institue la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, qui en est l'énoncé de politique. Pour y donner suite, deux plans d'action ont été mis en œuvre :

- Le Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (2004-2010) (<http://www.mess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/>).
 - Le *Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale* (2010-2015) (<http://www.mess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/>). Le plan d'action est prolongé jusqu'au 31 mars 2017.
- a) Les sommes investies par le gouvernement dans les plans d'action sont inscrites dans les rapports d'activités annuels qui sont disponibles sur le site Web du ministère :
 - Plan d'action 2004-2010 : les cinq premiers rapports se trouvent ici : <http://www.mess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/lutte-contre-la-pauvrete/plan-action-gouvernemental/index.asp>; le bilan de l'an 6 a été produit dans le cadre du rapport prévu à l'article 60 de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale se trouve ici : <http://www.mess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/>
 - Plan d'action 2010-2015 et prolongé jusqu'en 2017 : les trois premiers rapports annuels, qui déclinent les sommes investies par mesure, dont celles qui sont sous la responsabilité du MTESS (de 2010-2011 à 2012-2013), se trouvent ici : <http://www.mess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/plan-action-solidarite/index.asp>.
 - b) Les sommes totales que le gouvernement a prévu investir dans le cadre du *Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale* de la Stratégie 2004-2010 et du *Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale* 2010-2015 sont présentées aux pages 29 et 23 du fascicule *Lutte contre la pauvreté* préparé par le ministère des Finances dans le cadre du budget 2012-2013, en utilisant le lien suivant : <http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/budget/2012-2013/>. Au total, les deux plans d'action prévoient des investissements de près de 11,5 G\$.
 - c) La description complète des objectifs du Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale de la Stratégie 2004-2010 et du Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale 2010-2015 sont présentées dans les plans d'action diffusés sur internet.
 - d) L'ensemble des documents diffusés en lien avec les plans d'action se retrouvent sur le site internet du ministère <http://www.mess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/>.
 - e) La consultation publique a été lancée le 6 novembre 2015. L'information est disponible sur le site internet du ministère à l'adresse : http://www.mess.gouv.qc.ca/consultation_pauvrete/

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et l'action communautaire

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 9 mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-84

Titre :

Fournir les notes, études et analyses en lien avec l'article 20 pour tous les programmes ou initiatives législatives.

Exposé et statistiques :

Il appartient aux différents ministères et organismes de répondre concernant les notes, études et analyses qu'ils ont produites ou qui ont été produites à leur demande en lien avec leurs activités et responsabilités.

En ce qui concerne le ministère du travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale :

- L'analyse des impacts des modifications proposées au *Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles* en avril 2015 a été diffusée sur internet à l'adresse suivante : http://www.mess.gouv.qc.ca/publications/pdf/GD_Impacts_6mesures_reglementaires2015.pdf
- Le projet de loi 70, déposé en 2015, comporte surtout des dispositions habilitantes. Les paramètres permettant d'analyser l'ensemble des impacts, au sens de l'article 20 de la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale*, se retrouveront dans son règlement d'application.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire

COLLABORATION : Direction des politiques de sécurité du revenu

DATE : 2016-04-08

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-85

Titre :

État de situation détaillé par axe et sous-axes du Plan d'action de lutte contre la pauvreté pour 2015-2016.

Exposé et statistiques :

La question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE :

Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE :

15 mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-86

Titre :

Liste des avis de licenciement collectif reçus au ministère depuis le 1^{er} décembre 2009 jusqu'à ce jour. Ventilation par région. Fournir les renseignements suivants :

- a) le nom et l'adresse de l'entreprise ;
- b) la date de l'avis ou de la fermeture ;
- c) le type ou le secteur d'activité de l'entreprise;
- d) le nombre total d'employés de l'entreprise;
- e) le nombre de salariés temporaires et permanents visés par le licenciement;
- f) les motifs du licenciement.

Exposé et statistiques :

<i>Date</i>	<i>Nombre d'avis</i>	<i>Nombre de salariés visés par les licenciements collectifs</i>
Avril 2015	44	1 891
Mai 2015	35	1 665
Juin 2015	31	1 013
Juillet 2015	27	1 178
Août 2015	19	563
Septembre 2015	39	1 700
Octobre 2015	51	1 889
Novembre 2015	38	1 063
Décembre 2015	39	1 186
Janvier 2016	32	1 701
Février 2016	41	2 594
TOTAL	396	16 443

SOURCE :

Direction des mesures et services aux entreprises et du placement

VALIDATION :

Bureau de la sous-ministre associée

DATE :

23 mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-87

Titre :

Concernant le projet IPOP pour l'intégration en emploi de personnes formées à l'étranger référées par un ordre professionnel : liste des actions entreprises en 2014-2015 et en 2015-2016 et le nombre de personnes qui ont obtenu, en 2014-2015 et en 2015-2016, un emploi au Québec dans leur profession, dans le cadre de ce projet.

Exposé et statistiques :

IPOP (Intégration en emploi de personnes formées à l'étranger référées par un ordre professionnel) est une mesure offerte par Emploi-Québec, avec la collaboration d'ordres professionnels participants.

Elle vise à soutenir les personnes formées à l'étranger pour une profession régie au Québec par un ordre professionnel, pour leur intégration dans un premier emploi dans cette profession. Elle offre une aide financière aux employeurs de ces personnes pour soutenir leur embauche et leur intégration en emploi.

2015-2016 (au 19 février 2016) : 24 participants actifs

Le nombre de personnes qui ont obtenu un emploi n'est pas disponible.

SOURCE : Direction des mesures et des services aux individus

COLLABORATION : Direction de la statistique, de l'information de gestion et du suivi de la performance

VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée

DATE : 2016-03-30

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-88

Titre :

État d'avancement de la mise sur pied du programme de parrainage en entreprise visant à jumeler un employé maîtrisant le français avec un employé en apprentissage. Crédits alloués à ce programme pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016, ventilés par mois. Nombre d'entreprises ayant bénéficié du programme. Nombre d'employés ayant bénéficié du programme.

Exposé et statistiques :

Sous la responsabilité du ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI) et d'Emploi-Québec, il s'agit de la mesure 15 de la Stratégie commune d'intervention pour le Grand Montréal 2008-2013.

Cette mesure, qui s'adressait aux petites entreprises et petits commerces de détail de Montréal, a été abandonnée en septembre 2010 en raison du taux de roulement très élevé au sein des petits commerces et entreprises, tant du côté des propriétaires que de celui des travailleurs. Ce taux de roulement aurait rendu difficile la mise sur pied d'un programme général d'activités de parrainage.

Cette mesure n'a pas engendré de coûts.

SOURCE : Direction générale des mesures, des services et du soutien
Direction des mesures et services aux entreprises et du placement
VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE : 2016-03-30

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-89

Titre : Copie des documents, notes, études concernant la révision de la Loi du 1 %.

Ces documents sont protégés en vertu de l'article 34 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1) :

Article 34. Un document du bureau d'un membre de l'Assemblée nationale ou un document produit pour le compte de ce membre par les services de l'Assemblée n'est pas accessible à moins que le membre ne le juge opportun.

Il en est de même d'un document du cabinet du président de l'Assemblée, d'un membre de celle-ci visé dans le premier alinéa de l'article 124.1 de la Loi sur l'Assemblée nationale (chapitre A-23.1) ou d'un ministre visé dans l'article 11.5 de la Loi sur l'exécutif (chapitre E-18), ainsi que d'un document du cabinet ou du bureau d'un membre d'un organisme municipal ou scolaire.

SOURCE : Direction des politiques d'emploi, des relations intergouvernementales et de la veille (DPERIV)
COLLABORATION : CPMT / BSMA Emploi-Québec / Direction des affaires juridiques
DATE : 8 mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-90

Titre :

À la suite du rehaussement du seuil d'assujettissement à la loi du 1%, fournir les pertes pour 2015-2016, ventiler par secteur et par programme. Fournir la liste des formations qui ont été annulées en raison du manque à gagner au Fonds.

Exposé et statistiques :

Comme annoncé dans le budget du Québec 2015-2016, afin d'alléger le fardeau administratif des petites et moyennes entreprises (PME), le seuil d'assujettissement des entreprises à la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre a été rehaussé de 1 M\$ à 2 M\$ de masse salariale à compter de janvier 2015. Cette modification se traduira par une réduction des revenus de cotisations estimée à 12 M\$ par année.

Par ailleurs, aucune formation n'a été annulée en raison de la hausse du seuil d'assujettissement puisque, pour compenser ce manque à gagner, le gouvernement du Québec annonçait, pour une période de cinq ans, des crédits budgétaires de 12 M\$ qui seront affectés à deux nouveaux programmes « Soutien à des formations professionnelles et techniques de courtes durées privilégiant les stages dans les domaines jugés prioritaires » et « Bourses de promotion des programmes d'étude menant à des professions priorisées par la Commission » (référence : Discours du budget 2015-2016).

SOURCE : Direction générale du développement de la main-d'œuvre

VALIDATION: Éric Gervais, Direction générale du développement de la main-d'œuvre

DATE : 2016-04-08

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-91

Titre :

Pour 2015-2016 et pour les cinq années précédentes : montants versés au Fonds de développement de la main-d'œuvre incluant les surplus reportés d'une année à l'autre.

Exposé et statistiques :

Le Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre étant exclu du périmètre comptable du gouvernement, ces renseignements ne sont pas pertinents à l'étude des crédits.

SOURCE : Commission des partenaires du marché du travail

COLLABORATION :

VALIDATION: Éric Gervais, direction générale du développement de la main-d'œuvre

DATE : 2016-03-17

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-92

Titre :

Pour 2015-2016 et pour les cinq années précédentes : montant versés dans le Fonds par les employeurs; fournir les prévisions pour 2016-2017, au total et par région.

Exposé et statistiques :

Le Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre étant exclu du périmètre comptable du gouvernement, ces renseignements ne sont pas pertinents à l'étude des crédits.

SOURCE : Commission des partenaires du marché du travail

COLLABORATION :

VALIDATION: Éric Gervais, direction générale du développement de la main-d'œuvre

DATE : 2016-03-21

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP- 93

Titre :

Dans le cadre du nouveau programme « Objectif emploi », fournir les sommes engagées en 2015-2016 et les sommes prévues en 2016-2017.

Exposé et statistiques :

La date de mise en œuvre du programme Objectif Emploi dépendra de la date de la sanction du projet de loi 70 dont l'étude détaillée est en cours et de l'entrée en vigueur de son règlement d'application.

Par conséquent, aucune somme n'a été dépensée en 2015-2016 pour la gestion du programme.

SOURCE : Direction des politiques de sécurité du revenu

COLLABORATION : Direction du Budget

VALIDATION :

DATE : 2016-04-04

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-94a

Titre :

Concernant le projet de loi 70, fournir :

- Toutes les études d'impact, analyses ou projections des retombées économiques et/ou sociales réalisées dans le cadre du dépôt du projet de loi 70 en lien avec tous les aspects du projet de loi (abolition d'Emploi-Québec, modifications à la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre, création du programme Objectif Emploi).

Le projet de loi 70 apporte des modifications à Loi favorisant le développement et la reconnaissance de la main-d'œuvre. Il modifie également la loi constitutive du ministère, notamment en abrogeant le chapitre III. Enfin, il habilite le gouvernement à prendre les mesures réglementaires nécessaires à la mise en œuvre du programme Objectif Emploi.

En ce qui concerne Emploi-Québec :

Le projet de loi 70 n'abolit pas Emploi-Québec, qui continue son existence en tant qu'unité administrative du ministère. Les services fournis par Emploi-Québec sont maintenus. Certaines dispositions de la loi constitutive du ministère sont abrogées ou modifiées afin de permettre une plus grande souplesse administrative au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) dans le mode de déploiement de ses services.

En ce qui concerne le programme Objectif emploi :

Les paramètres de ce programme seront principalement fixés dans le règlement d'application, lequel pourra être soumis au Conseil des ministres lorsque le projet de loi 70 aura été adopté.

À cet égard, rappelons que l'article 36 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* prévoit expressément que le ministère n'a pas l'obligation de diffuser les analyses qui se rapportent à un projet de règlement alors qu'il n'a pas encore été publié dans la Gazette officielle.

SOURCE : Direction des politiques d'emploi, des relations intergouvernementales et de la veille (DPERIV)
COLLABORATION : Direction des politiques de sécurité du revenu
DATE : 2016-04-15

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-94b

Titre :

Concernant le projet de loi 70, fournir : l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) produite, comme le gouvernement s'est engagé à le faire à travers le Plan d'action en matière d'analyse différenciée selon les sexes

Exposé et statistiques :

- Le Ministère souscrit au processus d'analyse différenciée selon les sexes. Il faut toutefois prendre en considération que le projet de loi n° 70 est une loi habilitante. C'est principalement par son règlement d'application que les paramètres pertinents seront définis, et ce projet de règlement ne pourra être soumis au Conseil des ministres que lorsque le projet de loi 70 aura été adopté.
- À cet égard, rappelons que l'article 36 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* prévoit expressément que le ministère n'a pas l'obligation de diffuser les analyses qui se rapportent à un projet de règlement alors qu'il n'a pas encore été publié dans la Gazette officielle.

SOURCE : Direction des politiques de sécurité du revenu
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 2016-04-15

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-94c

Titre :

Concernant le projet de loi 70 : fournir l'étude d'impact sur les personnes vivant en région

Exposé et statistiques :

- Le projet de loi n° 70 est une loi habilitante. C'est dans le projet de règlement modifiant le Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles que l'on trouvera les mesures concrètes du programme Objectif Emploi susceptibles de devoir être justifiées en ce sens.

SOURCE : Direction des politiques de sécurité du revenu
COLLABORATION :
VALIDATION: N/A
DATE : Le 1^{er} avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-94d

Titre :

Concernant le projet de loi 70, fournir : l'étude effectuée dans le cadre de la clause d'impact provenant de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale

Exposé et statistiques :

- Le projet de loi n° 70 est surtout une loi habilitante. C'est principalement par son règlement d'application que les paramètres ayant un impact sur le revenu des personnes et des familles seront définis, et ce projet de règlement ne pourra être soumis au Conseil des ministres que lorsque le projet de loi 70 aura été adopté.
- À cet égard, rappelons que l'article 36 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* prévoit expressément que le ministère n'a pas l'obligation de diffuser les analyses qui se rapportent à un projet de règlement alors qu'il n'a pas encore été publié dans la Gazette officielle.

SOURCE : Direction des politiques de sécurité du revenu
COLLABORATION :
VALIDATION : N/A
DATE : Le 4^e avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-95

Titre :

Concernant la Stratégie nationale d'intégration et de maintien en emploi des personnes handicapées (phase 2), fournir :

- a. le montant réservé pour les contrats d'intégration au travail (CIT) en 2016-2017;
- b. le nombre de personnes handicapées (ventilé par régions) ayant bénéficié de cette mesure et qui ont obtenu un emploi d'été en 2015;
- c. le nombre de nouvelles personnes au total qui bénéficieront de cette mesure (ventilé par régions) en 2016-2017;
- d. intentions quant à la reconduction de la phase 2 de la Stratégie;
- e. échéancier du ministre pour le lancement de la phase 2 de la Stratégie.

A) Quel montant est réservé pour les contrats d'intégration au travail (CIT) en 2016-2017?

- En 2015-2016, le budget pour les CIT a été de 35,6 M\$.

B) Combien de personnes handicapées (ventilé par régions) ont bénéficié de cette mesure et ont obtenu un emploi d'été en 2015?

- Cette donnée n'est pas disponible. Il n'y a pas de code particulier dans les bases de données du Ministère permettant de comptabiliser les personnes qui ont bénéficié de cette mesure pour un emploi d'été.

C) Combien de nouvelles personnes au total bénéficieront de cette mesure (ventilé par régions) en 2016-2017?

- Le nombre de nouvelles personnes est soumis au nombre de contrats qui seront renouvelés.
- En effet, un pourcentage élevé des contrats est renouvelé année après année, soit environ 80 % des contrats. Le renouvellement des contrats représente une part importante des engagements financiers de l'année, ce qui réduit la marge de manœuvre pour de nouveaux contrats.
- Pour la période du 1^{er} avril 2015 au 19 février 2016, on compte 688 nouvelles personnes qui participent à la mesure¹ sur un total de 4 481 personnes.

D) Quelles sont les intentions quant à la reconduction de la phase 2 de la Stratégie?

- Les travaux pour l'élaboration de la deuxième phase de la Stratégie sont en cours.

E) Quel est l'échéancier du ministre pour le lancement de la phase 2 de la Stratégie?

- Le lancement est prévu au printemps 2017.

SOURCE : Direction des politiques d'emploi, des relations intergouvernementales et de la veille

COLLABORATION : Direction de la statistique, information de gestion et suivi de la performance

DATE : 5 avril 2016

¹ Les nouvelles personnes sont celles qui n'étaient pas en participation à la mesure CIT l'année précédente, soit en 2014-2015.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-159 (Question du volet Travail)

Titre :

Liste des avis de licenciement collectif reçus au ministère depuis le 1^{er} décembre jusqu'à ce jour. Ventilation par région. Fournir les renseignements suivants :

- a) nom et adresses de l'entreprise ;
- b) date de l'avis ou de la fermeture ;
- c) type ou secteur d'activité de l'entreprise;
- d) nombre total d'employés de l'entreprise;
- e) nombre de salariés temporaires et permanents visés par le licenciement;
- f) motifs du licenciement.

Exposé et statistiques :

Voir la fiche RP86.

SOURCE : Direction des mesures et services aux entreprises et du placement
VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE : 23 mars 2016